



**Union des Comores**  
**Unité – Solidarité – Développement**



**PREPEEC**

POUR LA QUALITÉ DES ENSEIGNEMENTS ET DES APPRENTISSAGES

Projet de Renforcement du Pilotage et de l'Encadrement de l'Éducation aux Comores  
**KM/FED/2012/024106 (Xème FED)**

**Plan pluriannuel de l'UDC**  
**2018-2026**

**février 2017**

**Ce projet est mis en œuvre avec le Concours financier de l'Union Européenne sur les  
ressources du 10<sup>ème</sup> FED**

**Union Européenne – Union des Comores**  
**Un partenariat pour le développement**

# PLAN DEVELOPPEMENT PLURIANNUEL DE L'UDC

2018 - 2026

## Table des matières

Sigles et abréviations.....	3
INTRODUCTION.....	4
1. CHAPITRE 1 : CONTEXTE GLOBAL DE DEVELOPPEMENT DE L'UDC.....	6
1.1. Le contexte socioéconomique .....	6
1.1.1. Le facteur démographique .....	6
1.1.2. Les ressources de l'Etat.....	7
1.2. Les dépenses de l'éducation.....	10
1.3. Appréciation du contexte de développement quantitatif et qualitatif de l'éducation .....	14
1.3.1. Les performances au niveau des enseignements pré universitaires.....	14
1.3.2. Appréciation du contexte de développement de l'UDC.....	14
1.3.2.1. Les performances au niveau de l'accès.....	14
1.3.2.2. Les ressources humaines et physiques.....	16
1.3.2.3. Les performances au niveau de la qualité des enseignements .....	17
1.4. Les contraintes et opportunités de l'UDC.....	19
1.4.1. Les contraintes.....	19
1.4.2. Les opportunités .....	20
2. CHAPITRE 2 : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE L'UDC .....	21
2.1. Méthodologie (approche modèle de simulation) .....	21
2.2. Les aspects quantitatifs et qualitatifs du plan pluriannuel .....	23
2.2.1. Articulation inter cycle : secondaire/supérieur.....	23
2.2.2. L'évolution des effectifs du secondaire .....	24
2.2.3. L'accès à l'UDC et la régulation des flux.....	25
2.2.4. Les aspects qualitatifs .....	35
2.2.5. Les flux d'étudiants.....	37
2.3. Les ressources humaines de l'UDC .....	48
2.3.1. Le personnel enseignant.....	48
2.3.2. Le personnel non enseignant .....	52
2.4. Les besoins en infrastructures du plan pluriannuel.....	53
2.4.1. Les infrastructures pédagogiques.....	53
2.4.2. Infrastructures universitaires.....	56
3. CHAPITRE 3 : COÛTS ET FINANCEMENT DU PLAN PLURIANNUEL.....	57
3.1. Coûts du plan pluriannuel.....	57
3.1.1. Coûts de développement des composantes.....	58
3.1.2. Coûts de développement de l'UDC.....	64
3.2. Ressources prévisibles .....	65
3.2.1. Les ressources prévisibles pour dépenses courantes de l'UDC .....	65
3.2.2. Les ressources pour dépenses en capital de l'UDC.....	68
3.3. Gaps de financement.....	69
3.3.1. Le gap financier du scénario de base du plan pluriannuel.....	69
3.3.2. Lesscenarii : paramètres, gaps de financement et résultats attendus .....	70

## **Sigles et abréviations**

## INTRODUCTION

---

L'Etat comorien accorde une importance capitale au développement quantitatif, qualitatif, équitable du sous-secteur de l'enseignement supérieur. Le PIE qui fait figure de plan sectoriel préconise un développement en adéquation avec les besoins de l'économie, notamment pour favoriser la croissance économique et l'employabilité des jeunes issus des établissements d'enseignement supérieur. Cette importance accordée au sous-secteur se justifie par le fait que le développement de l'enseignement supérieur est essentiel pour :

- la formation des personnels de haut niveau de qualification scientifique et technique capable de contribuer au développement socioéconomique du pays,
- la formation des ressources humaines répondant aux attentes des administrations et du système productif national,
- la création et la modernisation des administrations et entreprises du pays,
- le passage d'une économie informelle à une économie moderne attractive pour les investisseurs.

Aussi, le PIE, dans ces axes prioritaires et stratégiques, préconise, d'une part, une diversification et une professionnalisation des formations en vue de faciliter l'insertion professionnelle des formés et, d'autre part, le renforcement de la coopération internationale pour atteindre un standard international de qualité et l'amélioration de la recherche. L'enseignement supérieur comorien se compose quasi exclusivement de l'Université Des Comores (UDC). Les quelques établissements privés qui proposent essentiellement des filières tertiaires, de type BTS, ne sont pas intégrés dans l'offre de formation d'ensemble, du moins dans la problématique de l'articulation enseignement secondaire/enseignement supérieur. Créée par l'Ordonnance N°03-006/PR en septembre 2003, l'UDC « *est un établissement public à caractère scientifique et culturel, jouissant de l'autonomie administrative et financière* ». A la rentrée 2016-2017, l'UDC est un lieu de travail qui offre un éventail de formations organisées autour de 9 composantes, situées dans 5 sites ou campus, réparties dans les 3 îles (Ngazidja, Ndzواني et Mwali).

A l'instar de ses homologues de l'Afrique francophone, l'UDC fait face à des défis majeurs parmi lesquels :

- le décalage croissant entre les capacités d'accueil et les effectifs étudiants, (ratio étudiants/enseignants qualifiés hors norme dans tous les départements, absence quasi totale d'infrastructures spécialisées), avec pour conséquence la dégradation de la qualité des enseignements et des services offerts,
- la forte proportion des filières « généralistes » dont l'efficacité externe est moindre, notamment en matière d'employabilité des diplômés et aussi sans adéquation réelle avec les besoins de développement du pays.
- un mauvais système de financement dû aux difficultés d'arbitrage intra-sectoriel qui établit les coûts unitaires de formation à des niveaux inférieurs à ceux du secondaire.

Nombre de responsables de l'UDC mais aussi des milieux des partenaires (professionnels, coopération internationale, ...), sont parfaitement conscients de ces défis du système de formation de l'UDC. Seulement, faute de données quantifiées, les observations manquent de bases factuelles solides sur de multiples problématiques qui ont trait à l'accès, à la qualité et aux coûts et financement ainsi qu'aux perspectives de leur évolution. La présente étude se propose de répondre, autant que faire se peut, à ces préoccupations. Faire face à ces défis requiert, certes, une véritable volonté politique basée sur une vision stratégique claire, mais aussi la mise en place d'une démarche de planification avec l'emploi d'outils fiables et crédibles à partir desquels il sera concevable de définir les conditions d'un contrat de performance entre l'UDC et l'Etat.

Cette démarche, si l'on veut qu'elle soit systémique, rend incontournable l'élaboration d'un plan pluriannuel, lequel constituera un référentiel pour le développement quantitatif, qualitatif et équitable de l'UDC. En pratique, le plan pluriannuel consiste en l'opérationnalisation des objectifs de la politique du sous-secteur. Il est élaboré à l'aide d'un outil de planification, un modèle de simulations, qui permet de rendre systémique des problématiques multiples : l'articulation des enseignements secondaire et supérieur, l'orientation des étudiants et les inscriptions (avec des scénarii favorisant l'employabilité, par

exemple), l'efficacité interne, les flux d'étudiants, les facteurs de production (personnel, infrastructures, ...), les coûts et financement, les gaps de financement suivant les scénarii retenus.

Au regard des problématiques soulevées ci-dessus, l'objectif de cette étude consiste, d'abord, en l'évaluation du système d'offres de formations existantes, et ensuite, en la proposition d'un schéma de développement de l'UDC dynamique intégrant plusieurs scénarios. Aussi, l'étude abordera les problématiques suivantes :

- Le rappel du contexte global de développement de l'UDC et les contraintes et opportunités,
- Les performances de l'UDC sur la période 2010-2015,
- Les perspectives de développement : accès et régulation des flux, ressources, aspects qualitatifs et coûts et financement,
- le plan d'action sur la période 2018-2022.

Cette étude comporte aussi, en annexe, un plan de formation des ressources enseignantes et des propositions sur une série de réformes institutionnelles (gouvernance de l'UDC et des composantes).

## 1. CHAPITRE 1 : CONTEXTE GLOBAL DE DEVELOPPEMENT DE L'UDC

Le contexte global retrace de façon succincte, d'une part, l'évolution des principaux indicateurs socioéconomiques : démographie, richesse nationale et finances publiques, et, d'autre part, le développement du système éducatif dans son ensemble. Il faut noter que ces indicateurs sont déterminants dans la compréhension de l'état actuel de l'UDC et aussi de son développement futur compte tenu des articulations inter-cycles systémiques et des répartitions des dépenses incompressibles dans un contexte de ressources rares.

### 1.1. Le contexte socioéconomique

#### 1.1.1. Le facteur démographique

Le facteur démographique, dans ses multiples dimensions (croissance annuelle, population scolarisable, ...) constitue une variable explicative significative de la demande sociale à tous les niveaux d'étude. La demande de formation de l'enseignement supérieur qui s'adresse à des niveaux d'étude divers, avec des âges dissemblables, s'étend approximativement de 19 ans à 24 ans. Il va de soi donc que l'accroissement moyen annuel, la structure pyramidale de la population ainsi que les composantes scolarisables par niveau d'étude sont des problématiques à prendre en considération dans la détermination de l'offre de formation, principal résultat attendu du plan pluriannuel 2018-2026 de l'UDC. En effet, les données des populations scolarisables de 2015 (tableau I.1), projetées à partir du Recensement Général de 2003, dénotent une population très majoritairement jeune et connotent, par conséquent, une demande en forte progression pour les niveaux postsecondaires. La population de moins de 19 ans, qui représente 50,5% en 2015, s'établira à 54,1% en 2026.

**Tableau I.1 : Projections des populations scolarisables**

Années	2015	2018	2019	2020	2021	2022	2026
Population totale	784 745	850 041	872 992	896 563	920 770	945 631	1 051 970
3-5 ans	69 079	75 705	78 052	80 471	82 966	85 538	96 649
6-11 ans	131 768	146 152	151 288	156 604	162 107	167 803	192 661
12-15 ans	76 977	85 099	87 992	90 984	94 078	97 276	111 196
16-18 ans	50 165	55 458	57 344	59 293	61 309	63 394	72 465
19-24 ans	75 352	81 622	83 826	86 089	88 413	90 800	101 011
% population 19-24 ans	9,6%	9,6%	9,6%	9,6%	9,6%	9,6%	9,6%
Population <25 ans	471 954	519 229	536 026	553 370	571 279	589 772	669 979
% population <25 ans	60,1%	61,1%	61,4%	61,7%	62,0%	62,4%	63,7%
% population <19 ans	50,5%	51,5%	51,8%	52,1%	52,4%	52,8%	54,1%
Evolution* effectifs étudiants UDC	8485	11 617	12 650	13 720	14 939	16 369	21 924
Effectifs étudiants/100 000 habitants	1 081	1 367	1 449	1 530	1 622	1 731	2 084

\* Scénario 1 (modèle de simulations UDC 2015-2026)

Il faut noter qu'en l'absence de transition démographique, la structure pyramidale, c'est-à-dire, les poids des groupes d'âge par rapport à l'ensemble, restera quasiment inchangée sur la période 2018-2026. La population totale s'établira à 1,052 millions d'habitants, soit en volume plus de 267 000 habitants sur 11 ans. La proportion de la population de moins de 25 ans passera de 60,1% à 63,7% sur la période 2015-2026. Enfin, la population comprise dans la tranche de 19 à 24 ans, celle admissible en partie dans les cursus de formation postsecondaire, dont une part significative constitue la demande sociale de l'enseignement supérieur, s'établiront à 101 011 habitants. L'évolution du ratio effectifs étudiants de l'UDC/100 000 habitants, qui passera de 1081 à 1887 sur la période 2015-2026, sur un scénario « bas », montre que la demande sociale d'enseignement supérieur, accentuée par le caractère insulaire du pays,

sera en constante progression dans la décennie à venir. On peut imaginer les efforts, en matière d'allocations des ressources, que le pays devra consentir pour soutenir financièrement le développement de l'enseignement supérieur.

### 1.1.2. Les ressources de l'Etat

Aux Comores, le financement de l'éducation dépend d'une part, de la richesse créée par l'économie nationale, à travers les dépenses budgétaires de l'Etat et les participations des ménages, et, d'autre part, des ressources extérieures, appuis aux programmes sectoriels.

#### a) Le Produit Intérieur Brut

Le PIB est un agrégat majeur qui reflète la production de la richesse réalisée annuellement par les agents économiques résidents : entreprises, ménages, administrations publiques, etc. Sa croissance annuelle, notamment réelle, déflatée, est essentielle dans la formation des revenus de l'Etat et des ménages qui financent une grande partie des dépenses de services sociaux de base comme l'éducation et la formation.

**Tableau I.2 : Évolution des agrégats macroéconomiques**

Années	2010	2011	2012	2013	2014	2015
PIB au prix courant (millions KMF)	197 056	207 485	218 582	229 234	240 182	250 933
Déflateur	91,3%	93,7%	95,8%	97,1%	98,7%	100,0%
PIB constant (au prix de 2015)	215 913	221 517	228 165	236 150	243 244	250 933
Population totale (milliers)	687 052	705 376	724 294	743 797	763 952	784 745
PIB/Tête à prix courant	286 814	294 148	301 786	308 194	314 394	319 764
PIB/Tête à prix constant	314 260	314 041	315 017	317 493	318 402	319 764

Sources : Consultations de 2014, 2015, ... au titre de l'article IV : FMI, et modèle de simulations PRePEEC

Le PIB en KMF courant (au prix du marché) est passé de 197,056 milliards à 250,933 milliards entre 2010 et 2015, soit une croissance annuelle moyenne de 5,0%. Le PIB réel, rapport entre le PIB courant et le déflateur base 100 en 2015, déduit de l'inflation, a pour sa part connu une croissance annuelle moyenne de 3,1%, soit une baisse de près de 2 points par rapport au PIB courant. En conséquence de ce niveau d'inflation, la richesse nationale par habitant n'a réellement augmenté en volume que de 5 504 KMF (319 764-314260) sur la période et non comme l'indique le différentiel sur le PIB/tête courant (32 950 KMF).

Cette croissance positive, même altérée quelque peu par l'inflation, est principalement produite en 2013<sup>1</sup> par le secteur primaire (à hauteur de 49%) et le secteur tertiaire : commerce et services (41,1%). Aussi, le caractère informel de ces 2 secteurs, certes pourvoyeurs d'emplois, n'a pas permis de générer des recettes budgétaires suffisantes pour inverser la situation de dépendance structurelle en matière de financement des secteurs sociaux de base (éducation, santé, ...). Ainsi, le développement insuffisant de l'enseignement supérieur public, notamment sur le plan qualitatif, pourrait être interprété comme la cause et la conséquence de la faiblesse de la composante moderne de l'économie nationale, celle, en réalité, susceptible d'améliorer les ressources internes de l'Etat. Cause et conséquence du fait qu'un enseignement supérieur diversifié et pertinent du point de vue de l'employabilité transforme qualitativement l'économie d'un pays. Réciproquement, une économie développée booste la qualité de l'enseignement supérieur.

#### b) Les recettes de l'Etat

Les ressources totales (recettes et dons), qui semblent évoluer en dents de scie jusqu'en 2014, passent de 57,9 milliards en 2010 à 82,526 milliards KMF sur la période de 2010-2015, soit une croissance annuelle moyenne de 13,3%. Les dons, qui soutiennent davantage les investissements publics que le fonctionnement courant, se sont maintenus en moyenne à hauteur de 42,4% sur la période. Un pic de

<sup>1</sup>L'enquête 123, 2013-2014

62,7% est atteint en 2013 avec une assistance PPTTE intérimaire exceptionnelle qui a davantage financé les dépenses courantes.

Les ressources budgétaires qui proviennent en grande partie des recettes fiscales, soit 72,4% en moyenne par an, passent de 28,8 milliards à 43,089 milliards KMF, soit une multiplication par un facteur 1,49 sur la période étudiée. Aussi, la pression fiscale par rapport au PIB s'établit en moyenne à 16,8%, avec une croissance régulière et un pic à 20,2% pour l'année 2012

**Tableau I.3 : Évolution des recettes totales**

Ressources (en millions KMF)	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015
Recettes totales et dons	57 912	50 907	65 130	101 092	61 129	82 526
Recettes budgétaires	28 848	34 793	44 137	37 716	37 978	43 089
Recettes fiscales	22 479	23 520	26 850	29 536	31 324	28 942
Impôts directs et indirects	11 998	12 412	17 600	24 202	25 915	25 295
Impôts sur le commerce extérieur	10 481	11 108	9 250	5 334	5 409	3 647
Recettes non fiscales	6 369	11 273	17 287	8 180	6 654	14 147
Dons	29 064	16 114	20 993	63 376	23 151	39 437
Aides budgétaires	15 177	53	-	4 091	2 567	23 464
Projets	13 444	15 135	19 008	18 430	20 584	15 973
<b>Assistance PPTE</b>	443	926	1 985	40 855	-	-
% recettes fiscales/PIB	14,6%	16,8%	20,2%	16,5%	15,8%	17,2%

Sources : Consultations de 2014, 2015, ... au titre de l'article IV : FMI, et modèle de simulations PRePEEC

Au regard de ce qui précède, on peut conclure que le contexte global des ressources publiques disponibles a été en constante progression sur la période ; une progression réelle tant au niveau des recettes fiscales ou non fiscales qu'au niveau des dons courants (PPTE) ou en capital.

### c) Les dépenses de l'Etat

Les dépenses totales, y compris les prêts nets<sup>2</sup>, passent de 47,724 milliards à 69,497 milliards KMF entre 2010 et 2015, soit une croissance moyenne annuelle de 8,1%, avec une hausse en 2015 (12,4%) précédée d'une baisse sur 2 ans par rapport à l'année 2012 qui a connu une croissance annuelle de 21,7% due aux postes de dépenses courantes (maintenance des projets et assistance technique : financement extérieur) et de dépenses en capital sur ressources propres (voir tableau I.4). Les dépenses courantes, celles dédiées au fonctionnement de l'Etat-traitements et salaires, biens et services et transferts-, passent de 33,156 à 45,227 milliards KMF sur la période 2010-2015, soit une croissance moyenne annuelle de 7%. Déduites des dépenses en capital, elles représentent 67,6% des dépenses totales. Ainsi, il faut noter que les dépenses, déboursées au titre du personnel et des transferts et subventions, comprenant par exemple, les transferts budgétaires à l'UDC, représentent 63,4% en moyenne sur la période. Les dépenses du titre III dédiées à l'acquisition des biens et services, celles qui permettent d'améliorer l'environnement de travail des administrations publiques, sont stables autour de 24%.

**Tableau I.4 : Évolution des dépenses totales**

Dépenses (en millions KMF)	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015
Dépenses totales et prêts nets	47 724	47 493	57 803	61 305	61 834	69 497
Dépenses courantes	33 156	35 785	41 898	36 101	40 928	45 227
Dépenses courantes primaires	29 391	29 959	31 604	32 856	37 331	42 708
Traitements et salaires	17 864	18 409	18 278	18 582	21 866	23 713
Transferts et subventions	3 835	3 889	4 394	5 227	4 759	6 896
Matériels et fournitures	7 692	7 662	8 932	9 047	10 706	12 099
Autres dépenses courantes	3 765	5 826	10 294	3 245	3 597	2 519
Dépenses en capital	14 568	11 708	15 905	25 204	20 906	24 270
Sur ressources propres	2 598	1 417	6 209	9 561	3 435	7 786
Sur ressources extérieures	11 970	10 291	9 696	15 643	17 471	16 484
Solde courant	- 4 308	- 992	2 239	1 615	- 2 950	- 2 138
Solde global hors dons	- 18 876	- 12 700	- 3 666	- 23 589	- 3 856	- 6 408
Solde global	10 188	3 414	7 328	39 787	- 705	13 029

<sup>2</sup> Prêts nets, il s'agirait des prêts « improductifs » au secteur de la vanille

Solde budgétaire de base	- 6 906	- 2 409	- 970	- 946	- 6 385	- 9 924
--------------------------	---------	---------	-------	-------	---------	---------

Sources : Consultations de 2014, 2015, ... au titre de l'article IV : FMI, et modèle de simulations PRePEEC

Le solde courant, différences entre les recettes budgétaires et les dépenses courantes, présente un déficit moyen de 1,089 milliards KMF sur la période. Il est cependant positif sur les années 2012 (2,230 Mds) et 2013 (1,615 Mds) grâce à des recettes fiscales et non fiscales en hausse relative. De façon générale, une situation de déficit signifie que les recettes fiscales et non fiscales ne permettent pas de couvrir les dépenses courantes des Titres II (traitements et salaires), III (biens et services), et IV (transferts et subventions, par exemple, à l'UDC). Outre la faiblesse structurelle des recettes fiscales et non fiscales, en dépit d'une pression fiscale relativement élevée (16,8%), ce déficit découle de ces 3 titres de dépenses qui ont respectivement augmenté de 6%, 9,8% et 13,9% sur la période 2010-2015. Il va s'en dire que le déficit du solde courant réduit le degré de liberté du gouvernement (marge de manœuvre) et constitue un obstacle aux appuis extérieurs au motif qu'ils pourraient le détériorer.

En ce qui a trait au solde global hors dons (ressources totales, sans les dons, déduites des dépenses totales), il reste négatif et s'établit en moyenne à 19,849 milliards de KMF sur la période. Autrement dit, toute chose étant égale par ailleurs, les Comores pour maintenir le niveau des dépenses totales a besoin de couvrir ce solde, et notamment les dépenses en capital. D'ailleurs, la situation sur le solde global (recettes totales-dépenses totales), qui est excédentaire sur la période, démontre le caractère indispensable des dons (aide budgétaire et projets). Le solde budgétaire de base qui est structurellement déficitaire sur la période a un intérêt particulier en ce sens qu'il représente la différence entre les recettes budgétaires et les dépenses courantes et les dépenses en capital sur fonds propres. Il s'agit d'un solde d'autonomie financière du pays avec en conséquence les besoins couverts par les interventions extérieures qui seraient en souffrance.

En dépit des contraintes sur les soldes budgétaires, on peut en déduire que les années 2010-2015 ont été une période de conjoncture économique relativement favorable, avec une croissance moyenne annuelle du PIB (au prix constant 2015 de 3,1%. D'autre part, la période a été propice à la coopération internationale et par conséquent au développement des services sociaux de base comme le secteur de l'éducation et de la formation qui a bénéficié d'arbitrages budgétaires moyennement satisfaisants.

## 1.2. Les dépenses de l'éducation

La grille d'analyse des dépenses de l'éducation se pose selon les problématiques de financement de l'éducation, à savoir :

- Combien coûte l'éducation et la formation par rapport à la richesse nationale créée et aux dépenses de l'État ?
- Quelle est la répartition optimale des dépenses par rapport aux sous-secteurs et par rapport à la nature des dépenses (répartition économique des dépenses) ?
- Est-ce que l'utilisation des ressources est efficiente ?

### a) L'effort public de financement du secteur de l'éducation et de la formation

Sur la période 2010-2015, les Comores consacrent en moyenne 30,1% de ses dépenses courantes primaires au secteur de l'éducation et de la formation. L'accroissement annuel moyen s'établit à 4,9% alors que celles du budget de l'Etat progresse en moyenne de 7,9% sur la même période. En volume, ces dépenses, qui sont quasiment identiques aux dépenses totales, du fait des allocations dérisoires en matière d'investissement, passent de 9,328 à 11,631 milliards de KMF sur la période. Par rapport à la richesse nationale créée, l'effort consacré au secteur de l'éducation s'élève en moyenne à 4,6% avec une constance remarquable sur toute la période.

Sur le plan de la composition économique, les dépenses de personnel (traitements et salaires et transferts et subventions) représentent en moyenne 97% sur la période. Il s'agit d'un déséquilibre structurel, au profit des dépenses des salaires du personnel, qui est continuellement observé lors des évaluations et qui ne favorise pas l'amélioration de la qualité de l'éducation. Aussi, le caractère incompressible des

dépenses, notamment de personnel des enseignements élémentaire et secondaire, rend difficile toute possibilité de réallocation budgétaire intra-sectorielle.

**Tableau I.5 : Évolution des dépenses d'éducation et de la formation**

En millions KMF	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015
Dépenses courantes primaires de l'Etat	29	29	31	32	37	42
	391	959	604	856	331	708
Dépenses en capital de l'Etat	14	11	15	25	20	24
	568	708	905	204	906	270
Dépenses courantes éducation	9 328	9 368	9 407	9 576	11 799	11 631
Traitements et salaires	8 181	8 216	8 251	8 237	10 318	10 061
Achats de biens et services	453	323	121	344	380	317
Subventions et transferts courants	694	828	1 035	995	1 101	1 253
% dépenses courantes/dépenses courantes Etat	31,7 %	31,3 %	29,8 %	29,1 %	31,6 %	27,2 %
(Traitements et salaires + transferts <sup>3</sup> )/dépenses courantes Ed.	95,1 %	96,6 %	98,7 %	96,4 %	96,8 %	97,3 %
Dépenses d'investissement			14	147	16	-
% dépenses d'invest. éducatif/dépenses d'invest. Etat			0,09 %	0,58 %	0,08 %	0,00 %
Dépenses totales de l'éducation	9 328	9 375	9 421	9 723	11 815	11 631
Dépenses courantes éducation (% PIB)	4,7%	4,5%	4,3%	4,2%	4,9%	4,6%

Sources : Consultations de 2014, 2015,... au titre de l'article IV : FMI, MEN, RESEN 2 2016

#### b) L'allocation intra sectorielle des dépenses de l'éducation

**Tableau I.5 bis : Composition économique des dépenses d'éducation et de la formation, en 2015**

Répartition dépenses courantes	Personnel	Biens et services	Transfert courants	Investissement	Dépenses courantes	Dépenses totales	% Dep. Courant.
Elémentaire	4 868,6	153,0	-	-	5 021,6	-	43,2%
Secondaire 1er cycle	3 198,1	101,9	-	-	3 300,0	-	28,4%
Secondaire 2ème cycle	1 803,6	57,4	-	-	1 861,1	-	16,0%
ETFP	190,7	4,6	309,8	-	505,1	-	4,3%
Supérieur	-	-	943,1	-	943,1	-	8,1%
Total	10 061,0	317,0	1 252,9	237,0	11 630,9	11 867,9	100,0%

Sources : modèle de simulations sur la base des données du RESEN 2 2016

Le tableau ci-dessous montre que l'allocation de ces ressources obéit à des choix politiques qui ont privilégié le développement des enseignements élémentaire et secondaire 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> cycle. En effet, l'enseignement élémentaire totalise, à juste titre, 43,2% alors que les 2 autres sous-secteurs se voient allouer respectivement 28,4% et 16% des ressources. Il faut noter que cette part de financement relativement importante consentie au secondaire, notamment au 2<sup>ème</sup> cycle, est inhabituelle en Afrique subsaharienne. C'est à l'évidence une situation qui dénote un problème d'optimisation des ressources enseignantes, avec des ratios élèves/enseignants qui s'établissent respectivement à 9 et 7 d'après le RESEN2 de 2016 (p. 23 et 26<sup>4</sup>). Cette situation nécessite la mise en place des réformes judicieuses sur

<sup>3</sup> Les dépenses de transferts et subventions servent essentiellement à couvrir les dépenses salariales des institutions autonomes : UDC, établissements d'enseignement et professionnel, etc.

<sup>4</sup> RESEN 2016 : Pôle de Dakar/IPE/UNESCO.

les horaires statutaires, la formation des enseignants bivalents, l'architecture du corps enseignant : fonctionnaire/contractuel, la carte scolaire, l'évaluation des programmes scolaire, etc.

En conséquence de cette situation, l'enseignement supérieur et l'ETFP sont nettement moins bien lotis et ne reçoivent respectivement que 4,3% et 8,1%. Pourtant, l'enseignement supérieur, contrairement à d'autres pays francophones d'Afrique, ne bénéficie ni de l'octroi de bourses ni d'œuvres universitaires, et l'ETFP constitue la seconde priorité de la politique éducative, après l'enseignement de base. Il en résulte un système de coûts unitaires inédits où la formation d'un étudiant de l'enseignement supérieur est moins dispendieuse pour l'Etat que celle d'un élève du secondaire, et, où des dépenses courantes de plus de 200 millions de KMF sont consentis pour la formation de 500 étudiants en ETFP.

En conclusion de cette partie, il ressort de ces analyses un contexte socioéconomique caractérisé par :

- d'une part, une progression constante de la demande sociale d'enseignement supérieur, une conjoncture économique relativement favorable, une période dans l'ensemble propice à la coopération internationale et donc au développement des services sociaux de base,
- d'autre part, un système d'arbitrage budgétaire inhabituel par rapport aux pays comparables en ce sens qu'il favorise nettement l'enseignement secondaire général au détriment de l'ETFP et de l'enseignement supérieur. Aussi, pour compléter le contexte global de développement de l'enseignement supérieur, il serait intéressant de s'interroger sur les performances, au plan quantitatif et qualitatif, du système éducatif dans son ensemble.

### **1.3. Appréciation du contexte de développement quantitatif et qualitatif de l'éducation**

Depuis la mise en œuvre du PASEC (Project d'appui au Secteur de l'Education aux Comores, 9ème FED/UE), lequel a prioritairement visé le renforcement des acquis liés aux aspects qualitatifs de l'éducation et l'avènement du PIE 2013-2015, le système éducatif a enregistré des évolutions contrastées suivant les sous-secteurs.

#### **1.3.1. Les performances au niveau des enseignements préuniversitaires**

Il y a lieu de faire un rappel succinct des performances des cycles préuniversitaires. Leur développement quantitatif, qualitatif et équitable aura des répercussions sur l'enseignement supérieur. Les objectifs sur l'enseignement supérieur dépendent à court terme de la qualité de son articulation avec l'enseignement secondaire et à long terme de l'état du système éducatif dans son ensemble.

##### **L'enseignement préélémentaire**

Pour ce qui concerne l'enseignement préélémentaire (3-5 ans), l'offre publique naguère inexistante s'est développée ces dernières années. En 2015, les effectifs du préélémentaire avoisinent 13500 dont plus de 66% inscrits dans des établissements publics. C'est un signe évident d'une démocratisation de l'enseignement préélémentaire même si le phénomène est encore concentré en milieu urbain et sa couverture statistique insuffisante. Ce développement sera un vecteur positif pour le développement de l'enseignement primaire et aura impact positif sur la qualité de l'éducation, et ce, tout au long de la scolarité.

##### **L'enseignement primaire**

L'enseignement primaire en pleine expansion enregistre des effectifs qui passent de 99574 à 120 381 entre 2009 et 2015. Ces progrès quantitatifs ont créé une poussée rapide qui se régle sur l'enseignement secondaire général, ce qui est en soi un bon signe pour l'atteinte des objectifs des OMD et de l'EPT mais constitue aussi un défi qui exige une stratégie systémique d'amélioration de la qualité et de régulation des flux du secondaire au regard de l'efficacité interne et externe des formations. Sur le plan de la qualité de l'éducation, les évaluations sectorielles (RESEN 2, 2016) font ressortir des progrès notables sur le plan de l'accès (TBS à 103% et de l'achèvement (entre 75 et 89%) et des résultats médiocres au niveau de l'efficacité interne (taux de redoublement à 17%).

##### **L'enseignement secondaire**

Au niveau du collège, les effectifs scolarisés augmentent de 8,1% entre 2014 et 2015. Les effectifs s'établissent à 45 490 en 2015. Quant aux lycées, ils accueillent les sortants de l'enseignement moyen et conduisent au baccalauréat. Cet enseignement, qui fait face à la montée des effectifs du moyen, a enregistré une croissance moyenne annuelle de près de 7%. La baisse des effectifs de l'année 2015 est sans doute due à un problème de couverture statistique. Au niveau de la qualité, facteur déterminant pour la réussite des études d'enseignement supérieur, les profils de scolarisation font ressortir un enseignement secondaire peu efficient avec un taux d'achèvement médiocre (tableau 1.7), section articulation avec l'enseignement supérieur.

##### **L'ETFP**

En 2015, le sous-secteur de l'ETFP scolarise seulement 505 élèves. Le sous-secteur fait face à des défis stratégiques notamment la faiblesse des capacités d'accueil publiques. En dépit de cette faiblesse, l'ETFP, dont la finalité est de réduire l'échec scolaire et d'offrir à de nombreux jeunes une voie de réalisation personnelle, constitue la seconde priorité du gouvernement, après l'éducation de base. Cette importance accordée au sous-secteur se justifie par le fait que toutes les études sur la liaison entre la formation et l'emploi démontrent que l'ETFP constitue un outil clé pour le développement économique et social d'un pays.

#### **1.3.2. Appréciation du contexte de développement de l'UDC**

##### **1.3.2.1. Les performances au niveau de l'accès**

L'UDC, qui constitue l'unique institution d'enseignement public supérieur, comprend 9 composantes implantées sur 5 sites dont 3 à Moroni et dans ses environs : Corniche, sud de Moroni et Mvouni ; et 2 dans les îles d'Anjouan (Patsy) et de Mohéli (Fomboni). Les 9 composantes chargées de dispenser des cours et de promouvoir la recherche sont :

- La faculté Imam Chafiou(FIC),
- La faculté des lettres et des sciences humaines (FLSH),
- La faculté de droit et des sciences économiques (FDSE),
- La faculté des sciences techniques (FST),
- L'institut universitaire de technologie (IUT),
- L'institut de formation des enseignants (IFERE),
- L'école (EMSP),
- Le centre Universitaire de Patsy (CUP d'Anjouan),
- Le centre universitaire de Mohéli (CUM).

Les 9 composantes qui se sont constituées au fil des ans, depuis la création officielle de l'UDC en 2003, ont vu non seulement la montée en puissance par la diversification des filières (nouveaux départements) mais aussi une hausse sans précédent de leurs effectifs étudiants. Bien que récent, l'enseignement supérieur comorien est déjà soumis à des contraintes de massification qui dénote de problèmes d'environnement de travail et de qualité d'enseignement. En effet, les effectifs étudiants, dont la quasi-totalité sont inscrits en 1<sup>er</sup> cycle du système LMD (L1, L2 et L3), passent de 3927 à 8 347 entre 2010 et 2015, soit une multiplication par un facteur de 2,2 en 5 ans. En termes de filières, les effectifs inscrits dans les départements scientifiques représentent 17,7%. Ils se répartissent dans les départements de la FST, de l'EMSP, des SVTE de Patsy et de l'habitat et son environnement, du génie informatique et des statistiques de l'IUT.

**Tableau I.6 : Evolution des effectifs par composante**

Composantes	2010	2011	2012	2013	2014	2015	% composante 2015	Effectifs filières scientifiques 2015
FLSH				1293	1380	1863	22,0%	
FDSE				1874	2055	2399	28,3%	
FST				700	654	886	10,4%	886
FIC				234	274	238	2,8%	
EMSP				221	203	221	2,6%	221
IFERE				285	202	208	2,5%	
IUT				528	376	769	9,1%	291
CUP (Anjouan)				1293	1275	1714	20,2%	107
CUM (Mohéli)				106	148	189	2,2%	
Total	3927	5516	6087	6534	6567	8487	100%	1505 (17,7%)

*Modèle de simulations UDC 2015-2026)*

Quant aux facultés de LSH et DES, elles accueillent respectivement 22% et 28,3%, soit plus de la moitié des étudiants inscrits à l'UDC. A ces effectifs, il faut ajouter, les effectifs des départements de lettres et sciences humaines et de droit, d'AES et des Sciences économiques qui comptent les centres universitaires de Patsy à Anjouan et de Mohéli. Enfin, les formations courtes à vocation professionnalisante, de type IUT, totalisent 915 étudiants dont 19% principalement en GEA à Anjouan (CUP) et à Mohéli (CUM).

**Tableau I.7 : Répartition des effectifs étudiants par composante et par niveau d'étude en 2015**

	L1	Filles	L2	Filles	L3	Filles	Total	Filles	% filles
--	----	--------	----	--------	----	--------	-------	--------	----------

Plan de développement pluriannuel de l'UDC : 2018-2026 :

FLSH	972	407	432	156	459	179	1 863	742	39,8%
FDSE	1366	872	537	307	496	298	2 399	1 477	61,6%
FST	533	214	201	83	152	65	886	362	40,9%
EMSP	94	78	66	57	61	52	221	187	84,6%
FIC	128	34	70	18	40	6	238	58	24,4%
IUT	313	165	456	168			769	333	43,3%
IFERE Moroni	125	71	83	45			208	116	55,8%
Site de Patsy	898	471	442	198	374	162	1 714	831	48,5%
CU de Mohéli	122	76	67	46			189	122	64,5%
Total	4 551	2 388	2 354	1 078	1 582	762	8 487	4 228	49,8%
% niveau d'étude	53,6%		27,7%		18,6%			49,8%	

*Modèle de simulations UDC 2015-2026)*

Par rapport au niveau d'étude, on observe une massification et un début de féminisation des effectifs étudiants. En effet, les effectifs étudiants inscrits en L1 en 2015, dont 52,5% des filles, représentent 53,6% du total des inscrits. Il faut noter que les nouvelles inscriptions en L1 ne sont régies par aucun dispositif d'information-orientation visant à réguler les flux d'entrée et à affecter les nouveaux inscrits dans des filières correspondant à leur profil et leurs capacités. Aussi, les étudiants s'inscrivent dans des filières en méconnaissant les débouchés professionnels et les possibilités d'emploi au terme des études. On peut aussi remarquer la forte féminisation des inscriptions. Outre, l'EMSP qui assure des filières traditionnellement réservées aux filles, cette féminisation est notable à FDSE, à l'IFERE et à CUM. Elle est honorable à FLSH, à l'IUT et à CUP. Dans l'ensemble, le poids des filles dans les inscriptions se situent à 49,8%.

### 1.3.2.2. Les ressources humaines et physiques

#### a) Le personnel

L'UDC compte 2 catégories de personnels : le personnel d'enseignement et de recherche et le personnel administratif et de soutien. Au niveau du personnel enseignant chercheur, les 9 composantes totalisent 290 enseignants répartis sur les 4 corps classiques de l'enseignement supérieur, à savoir, professeur, maître de conférences, maître-assistant et assistant et autres. On observe (Tableau .1.6) une situation pauvre en corps professoral de rang magistral (professeur, maître de conférences). En effet, ce corps qui a vocation à assurer les services d'enseignement sous forme de cours magistraux et la direction des unités de recherche représente 15,5%. Résultat, ce sont les maîtres assistants, généralement de jeunes enseignants, qui interviennent à hauteur de 60%. En FST, la proportion du corps de maîtres-assistants dépasse 78%.

**Tableau I.8 : Personnel enseignant et de recherche et personnel administratif et de soutien**

	Professeur	Maître de conférences	Maître-assistant	Assistant et autres	Total PER	Ratio enseignant/étudiants	Personnel administratif	Personnel de soutien	Total
Administration centrale							42	4	46
CUFOP	0	1	2	0	3		6	1	7
FLSH	3	9	17	9	38	49	11	2	13
FDSE	1	4	16	7	28	86	16	3	19
FST	0	7	32	2	41	22	10	4	14
EMSP	0	3	4	6	13	17	8	4	12
FIC	0	8	15	1	24	10	13	2	15
IUT	0	2	24	7	33	23	11	4	15

IFERE	0	3	12	5	<b>20</b>	<b>10</b>	12	2	<b>14</b>
CUP Anjouan	0	2	46	27	<b>75</b>	<b>23</b>	22	9	<b>31</b>
CUM Mohéli	0	2	4	9	<b>15</b>	<b>13</b>	10	2	<b>12</b>
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>41</b>	<b>172</b>	<b>73</b>	<b>290</b>	<b>29</b>	<b>161</b>	<b>37</b>	<b>198</b>
Part par grade	1,4%	14,1%	59,3%	25,2%	100,0%				

*Modèle de simulations UDC 2015-2026)*

Le tableau montre surtout l'insuffisance du personnel et de recherche. En effet, la faiblesse en enseignant-chercheur est aggravée par le ratio d'encadrement. Ce ratio d'encadrement, si on tient compte de 3 enseignants chercheurs du CUFOP, s'établit à 29, c'est-à-dire, globalement supérieur de 10 points par rapport à la norme internationale estimée à 19. Ce ratio très mauvais, eu égard à cette norme internationale, en FLSH et en FDSE où il est respectivement de 49 et 86.

### **b) Les ressources physiques**

Outre l'insuffisance en personnel enseignant, l'UDC présente une situation plus que difficile en matière de capacités d'accueil physiques et organisationnelles. En effet, la faiblesse, en quantité et qualité, des infrastructures, des équipements et du matériel pédagogique et les problèmes d'accessibilité aux outils TIC et à la documentation de recherche sont largement rapportés dans les différents états des lieux établis annuellement par les composantes et pointés du doigt surtout par la communauté universitaire (étudiants, enseignants, ...). En réalité, le parc d'infrastructures disponibles dans les différentes composantes n'est en rapport ni avec les effectifs étudiants ni avec les organisations pédagogiques des activités d'enseignement et de recherche : volumes horaires que doivent assurer les composantes dans les différents départements et sa répartition par type d'infrastructures, nombre de semaines de travail, etc. Il faut ajouter que faute de maintenance et de renouvellement régulier, ces infrastructures et équipements sont vétustes et peu fonctionnels eu égard aux transformations des techniques d'enseignement d'aujourd'hui. Bien évidemment, cette situation rend difficile le travail du personnel et des étudiants et ne favorise en rien la qualité des enseignements. A défaut d'informations sur le nombre de places, le tableau ci-dessous illustre la situation des infrastructures.

**Tableau I.8 : Répartition des infrastructures par type par composante**

	Salle de cours	Amphi	Laboratoires	Salle spécialisées/informatique
FLSH	12	0	0	1
FDSE	12	1	1	1
FST	10	0	2	1
EMSP	5	0	2	1
FIC	12	1	1	1
IUT	7	-	-	2
IFERE	5	0	0	1
CUP Anjouan	12	-	1	1
CUM Mohéli	6	0	0	1
<b>Total</b>	<b>81</b>	<b>2</b>	<b>7</b>	<b>10</b>

*Modèle de simulations UDC 2015-2026)*

### **1.3.2.3. Les performances au niveau de la qualité des enseignements**

Pour rappel, l'UDC est actuellement soumise à des contraintes sur les aspects quantitatifs, employabilité des sortants et qualité des formations. Aussi, après le bilan au niveau de l'accès (inscriptions et capacités d'accueil), la présente section traite de l'employabilité et de la qualité des formations. En économie, l'efficacité décrit la relation entre les facteurs qui ont rendu possible la fabrication d'un produit et ce produit même, c'est à dire, entre les intrants (inputs) et les extrants (outputs). Traduit en économie d'éducation, la relation complexe entre les inputs et les outputs prend les deux dimensions suivantes :

- Quel est le produit de l'éducation par rapport aux objectifs plus larges de la société (amélioration de la santé et des conditions de revenus, insertion professionnelle et production des personnes éduquées dans le marché du travail, socialisation, ... ) ?
- Quel est le produit de l'éducation par rapport à ses objectifs internes performance des étudiants en fonction des objectifs des unités d'enseignement, des programmes de formation, ... ?

### a) L'efficacité externe

La 1<sup>ère</sup> question porte, on le voit bien, sur la rentabilité socio-économique de l'investissement en éducation ; c'est la problématique de l'efficacité externe de l'éducation. Le concept d'efficacité externe, qui reflète la qualité de la formation ou concrètement la rentabilité de l'investissement, est dans la pratique appréhendé à travers des enquêtes sur l'employabilité des diplômés. Qu'en est-il au niveau de l'UDC ? A défaut de données sur l'insertion des sortants, il faut simplement souligner que l'amélioration de l'employabilité des diplômés de l'UDC, c'est-à-dire, l'adéquation des formations avec les besoins de l'économie et de la société moderne, constitue un objectif prioritaire des responsables et particulièrement du Conseil Scientifique de l'université qui valide les maquettes des formations. Par exemple, la stratégie de soutien aux cursus de courte durée, de type IUT et de mise en place de projets de diversification des formations témoigne de cet intérêt pour la professionnalisation des cursus. Il faut rappeler que l'amélioration de l'adéquation formation-emploi peut se concrétiser par le biais d'une réforme des filières mais aussi par la mise à disposition de services dédiés, par exemple, à l'orientation, au placement, incluant un service d'entrepreneuriat des étudiants et suivi des sortants des formations de l'UDC.

### b) L'efficacité interne

La 2<sup>ème</sup> question est relative aux aspects quantitatifs et qualitatifs de la production des formations, c'est la problématique de l'efficacité interne de l'éducation. Ce concept d'efficacité interne, qui reflète la qualité de l'éducation ou concrètement les acquisitions des connaissances, est dans la pratique appréhendé à travers le système des taux de passage en année d'étude supérieure, y compris la réussite aux examens de fin d'année, et des taux de redoublement ou d'abandon. Sur cette base, le principe admis est que l'efficacité d'un cursus est d'autant plus grande que les profils de formation se caractérisent par des taux de promotion élevés et des taux de redoublement et d'abandon faibles. Au niveau de l'UDC, l'établissement des profils des formations nécessite la détermination des indicateurs d'efficacité (coefficient d'efficacité, durée moyenne des études, taux de survie,...) lesquels découlent des taux d'écoulement (taux de promotion, de redoublement et d'abandon) de chaque cursus (LMF, Droit, lettre arabe, MPC, SVTE,...).

Les redoublements et les abandons sont des éléments essentiels de l'efficacité interne et par conséquent des coûts et bénéfices d'un système de formation. Pire, le redoublement démotive l'étudiant à suivre sa vocation et peut même être un facteur d'abandon des études. La qualité des statistiques n'a pas permis de présenter un tableau plus complet des taux de redoublement et de promotion (réussite aux examens de fin d'année), mais il n'en demeure pas moins que le niveau de redoublement est élevé dans presque tous les départements (tableau 1.9). L'exemple de la filière « AES » est édifiant. En effet, le taux de redoublement calculé sur les flux d'étudiants des années 2013-2014 et 2014-2015 concernent près 3/4 des effectifs inscrits. Il s'établit à 72,8% en L1 et 47,7% en L2. En MPC, le phénomène touche plus du 1/3 des effectifs inscrits Il faut noter que les filières professionnalisantes sont celles qui connaissent des taux de réussite satisfaisants.

**Tableau I.9 : Taux d'écoulement sur quelques filières entre 2013-2015**

Histoire						
	Garçons - Filles		Filles		Garçons	
	Taux de promotion	Taux de redoublement	Taux de promotion	Taux de redoublement	Taux de promotion	Taux de redoublement
L1	65,1%	17,5%	87,0%	12,5%	60,0%	18,2%
L2	97,0%	3,0%	94,1%	5,9%	94,0%	2,0%
L3	76,0%	8,2%	77,0%	22,2%	75,0%	5,0%

AES						
	Garçons - Filles		Filles		Garçons	
	Taux de promotion	Taux de redoublement	Taux de promotion	Taux de redoublement	Taux de promotion	Taux de redoublement
L1	24,9%	72,8%	24,8%	71,1%	25,2%	75,5%
L2	53,8%	47,7%	48,8%	43,6%	40,0%	54,2%
L3	80,0%	16,7%	85,0%	15,0%	75,0%	19,7%
MPC						
	Garçons - Filles		Filles		Garçons	
	Taux de promotion	Taux de redoublement	Taux de promotion	Taux de redoublement	Taux de promotion	Taux de redoublement
L1	50,0%	31,5%	50,0%	50,0%	50,0%	30,0%
L2	40,0%	40,0%	14,3%	57,1%	46,4%	35,7%
L3	67,5%	56,5%	60,0%	33,3%	75,0%	60,0%
Soins infirmiers*						
	Garçons - Filles		Filles		Garçons	
	Taux de promotion	Taux de redoublement	Taux de promotion	Taux de redoublement	Taux de promotion	Taux de redoublement
L2	92,3%	0,0%	78,0%	0,0%	69,2%	0,0%
L3	90,0%	0,0%	90,0%	0,0%	90,0%	0,0%
IUT : habitat et environnement						
	Garçons - Filles		Filles		Garçons	
	Taux de promotion	Taux de redoublement	Taux de promotion	Taux de redoublement	Taux de promotion	Taux de redoublement
L2	91,3%	13,0%	80,0%	50,0%	76,2%	9,5%
L3	120,0%	0,0%	100,0%	0,0%	130,0%	0,0%

\* L1 est en tronc commun (soins infirmiers et soins obstétricaux). *Modèle de simulations UDC 2015-2026*)

En guise de résumé sur les aspects qualitatifs, il est essentiel d'identifier les facteurs explicatifs de la faiblesse de l'efficacité interne, les facteurs sur lesquels il faudra notamment agir au cours de la période (2018-2026) du présent plan pluriannuel de développement de l'UDC. Pour être plus complet, cette action d'identification des facteurs doit procéder d'un examen plus général des facteurs susceptibles d'influer négativement ou positivement sur le développement de l'UDC, à savoir, les contraintes et les opportunités que représente cette institution pour le développement du pays.

## 1.4. Les contraintes et opportunités de l'UDC

### 1.4.1. Les contraintes

A l'instar des universités africaines, la création de l'UDC devrait répondre à 3 objectifs essentiels : (i) former des diplômés qualifiés pour contribuer au développement socio-économique du pays, (ii) promouvoir la recherche scientifique et technologique, et (iii) assurer des services à la communauté. Ce triple objectif bute sur des contraintes à la fois d'accès, de qualité et de gestion qui s'expliquent par l'insuffisance des ressources enseignantes, matérielles et financières et d'absence de système d'information et d'outils de gestion et de planification (cadre stratégique).

#### *Au niveau de l'accès*

Il faut d'abord rappeler que la pression de la demande, l'augmentation des effectifs, s'explique par le fait que l'UDC constitue l'unique véritable institution d'enseignement supérieur aux Comores. Aussi, à l'exception des départs à l'étranger, les bacheliers nationaux, en majorité ceux titulaires des baccalauréats littéraires<sup>5</sup>, n'ont pas d'autres choix qu'une inscription à l'UDC. A cela, il faut ajouter la

<sup>5</sup> Les séries du bac : A1, A2 et A4 représentent 79% en 2015  
Plan de développement pluriannuel de l'UDC : 2018-2026 :

perception sociale qui pousse historiquement et culturellement à la continuité dans l'enseignement et qui n'est pas nécessairement en phase avec les besoins du marché de l'emploi. Face à cette pression, l'UDC accueille des flux d'étudiants de plus en plus importants dans les filières classiques : lettres, sciences humaines, droit et sciences économiques, avec comme conséquences une dégradation des capacités d'accueil (environnement de travail et encadrement). Aussi, l'absence d'une politique globale d'articulation entre les niveaux d'étude, notamment dans la diversification des séries du bac, et aussi de la faiblesse du dispositif d'information et d'orientation de l'UDC confortent cette situation qui ne favorise pas les conditions d'un enseignement de qualité, objectif premier de l'UDC.

#### *Au niveau de l'efficacité interne et externe*

A l'exception de filières professionnalisantes de type IUT ou EMSP, les évaluations font ressortir des taux de redoublement élevés et de réussite médiocres. A défaut d'évaluations poussées sur les facteurs explicatifs de ces résultats, la faiblesse de l'efficacité interne est due, entre autres, au mauvais système d'information et d'orientation, à la faiblesse d'enseignants qualifiés, aux conditions de travail. Naturellement, cette situation influe sur l'employabilité des sortants, notamment ceux diplômés des filières dites classiques. Aussi, la faiblesse dans la régulation des formations aux besoins du marché du travail constitue une menace avec laquelle l'UDC devra composer à court, moyen et long terme.

#### *Au niveau du financement et de la gestion*

Il faut dire que l'UDC vit un contexte de financement précaire. En effet, en 2015, le financement de l'UDC provient à hauteur de 57% des recettes budgétaires de l'Etat et à plus de 30% des frais d'inscriptions dont les montants par filières et par niveau d'études sont administrés par l'Etat. Les autres ressources propres (délivrances et certification des diplômes, locations des salles,...) représentent moins de 7% du financement de l'année budgétaire 2015. Quant aux dons et aides, ils s'élèvent à 5,225 millions de KMF sur des ressources totales de 1 651,6 millions, soit 0,3%. A ce mauvais système de financement, s'ajoute de problèmes d'optimisation des horaires statutaires des enseignants qu'il est difficile d'évaluer par manque de système d'information.

### **1.4.2. Les opportunités**

Les opportunités que représente le développement de l'enseignement supérieur sont nombreuses et multiformes, mais peu valorisées. En premier lieu, la création et le développement quantitatif, qualitatif et équitable de l'UDC, avec ses représentations dans les 2 autres îles, a fait et fait l'objet d'un consensus national. C'est un objectif prioritaire du pays. Cette importance accordée au développement de l'unique université du pays se justifie que l'UDC, dans toutes ses composantes, constitue un outil clé pour le développement économique et social.

En effet, l'UDC est essentiel notamment pour :

- la formation des ressources humaines qualifiées nécessaires à la bonne marche de l'économie,
- l'employabilité des jeunes,
- le développement de la recherche scientifique,
- le passage d'une économie informelle (artisanat) à une économie moderne.

## 2. CHAPITRE 2 : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE L'UDC

Le plan pluriannuel, dont découlent les perspectives de développement du sous-secteur, est réalisé au moyen d'un modèle de simulations d'analyse économique et financière.

### 2.1. Méthodologie (approche modèle de simulation)

L'approche conceptuelle du modèle de simulations utilisé dans le cadre de cette étude repose sur cinq éléments essentiels de la planification comme outils d'aide à la prise de décision :

- **L'établissement d'une situation diagnostique sur chaque variable**, par exemple, l'efficacité interne d'un cursus, le niveau d'un ratio étudiants/enseignant, le niveau d'un coût unitaire au titre du fonctionnement pédagogique, **La détermination de profils de formation** compatibles avec les objectifs du plan stratégique de l'UDC, par exemple, « l'amélioration de l'efficacité des cursus de formation ».
- **La construction des tendances prévisionnelles simulables entre la situation diagnostique et les objectifs** (construction de tendances, de politiques, pour atteindre la situation souhaitée (dépendamment des scénarii).
- **L'affichage des résultats en termes d'effectifs étudiants** (amélioration de l'efficacité interne) et en termes de facteurs de production (rationalisation des organisations pédagogiques dans l'emploi du personnel, infrastructures, etc.).
- **La détermination des coûts des scénarios par rapport aux hypothèses de développement quantitatif, qualitatif et équitable du sous-secteur**. Les coûts sont déterminés sur la base :
  - o du cadrage complet du personnel (enseignant, administratif, ...),
  - o des besoins en infrastructures équipées (salles de classe, laboratoires, réhabilitation...),
  - o des dépenses en biens et services, etc.,
  - o des prix moyens des facteurs de production scolaire et leur évolution possible dans le temps (taux d'inflation, progression du salaire annuel moyen,...).

Ceci étant, la modélisation de l'enseignement supérieur est par définition complexe, et ce, en raison des organisations pédagogiques propres à ce niveau d'enseignement (diversité de cours : cours magistraux, travaux pratiques, différences des grades des enseignants, etc.). La modélisation vise, entre autres, à évaluer l'efficacité d'un cycle d'enseignement (durée moyenne des études, coefficient d'efficacité, achèvement, ...), à optimiser les ressources enseignantes, à déterminer un gap de financement des dépenses de fonctionnement et/ou d'investissement. Cela signifie qu'il faudrait évaluer tous les domaines d'enseignement (sciences, lettres et sciences humaines, ...) de toutes les composantes et lier le développement des effectifs étudiants et les ressources enseignantes sous la forme d'une fonction simulable. Cette fonction dont la pertinence est évidente nécessite la prise en compte des paramètres suivants :

- les effectifs étudiants,
- le nombre de semaine de travail,
- les volumes horaires (cours magistraux, travaux dirigés, travaux pratiques, stages),
- les horaires statutaires du corps enseignant par grade académique,
- la répartition de l'utilisation des ressources par type d'activité (enseignement, recherche, administration, autres services aux étudiants,...).

Face à cette complexité et la faiblesse des données disponibles, l'étude ne traite que les paramètres qui figurent dans les blocs décrits dans le tableau ci-après :

**Tableau 2.0 : La description des blocs du modèle de simulations.**

Feuilles	Description
Articulation se condaire/ Supérieur	Hypothèses de développement quantitatif, qualitatif et équitable du secondaire : <ul style="list-style-type: none"><li>- Diagnostic et amélioration des profils de scolarisation,</li><li>- Scénarios de réussite au bac,</li><li>- Scénarios de transition secondaire/supérieur : taux cible d'inscription, effectifs</li></ul>

	admis à l'enseignement supérieur (filles/garçons.)
<b>Maquettes/ Composantes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bloc admissions (départements, composantes) : accès, régulations internes (efficacité externe), amélioration des taux d'accès des filles,</li> <li>- Bloc efficacité interne : amélioration des taux de promotion, réduction des taux de redoublement, etc.</li> <li>- Bloc effectifs inscrits : niveau et statut (promus, redoublants/ sexe),</li> <li>- Bloc personnel : enseignants-chercheurs et PATS, ratios étudiants/enseignant,</li> <li>- Bloc Infrastructures : salles, amphis, labos.).</li> </ul>
<b>Data</b>	- Données effectifs étudiants, données personnel et infrastructures, données (financement).
<b>Efficacité interne</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cohortes : quelques indicateurs d'efficience (promotion, redoublement, abandon),</li> <li>- Indicateurs de profils d'études :- coefficient d'efficacité (par rapport aux ressources), durée moyenne des études, taux de survie, etc.</li> </ul>
<b>Financement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bloc coûts salariaux (taux d'inflation) : composantes, services centraux,</li> <li>- Bloc coûts « fonctionnement matériels » : courant, pédagogiques (hypothèses d'amélioration des coûts unitaires au titre des fonctionnements courant et pédagogique,</li> <li>- Bloc coûts « transferts et subventions »,</li> <li>- Bloc coûts « investissements » : constructions et équipements et entretiens, etc.,</li> <li>- Bloc récapitulatif coûts programme : composantes, administration</li> <li>- Bloc récapitulatif ressources prévisibles : transferts budget Etat, ressources propres (droits d'inscription, contrats, ...).</li> <li>- Bloc récapitulatif gaps de financement par période</li> </ul>

## 2.2. Les aspects quantitatifs et qualitatifs du plan pluriannuel

### 2.2.1. Articulation inter cycle : secondaire/supérieur

Le développement de l'enseignement supérieur ne peut pas se concevoir sans une articulation avec le sous-secteur de l'enseignement secondaire. En effet, les effectifs admis dans l'enseignement supérieur découlent des taux de réussite aux différentes séries du baccalauréat, aussi, les profils de scolarisation au secondaire (efficacité interne) et le poids des séries du bac constituent des facteurs explicatifs des problématiques de qualité de l'éducation et régulation des flux admissibles à l'UDC. Il importe donc, d'une part, d'établir l'évaluation des profils de scolarisation du secondaire, et d'autre part, de se fixer des objectifs de développement quantitatif et qualitatif du sous-secteur. Exemple, il serait inconcevable de ne pas prêter une attention particulière aux poids des bacs scientifiques si l'UDC a pour objectif de développer les filières scientifiques et professionnalisantes ?

### Les performances du secondaire conditionnent en partie la qualité des enseignements de l'UDC

#### a) Les profils de scolarisation

Les évaluations notamment celles produites dans le cadre du RESEN font ressortir que l'enseignement secondaire connaît un dynamisme important au cours des dernières années. Les effectifs augmentent de près 20% par an. Il n'en demeure pas moins que l'enseignement secondaire, notamment dans sa composante publique, fait face à des difficultés en termes d'efficacité interne. Les profils de scolarisation établis pour le public dans le tableau ci-dessous indiquent un système secondaire public est inefficace et coûteux.

**Tableau 2.1: Indicateurs d'efficacité au secondaire général**

<i>Indicateurs d'efficience</i>	Matrice des indicateurs actuels (2015)			Matrice des indicateurs cibles 2026			Notes explicatives
	Garçons-Filles	Filles	Garçons	Garçons-Filles	Filles	Garçons	
Année-élève par diplômé	6,1	6,5	5,9	<b>3,9</b>	<b>3,9</b>	<b>3,9</b>	(1)
Ratio d'entrée-sortie	2,0	2,2	2,0	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	(2)
Coefficient d'efficacité	49,1%	46,1%	51,0%	<b>77,5%</b>	<b>77,5%</b>	<b>77,5%</b>	(3)
Durée moyenne des études pour diplômés	3,5	3,5	3,5	<b>3,2</b>	<b>3,2</b>	<b>3,2</b>	(4)
Taux de survie en première	89,3%	92,1%	86,3%	<b>99,0%</b>	<b>99,0%</b>	<b>99,0%</b>	(5)
Taux de survie en terminale	89,1%	91,9%	86,1%	<b>98,4%</b>	<b>98,4%</b>	<b>98,4%</b>	(6)
Taux de survie pour les diplômés	54,1%	51,3%	55,5%	<b>81,8%</b>	<b>81,8%</b>	<b>81,8%</b>	(7)

*Modèle de simulations UDC 2015-2026)*

Notes explicatives sur les indicateurs de profil de scolarisation :

**(1).Année-élève par diplômé** : il s'agit d'un indicateur qui mesure le cumul des ressources totales utilisées par une cohorte d'élèves diplômés en fin de cycle (redoublements inclus). Dans une situation idéale, avec un taux de promotion de 100% et un taux de redoublement de 0%, cet indicateur serait égal à 3. Il serait égal à la durée moyenne des études pour diplômés. Dans la situation présente, on remarque que cet indicateur, dans l'ensemble est à 6,1 Il est donc largement supérieur son niveau idéal de 3. Cela s'explique par une faiblesse de la fluidité des parcours.

**(2).Ratio d'entrée sortie** : cet indicateur permet de calculer le nombre d'élèves à scolariser pour obtenir un sortant diplômé. Dans le cas présent, il faudrait scolariser 2 enfants pour produire un diplômé.

(3). **Coefficient d'efficacité** : c'est un indicateur calculé comme le produit de la durée de cycle et du rapport entre les admis cumulés en terminale et le total d'années-élèves. Dans une situation idéale d'une cohorte de 1000 élèves sur un cycle de 3 ans, cet indicateur serait égal à 3 (durée du cycle) X (1000 sortants)/3000 (année-élèves) = 1 ou 100%. Ainsi l'efficacité du système est d'autant plus grande que le cursus est fluide et ne comporte pas d'abandons. Les valeurs de l'indicateur témoignent donc de la relative faiblesse de l'efficacité du cycle secondaire dans le secteur public.

(4). **Durée moyenne des études pour diplômés** : dans un système parfait avec un cycle de 3 ans, cet indicateur devrait être égal à 3. Ainsi, plus la valeur de cet indicateur est supérieure à 3, plus le nombre d'années-élèves « gaspillé » est important, et plus le rendement interne est faible. Dans le cas du système secondaire comorien, les diplômés mettent en moyenne une demi-année de plus dans le cycle.

(5). **Taux de survie** : il s'agit de la proportion d'une cohorte d'élèves entrés en 1ère année du cycle scolaire et qui atteignent une certaine année d'étude de ce cycle (ici, classe de première, classe de terminale, et sortie avec diplômes). On observe que sur 100 enfants qui entrent en seconde 89,3% en moyenne atteignent la classe de première, 89,1% la classe de terminale (possibilité de transferts), et 54,1% terminent le cycle avec succès. Les taux élevés pour les classes de première et terminale pourraient s'expliquer par les réinscriptions déguisées en nouveaux inscrits promus.

En termes d'articulation entre le secondaire et l'UDC, il va de soi que cette situation diagnostique ne permettra pas à l'UDC d'atteindre ses objectifs, entre autres, d'amélioration de la qualité des enseignements, de l'efficacité du cursus de formation, et aussi d'augmentation du poids des filières scientifiques et professionnalisantes. En conséquence, le plan pluriannuel de l'UDC doit être holistique et se concevoir dans une stratégie d'ensemble qui vise aussi un développement quantitatif et qualitatif de l'enseignement secondaire. C'est l'objet des profils de scolarisation cibles 2026 présentés dans le tableau ci-dessus. En effet, il s'agit d'assurer au sous-secteur « une pertinence et une efficacité (interne et externe) dans la qualité des apprentissages ». Les redoublements et les abandons qui révèlent la faiblesse de l'achèvement, sont les éléments essentiels qui déterminent le niveau d'efficience et par ricochet les coûts.

### 2.2.2.L'évolution des effectifs du secondaire

Les tendances prévisionnelles des flux d'élèves du secondaire admissibles à l'enseignement supérieur (UDC et privé) du tableau ci-dessous sont construites à partir :

- des profils de scolarisation ci-dessus, lesquels sont établis entre la matrice des indicateurs actuels (2015) et la matrice des indicateurs cibles (2026),
- le taux de réussite « global » au baccalauréat (2015) avec la prise en compte des candidats libres qui dans le scénario de base du plan pluriannuel passe de 40% à 60% à partir de 2022, c'est-à-dire, la dernière année du plan,
- Le taux de transition qui prend en compte les divers départs après l'obtention du baccalauréat (bourses à l'étranger, etc.) estimé à 5% des effectifs admis au bac.

**Tableau 2.2: Evolution des effectifs à l'enseignement supérieur**

Candidats potentiels au bac	2015	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2026
Garçons	5 484	5 259	5 354	5 707	5 939	6 224	6 534	7 916
Filles	5 325	5 647	5 842	6 180	6 429	6 739	7 078	8 627
Total	10 809	10 907	11 196	11 887	12 368	12 963	13 613	16 543
<b>Taux de réussite au bac</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
Progression % admis: Garçons	44,0%	48,1%	50,3%	52,5%	54,9%	57,4%	60,0%	60,0%
Progression % admis: Filles	46,0%	49,6%	51,5%	53,5%	55,6%	57,8%	60,0%	60,0%
<b>Effectifs admis au bac</b>								
Effectifs admis au bac: Garçons	2 413	2 529	2 691	2 998	3 261	3 573	3 921	4 750
Effectifs admis au bac: Filles	2 450	2 803	3 011	3 309	3 575	3 893	4 247	5 176
Total	4 862	5 331	5 702	6 307	6 837	7 466	8 168	9 926

Effectifs étudiants admis à l'ES	-	-	-	-	-	-	-	-
Garçons	2 292	2 402	2 556	2 848	3 098	3 394	3 725	4 512
Filles	2 352	2 684	2 881	3 162	3 412	3 711	4 044	4 918
Total	4 644	5 086	5 437	6 010	6 511	7 105	7 769	9 430

*Modèle de simulations UDC 2015-2026)*

Le plan d'articulation entre les enseignements secondaire et supérieur, qui suppose un développement quantitatif et qualitatif du cycle préuniversitaire, fera passer, suivant le scénario de base des simulations, les effectifs admis 4 644 à 9 430 étudiants entre 2015 et 2026, soit un accroissement moyen annuel de 6,7%. Aussi, devant cette montée en puissance de la demande, quelle doit-être la politique des admissions et les clés de régulation des flux par rapport aux filières de formation ? C'est l'objet de la section suivante.

### 2.2.3.L'accès à l'UDC et la régulation des flux

A la rentrée 2014-2015, l'UDC a accueilli, dans ses 33 filières des 9 composantes existantes, 3523 nouveaux inscrits dont 53,8% des filles, soit 75,9% des bacheliers admissibles. On observe que les composantes LSH et FDSE accueillent respectivement 25,5% et 24,4%. Avec les inscriptions de la FIC et de Patsy Anjouan, les filières lettres et sciences humaines et droit et sciences économiques accueillent 67,9% des nouveaux inscrits de l'UDC. S'agissant des sciences fondamentales dispensées à la faculté des sciences et à Patsy, les effectifs admis s'élèvent à 13%. Enfin, les filières dites « professionnalisantes », à savoir, de type IUT, santé publique et formation des enseignants, accueillent 19% des effectifs.

**Tableau 23: Effectifs des admis par filières et composante (2014-2015)**

Etablissement	Garçons	Filles	Total	% en 2015
<b>Faculté LSH</b>				
LMF	95	96	191	5,4%
LEA	116	160	276	7,8%
Histoire	61	15	76	2,2%
Géographie	221	115	336	9,5%
Anglais	16	5	21	0,6%
Langue chinoise				
S/total	509	391	900	25,5%
<b>Faculté DSE</b>				
Droit	72	147	219	6,2%
AES	135	283	418	11,9%
Sciences éco	86	135	221	6,3%
S/total	293	565	858	24,4%
<b>Faculté ST</b>				
SV	127	113	240	6,8%
STE	53	40	93	2,6%
MPC	64	17	81	2,3%
S/total	244	170	414	11,8%
<b>Faculté IC</b>				
Lettres Arabe	33	8	41	1,2%
Sciences islamiques	33	8	41	1,2%
S/total	66	16	82	2,3%
<b>Ecole MSP</b>				
Tronc commun	13	75	88	2,5%
S/total	13	75	88	2,5%
<b>IUT</b>				

Habitat et son environnement	16	5	21	0,6%
Génie informatique	10	5	15	0,4%
Commerce	12	39	51	1,4%
GEA	28	50	78	2,2%
Tourisme et hôtellerie	8	37	45	1,3%
Statistiques	12	8	20	0,6%
S/total	86	144	230	6,5%
<b>IFERE Moroni</b>				
Professeurs d'école	48	67	115	3,3%
S/total	48	67	115	3,3%
<b>Centre universitaire de PATSY</b>				
LMF	55	30	85	2,4%
LEA	51	32	83	2,4%
Histoire				
Géographie				
Droit	40	77	117	3,3%
AES	67	106	173	4,9%
Sciences éco	28	26	54	1,5%
SVTE	27	18	45	1,3%
Lettres Arabe	20	22	42	1,2%
Sciences islamiques	0	0	0	0,0%
GEA	12	26	38	1,1%
Tourisme et hôtellerie	1	12	13	0,4%
Professeurs d'école	29	52	81	2,3%
S/total	330	401	731	20,7%
<b>Centre universitaire de Mohéli</b>				
AES				
GEA	17	41	58	1,6%
Professeurs d'école	22	25	47	1,3%
S/total	39	66	105	3,0%
<b>Total</b>	<b>1628</b>	<b>1895</b>	<b>3523</b>	<b>100,0%</b>

*Modèle de simulations UDC 2015-2026)*

Au regard des données du tableau, on peut noter que ces inscriptions répondent à la demande sociale mais ne satisfont qu'imparfaitement aux besoins économiques et sociaux du pays. Aussi, pour tenir compte des objectifs de la politique éducative, notamment par rapport aux stratégies d'amélioration de l'adéquation formation/emploi et de l'employabilité des jeunes, le plan pluriannuel de l'UDC repose sur plusieurs scénarios consistant au développement des filières scientifiques et professionnalisantes. La régulation des flux tenant compte de ces nouveaux objectifs de développement des filières porteuses est présentée dans la section ci-dessous.

#### **Faculté de lettres et sciences humaines (composante LSH de Mvouni)**

La FLSH compte 5 filières : lettres modernes françaises, langues étrangères appliquées, histoire, géographie, lettres anglaises. Il faut ajouter que de nouvelles filières sont prévues pour 2016-2017 : langue chinoise et communication et journalisme. Les effectifs des nouveaux admis de cette composante passent de 900 à 1330 étudiants. En volume, les effectifs augmentent dans toutes les filières cependant, le poids de la composante diminue de 5,2 points en passant de 19,4% en 2015 à 14,2% en 2026. Il faut aussi noter que la part de la FLSH s'établira à 15,9% à la fin du plan quinquennal en 2022.

Les filières de la FLSH ne sont pas certes porteuses en matière d'employabilité mais constituent malgré tout une offre éducative d'enseignement supérieur pour de milliers de jeunes. Aussi, la solution réside davantage dans la diversification des formations à l'intérieur de ces grandes disciplines universitaires que de fermeture sous prétexte de faiblesse d'employabilité pour les sortants.

Au niveau des disciplines, la filière « Géographie » qui accueille 7,2% de tous les nouveaux inscrits de l'UDC perd 3 points sur la période. Les effectifs de la filière « Histoire » sont pratiquement maintenus au même niveau en raison de la faiblesse des effectifs actuels. Par contre, il faut noter que les effectifs de LMF, filière considérée comme relativement porteuse et qui débouchent aussi sur « **communication et journalisme** » en master, sont multipliés par un facteur 1,7 même le poids baissent relativement par rapport à l'ensemble des nouveaux inscrits. Il en est de même de la filière « Anglais » dont les effectifs admis sont multipliés par un facteur 4.5. Enfin, il faut noter que d'autres composantes de l'UDC assurent aussi des formations en lettres et sciences humaine. C'est le cas de Patsy Anjouan qui compte des formations en LMF, LEA et lettres arabe et de la FIC qui est entièrement spécialisée en lettres arabe et sciences islamiques.

Par rapport à la question genre, les projections intègrent, pour chaque filière, un paramètre « équité » qui permet d'améliorer l'accès des filles dans certaines filières où les filles seraient sous-représentées.

**Tableau 2.4 : Effectifs des admis par filières de la FLSH**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>LMF</b>												
Progression	4,1%	4,1%	4,0%	4,0%	3,9%	3,9%	3,8%	3,8%	3,7%	3,7%	3,6%	3,6%
Garçons	95	97	102	107	117	125	135	146	151	157	163	169
Filles	96	98	103	108	118	127	137	148	153	159	165	171
Effectifs admis	191	195	204	216	235	252	272	294	305	316	328	339
<b>LEA</b>												
Progression	5,9%	5,6%	5,4%	5,1%	4,9%	4,6%	4,4%	4,2%	4,0%	3,8%	3,6%	3,4%
Garçons	116	114	114	115	120	123	127	131	130	129	129	128
Filles	160	158	160	163	172	177	185	193	193	194	193	192
Effectifs admis	276	272	273	277	292	300	311	324	323	323	322	321
<b>Histoire</b>												
Progression	1,6%	1,6%	1,6%	1,6%	1,6%	1,6%	1,6%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%
Garçons	61	62	64	67	73	77	82	87	89	91	95	99
Filles	15	16	18	20	23	26	29	33	36	39	41	42
Effectifs admis	76	78	82	87	95	102	111	120	125	131	136	141
<b>Géographie</b>												
Progression	7,2%	6,9%	6,5%	6,2%	5,9%	5,6%	5,3%	5,0%	4,8%	4,5%	4,3%	4,1%
Garçons	221	215	214	215	224	228	234	240	237	234	233	232
Filles	115	115	118	121	130	136	143	151	154	156	156	155
Effectifs admis	336	330	332	337	354	364	377	392	391	390	389	387
<b>Anglais</b>												
Progression	0,5%	0,5%	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%	0,7%	0,7%	0,8%	0,9%	0,9%	1,0%
Garçons	16	17	19	21	24	27	30	34	35	37	42	47
Filles	5	6	7	9	12	15	19	25	30	37	42	47
Effectifs admis	21	23	27	31	36	42	50	58	66	74	84	94
<b>Langue chinoise</b>												
Progression	0,0%	0,0%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%
Garçons	-	-	18	19	21	22	24	26	27	28	30	31
Filles	-	-	13	14	15	17	18	20	22	23	24	25
Effectifs admis	-	-	31	33	36	39	43	47	49	51	54	57
<b>Total : garçons</b>	509	505	531	545	579	603	632	664	670	677	693	706
<b>Total : filles</b>	391	394	418	435	470	497	531	570	588	608	621	633
<b>Total LSH</b>	900	899	948	980	1 048	1 100	1 163	1 234	1 258	1 285	1 314	1 339

*Modèle de simulations UDC 2015-2026)*

**Faculté de droit et sciences économiques (composante FDSE de Mvouni)**

La FDSE compte 3 filières : droit, sciences économiques et administration économique et sociale (AES). Les 3 départements délivrent les diplômes de licence pour chaque filière suivant le cursus LMD. En 2015, la FDSE accueille 858 nouveaux inscrits dont 48,7% en AES. La proportion des filles s'élève à 66%. Le poids de la composante par rapport aux effectifs admis de l'UDC passe de 18,5% à 11,6% sur la période 2015-2026. En fait, les effectifs admis de la filière AES jugés relativement « saturés » en matière d'employabilité demeureront quasiment stables sur la période. En volume, ils passeront de 418 à 424 sur la période. Les 2 autres filières, à savoir, droit et sciences économiques, pour lesquelles de possibilités de spécialisation existent, connaîtront des augmentations notables en volume. Il faut noter aussi que la composante de Patsy assure des formations dans les mêmes filières avec des effectifs relativement importants.

**Tableau 2.5: Effectifs des admis par filières de la FDSE**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Droit</b>												
Progression	4,7 %	4,6 %	4,4 %	4,3 %	4,1 %	4,0 %	3,9 %	3,8 %	3,6 %	3,5 %	3,4 %	3,3 %
Garçons	72	71	72	74	79	82	85	89	90	91	92	93
Filles	147	148	152	158	170	179	190	202	207	211	215	218
Effectifs admis	219	219	225	233	249	261	276	292	297	302	307	311
<b>AES</b>												
Progression	9,0 %	8,5 %	7,9 %	7,5 %	7,0 %	6,6 %	6,2 %	5,8 %	5,4 %	5,1 %	4,8 %	4,5 %
Garçons	135	135	138	142	151	157	164	173	174	175	173	170
Filles	283	271	266	263	270	271	274	277	270	263	259	255
Effectifs admis	418	406	404	405	420	428	438	450	444	438	432	424
<b>Sciences économiques</b>												
Progression	4,8 %	4,7 %	4,6 %	4,5 %	4,4 %	4,3 %	4,2 %	4,1 %	4,0 %	4,0 %	3,9 %	3,8 %
Garçons	86	94	103	114	130	145	161	180	191	204	210	215
Filles	135	131	129	129	133	135	138	141	138	136	140	143
Effectifs admis	221	224	232	243	264	280	299	320	330	339	350	358
<b>Garçons</b>	293	300	313	330	360	383	411	442	455	469	475	478
<b>Filles</b>	565	550	548	551	573	585	602	620	615	609	614	616
<b>Total</b>	858	850	861	881	933	968	1013	1062	1070	1079	1089	1094
<b>Poids relatif de la composante /aux effectifs admis de l'UDC</b>	18,5 %	17,7 %	16,9 %	16,2 %	15,5 %	14,9 %	14,3 %	13,7 %	13,1 %	12,6 %	12,1 %	11,6 %

*Modèle de simulations UDC 2015-2026)*

#### **Faculté des sciences et techniques (composante FST corniche de Moroni)**

La FST compte 3 filières : Science de la Vie (SV), Science de la Terre et de l'Environnement (STE) et Mathématiques et Physique-Chimie (MPC). A l'instar de la plupart des composantes, les départements délivrent les diplômes de licence pour chaque filière suivant le système LMD. Les effectifs des nouveaux admis de cette composante qui est jugée très stratégique pour le développement économique du pays connaîtront un bond sans précédent. En effet, ils passeront de 414 en 2015 à 1631, soit quasiment un quadruplement en 10 ans. Le poids des admis de la composante passera de 8,9 à 17,3%. Cette transformation de la politique de l'accès de l'UDC s'explique, d'une part, par le fait que les filières offrent des débouchés en matière d'emploi, et d'autre part, constituent un socle historique sur lequel reposent toutes avancées technologiques de l'humanité. Il faut noter que la composante à

Anjouan comporte aussi un département de SVTE (sciences de la vie, de la terre et de l'environnement) dont les effectifs augmenteront au même rythme sur la période du plan pluriannuel.

Au niveau des disciplines, la filière « Sciences de la vie » accueillera 9% des nouveaux inscrits en 2026 de l'UDC au lieu de 4,3% en 2015. En volume, les effectifs passeront de 261 en 2015 à 649 en 2026. La filière « Sciences de la terre et de l'environnement » qui prépare aux métiers accueille en primo admission 93 étudiants en 2015. Les effectifs s'établiront à 424 admis en 2026, soit 4,5% de tous les admis de l'UDC. Enfin, le département de mathématiques-physique-chimie qui débouche sur des compétences variées (ingénieurs, techniciens supérieurs, enseignants, ...) comptera 3,8% des effectifs admis de l'UDC en 2026.

Par rapport à la question genre, les projections intègrent, pour chaque filière, un paramètre « équité » qui permet d'améliorer l'accès des filles dans certaines filières où les filles seraient sous-représentées comme en MPC.

**Tableau 2.6: Effectifs des admis par filières de la FST**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>SV</b>												
Progression	5,2%	5,4%	5,7%	6,0%	6,3%	6,7%	7,0%	7,4%	7,7%	8,1%	8,6%	9,0%
Garçons	127	136	149	165	188	211	237	268	290	314	347	382
Filles	113	125	142	162	192	222	260	304	341	384	424	467
Effectifs admis	240	261	291	327	380	433	497	571	631	697	771	849
<b>STE</b>												
Progression	2,0%	2,2%	2,3%	2,5%	2,7%	2,9%	3,1%	3,4%	3,6%	3,9%	4,2%	4,5%
Garçons	53	61	71	84	102	122	146	176	202	233	264	297
Filles	40	43	47	52	59	66	75	85	92	100	113	127
Effectifs admis	93	104	118	136	162	188	221	260	294	333	377	424
<b>MPC</b>												
Progression	1,7%	1,9%	2,0%	2,2%	2,3%	2,5%	2,7%	2,9%	3,1%	3,3%	3,5%	3,8%
Garçons	64	70	79	90	105	120	139	161	178	198	223	251
Filles	17	20	23	28	34	41	50	62	72	85	96	107
Effectifs admis	81	90	102	117	139	162	190	222	251	283	319	358
<b>Garçons</b>	244	267	299	338	396	453	523	604	671	745	834	930
<b>Filles</b>	170	188	212	242	285	330	385	450	505	568	633	702
<b>Total</b>	414	455	511	580	681	783	908	1054	1176	1313	1467	1631

*Modèle de simulations UDC 2015-2026)*

### **Ecole de Médecine et Santé Publique (corniche de Moroni)**

L'EMSP, unique établissement d'enseignement supérieur médical aux Comores, accueille les nouveaux admis en tronc commun pour préparer aux métiers d'infirmiers et de sages-femmes. Compte tenu du caractère professionnalisant des 2 filières, les effectifs des nouveaux admis passent de 88 à 377 sur la période, soit une multiplication par facteur 4,3.

**Tableau 2.7 : Effectifs des admis en tronc commun de l'EMSP**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Tronc commun MSP</b>												
Progression	1,9%	2,0%	2,2%	2,3%	2,5%	2,7%	2,8%	3,0%	3,3%	3,5%	3,7%	4,0%
Garçons	13	15	18	21	26	31	37	45	52	60	67	75
Filles	75	83	93	105	124	143	165	192	214	239	270	302
Effectifs admis	88	97	110	126	149	173	202	237	266	299	337	377

Plan de développement pluriannuel de l'UDC : 2018-2026 :

**Faculté Iman Chafiou (corniche de Moroni)**

Il s'agit d'un établissement de formation générale qui assure la formation des cadres spécialistes de la langue arabe, de la culture arabo-musulmane et des sciences islamiques. La FIC compte 2 filières : lettre arabe et sciences islamiques. La composante prépare aux métiers de licence et master suivant le système LMD. Les effectifs des nouveaux admis de ces 2 filières, jugées relativement porteuses en matière d'employabilité notamment eu égard aux relations intenses du pays avec le monde arabe, passent de 82 en 2015 à 311 en 2026.

**Tableau 2.8 : Effectifs des admis par filières de la FIC**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Lettre arabe</b>												
Progression	0,9%	0,9%	1,0%	1,1%	1,1%	1,2%	1,3%	1,4%	1,5%	1,6%	1,7%	1,8%
Garçons	33	36	39	44	50	56	63	71	76	81	91	102
Filles	8	10	12	14	18	23	29	37	45	54	61	68
Effectifs admis	41	45	51	58	69	79	93	108	121	136	152	170
<b>Sciences islamiques</b>												
Progression	0,9%	0,9%	1,0%	1,0%	1,1%	1,1%	1,2%	1,2%	1,3%	1,4%	1,4%	1,5%
Garçons	33	35	38	42	48	53	60	67	71	76	84	92
Filles	8	9	11	13	16	20	24	30	35	41	45	50
Effectifs admis	41	45	49	55	64	73	84	96	106	117	129	141
<b>Garçons</b>	66	71	78	86	98	110	123	138	147	157	175	194
<b>Filles</b>	16	19	23	28	35	43	53	66	79	95	106	117
<b>Total</b>	82	90	101	114	133	153	176	204	227	252	281	311

**Institut Universitaire de technologie (Moroni sud)**

L'IUT assure des formations courtes qui permettent d'obtenir des diplômes de techniciens supérieurs. Il s'agit des formations professionnalisantes dont la logique est de préparer les étudiants au marché du travail. Les formations continuent de séduire du fait de leur proximité avec le monde professionnel (possibilité de stage) et du système de soutien pédagogique qui associe théorie et pratique. L'IUT de Moroni propose un relatif large choix de spécialisations dans le domaine du génie civil, informatique, du commerce et de la gestion et des services. Tenant compte de cet avantage comparatif par rapport à l'employabilité des sortants, le plan pluriannuel préconise une massification de ces formations dans les 3 îles du pays. Dans cette perspective, les effectifs des nouveaux admis de l'IUT de Moroni passent de 230 à 989 sur la période, soit un accroissement moyen annuel de 14,2%. Une amélioration des capacités d'accueil, actuellement très exigües, des organisations pédagogiques, taille des groupes pédagogiques, pourrait même augmenter les effectifs admis par section.

Par rapport aux filières, le programme de génie informatique forme ses étudiants aux métiers de gestion informatique, d'informatique fondamentale, de développeur de système d'information. Les effectifs admis, très peu nombreux en 2015 en raison des conditions d'accueil (équipements,...), seront multipliés par un facteur 9,4. Pareillement, la section « habitat et environnement » est très prisée du fait de la forte employabilité des sortants. Le programme prépare les jeunes aux métiers du bâtiment et du génie civil avec des stages pratiques dans les chantiers. Les effectifs admis s'établiront à 141 au lieu de 21 en 2015.

Aussi, les sections « commerce et GEA (gestion des entreprises et des administrations) », qui sont très concurrencées par les établissements privés mais relativement porteuses d'emploi, notamment pour les filles, accueilleront ensemble 424 nouveaux admis en 2026 au lieu de 129 en 2015. Il faut noter que la section GEA existe aussi à Patsy et à Moheli. La section « Tourisme et hôtellerie » répond aux besoins

des jeunes qui choisissent de poursuivre leurs études dans le domaine des services. La section permet de former aux métiers de gestion et de commercialisation de produits et services du secteur du tourisme qui offre des potentialités si prometteuses. Les effectifs de nouveaux admis passeront de 45 en 2016 à 141 en 2026. Le centre universitaire de Patsy assure aussi une section « Tourisme et hôtellerie » avec des effectifs très faibles en 2015. Enfin, l'UIUT de Moroni compte aussi une section « statistique » qui prépare les étudiants aux métiers de traitements des données pour la prise de décision.

**Tableau 2.9 : Effectifs des admis par filières de l'UIUT**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Habitat et son environnement</b>												
Progression	0,5 %	0,5 %	0,6 %	0,6 %	0,7 %	0,8 %	0,9 %	1,0 %	1,1 %	1,2 %	1,3 %	1,5 %
Garçons	16	18	21	25	31	37	45	54	62	72	85	99
Filles	5	6	7	9	11	14	17	21	26	31	36	42
Effectifs admis	21	24	29	34	42	51	62	75	88	103	121	141
<b>Génie informatique</b>												
Progression	0,3 %	0,4 %	0,4 %	0,5 %	0,6 %	0,6 %	0,7 %	0,9 %	1,0 %	1,1 %	1,3 %	1,5 %
Garçons	10	12	14	17	22	27	33	41	49	58	71	85
Filles	5	6	8	9	12	16	20	26	32	39	47	57
Effectifs admis	15	18	22	27	34	42	53	67	81	97	118	141
<b>Commerce</b>												
Progression	1,1 %	1,2 %	1,2 %	1,3 %	1,4 %	1,4 %	1,5 %	1,6 %	1,7 %	1,8 %	1,9 %	2,0 %
Garçons	12	13	15	17	20	23	27	31	34	38	43	47
Filles	39	43	47	53	62	71	82	94	104	115	128	141
Effectifs admis	51	56	62	70	82	94	108	125	139	154	171	189
<b>GEA</b>												
Progression	1,7 %	1,7 %	1,8 %	1,9 %	1,9 %	2,0 %	2,1 %	2,2 %	2,2 %	2,3 %	2,4 %	2,5 %
Garçons	28	30	32	35	39	43	47	53	56	60	65	71
Filles	50	54	60	67	78	88	101	115	127	140	152	165
Effectifs admis	78	84	92	102	117	131	148	168	183	199	217	236
<b>Tourisme et hôtellerie</b>												
Progression	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,1 %	1,1 %	1,2 %	1,2 %	1,3 %	1,3 %	1,4 %	1,4 %	1,5 %
Garçons	8	9	10	11	13	16	18	21	23	26	29	31
Filles	37	40	43	48	55	61	69	78	85	93	101	110
Effectifs admis	45	48	53	59	68	77	87	99	109	119	130	141
<b>Statistiques</b>												
Progression	0,4 %	0,5 %	0,5 %	0,6 %	0,7 %	0,8 %	0,9 %	1,0 %	1,1 %	1,2 %	1,3 %	1,5 %
Garçons	12	14	16	20	24	29	35	43	51	59	70	82
Filles	8	9	11	13	17	20	25	31	36	43	51	59
Effectifs admis	20	23	27	33	41	49	60	74	87	102	121	141

<b>Garçons</b>	86	96	108	125	148	174	205	242	276	314	362	415
<b>Filles</b>	144	158	176	200	235	270	314	366	409	461	516	574
<b>Total</b>	230	254	284	325	384	444	518	608	685	775	878	989
<b>Taux de croissance</b>		10,3 %	12,2 %	14,2 %	18,1 %	15,7 %	16,7 %	17,3 %	12,7 %	13,0 %	13,3 %	12,7 %

*Modèle de simulations UDC 2015-2026)*

### **Institut de Formation des Enseignants et de Recherche en Education (Moroni sud)**

L'IFERE forme les enseignants du premier et du second degré, les maîtres formateurs, les conseillers et encadreurs pédagogiques et l'ensemble des personnels de l'éducation. Les formations de l'IFERE existent aussi dans les centres de Patsy et de Mohéli. Au niveau de Moroni, les effectifs des nouveaux admis s'établiront à 283.

**Tableau 2.10: Effectifs des admis de l'IFERE de Moroni**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Progression</b>	2,48 %	2,52 %	2,56 %	2,61 %	2,66 %	2,70 %	2,75 %	2,80 %	2,85 %	2,90 %	2,95 %	3,00 %
<b>Garçons</b>	48	50	53	56	62	67	73	79	83	87	93	99
<b>Filles</b>	67	71	78	86	98	109	122	138	149	161	173	184
<b>Effectifs admis</b>	115	121	130	142	160	176	195	217	232	248	266	283

*Modèle de simulations UDC 2015-2026)*

### **Centre universitaire de Pasty (CUP) Anjouan**

Le CUP du fait de son excentricité, par rapport aux sites de l'UDC à Moroni, compte des filières très diverses de type :

- lettres et sciences humaines, droit et sciences économiques et sciences (LMF, LEA, lettre arabe, droit, AES, sciences économiques, SVTE),
- IUT (GEA et Tourisme et hôtellerie),
- Formation des enseignants du 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degré et des encadreurs pédagogiques.

En 2015, le CUP accueille 731 nouveaux inscrits dont 401 filles, soit 54,9%. Par rapport à la répartition par grand type de formations (voir ci-dessus), les filières classiques universitaires enregistrent 82% des nouveaux admis dont 7,5% en sciences de la vie, de la terre et de l'environnement. Les filières dites « professionnalisantes » de type IUT compte seulement 51 nouveaux inscrits dont 13 en tourisme et hôtellerie. Il faut noter que la faiblesse des effectifs admis s'explique, plus qu'ailleurs, par le manque de capacités d'accueil. Il en résulte des coûts unitaires par étudiants élevés et un éclatement des enseignements qui induisent des organisations pédagogiques difficiles.

Les projections des effectifs des nouveaux admis par filière sont fonction de cette diversité de programmes. Au niveau global, les effectifs des admis s'établiront à 1590 dont 823 filles en 2026, soit une croissance annuelle moyenne de 7,3%. Les filières de lettres/langues connaîtront une croissance annuelle moyenne de 7,7% sur la période et s'établiront accueilleront 471 nouveaux admis au lieu de 210 en 2015. Il faudrait cependant s'attendre à une pression par rapport l'ouverture de filières comme **géographie et histoire** qui n'existent pas en 2015 à Patsy mais qui constituent des filières universitaires classiques qu'il sera difficile d'ignorer.

S'agissant des filières « droit et sciences économiques », les effectifs de nouveaux admis connaîtront une progression moindre de 4,2% en moyenne par an. Au niveau des filières universitaires, il faut noter l'augmentation sensible des effectifs admis en SVTE qui passeront de 45, dont 40% des filles en 2015, à 189, dont 45% des filles en 2026. Enfin, outre les effectifs des nouveaux admis au programme de type IFERE (formation des enseignants) qui seront multipliés par un facteur de 2,4, les filières de type IUT

connaîtront aussi une augmentation sensible des admissions. En effet, les programmes de GEA et hôtellerie accueilleront 194 nouveaux étudiants en 2026 au lieu de 81 en 2015.

**Tableau 2.11 : Effectifs des admis du CUP Anjouan**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>LMF</b>												
Progression	1,8 %	1,8 %	1,9 %	1,9 %	1,9%	1,9 %	1,9%	1,9%	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %
Garçons	55	57	60	64	71	77	84	92	96	101	107	113
Filles	30	32	34	38	42	47	52	59	63	67	72	75
Effectifs admis	85	89	95	102	114	124	136	150	159	169	179	189
<b>LEA</b>												
Progression	1,8 %	1,8 %	1,7 %	1,7 %	1,7%	1,6 %	1,6%	1,6%	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
Garçons	51	52	53	56	60	64	68	73	75	77	81	85
Filles	32	33	34	36	39	42	45	48	50	51	54	57
Effectifs admis	83	84	87	92	99	106	113	121	125	129	135	141
<b>Droit</b>												
Progression	2,5 %	2,5 %	2,5 %	2,5 %	2,5%	2,5 %	2,4%	2,4%	2,4 %	2,4 %	2,4 %	2,4 %
Garçons	40	45	52	60	70	80	91	104	114	123	130	136
Filles	77	75	75	75	78	80	82	84	83	82	87	91
Effectifs admis	117	120	127	135	148	160	173	188	197	206	216	226
<b>AES</b>												
Progression	3,7 %	3,4 %	3,2 %	2,9 %	2,7%	2,5 %	2,3%	2,1%	2,0 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
Garçons	67	63	61	60	60	59	59	59	56	54	57	59
Filles	106	102	100	99	102	103	104	105	103	100	105	110
Effectifs admis	173	165	161	159	162	162	163	164	159	154	162	170
<b>Sciences éco</b>												
Progression	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,3 %	1,3%	1,3 %	1,4%	1,4%	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
Garçons	28	30	33	36	42	47	53	60	65	71	74	78
Filles	26	27	30	32	37	40	45	50	54	58	61	64
Effectifs admis	28	30	33	36	42	47	53	60	65	71	74	78
<b>SVTE</b>												
Progression	1,0 %	1,1 %	1,1 %	1,2 %	1,3%	1,4 %	1,6%	1,7%	1,8 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %
Garçons	27	30	34	39	46	54	63	74	84	94	99	104
Filles	18	20	24	28	34	40	48	58	67	77	81	85
Effectifs admis	45	50	58	67	80	94	112	132	151	171	180	189
<b>Lettres Arabe</b>												
Progression	0,9 %	1,0 %	1,0 %	1,1 %	1,1%	1,2 %	1,3%	1,3%	1,4 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
Garçons	20	22	24	27	32	36	41	47	52	58	61	64
Filles	22	24	27	31	36	42	49	57	63	71	74	78

Effectifs admis	42	46	51	58	68	78	90	104	116	129	135	141
<b>GEA</b>												
Progression	0,8 %	0,9 %	0,9 %	1,0 %	1,1%	1,1 %	1,2%	1,3%	1,4 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
Garçons	12	13	15	17	20	23	27	32	36	40	42	44
Filles	26	29	33	37	44	51	60	70	79	89	93	98
Effectifs admis	38	42	48	54	64	75	87	102	114	129	135	141
<b>Tourisme et hôtellerie</b>												
Progression	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,4 %	0,4%	0,4 %	0,5%	0,5%	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %
Garçons	1	2	2	3	4	6	8	10	13	15	16	17
Filles	12	13	15	17	19	22	25	29	32	36	38	40
Effectifs admis	13	15	17	20	24	28	33	39	45	51	54	57
<b>Professeurs d'école</b>												
Progression	1,7 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,9%	1,9 %	1,9%	1,9%	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,1 %
Garçons	29	30	33	35	39	43	48	53	56	60	64	68
Filles	52	55	59	64	72	79	88	98	104	111	119	126
Effectifs admis	81	85	91	99	111	123	136	151	161	171	183	194
<b>Garçons</b>	330	344	368	398	446	490	543	605	647	694	732	767
<b>Filles</b>	401	410	430	457	504	546	598	658	698	743	784	823
<b>Total</b>	731	754	798	855	949	1036	1141	1263	1345	1437	1516	1590
<b>Taux de croissance</b>		3,2 %	5,8 %	7,1 %	11,1 %	9,1 %	10,2 %	10,7 %	6,5 %	6,8 %	5,5 %	4,9 %

Modèle de simulations UDC 2015-2026)

### Centre universitaire de Mohéli (CUM)

Le CUM est le dernier né des composantes de l'UDC. En 2015, il compte 2 filières dont le programme plus ancien de formation des enseignants et le programme de type IUT GEA. La filière « AES » vient d'ouvrir avec 28 nouveaux inscrits à la rentrée universitaire 2015-2016. Avec ces 3 filières, le plan pluriannuel prévoit une augmentation sensible des admissions. Elles passeront de 116 à 384 sur la période, soit une croissance moyenne annuelle de 11,6% principalement par les inscriptions en AES. Il faut aussi noter que les inscriptions projetées pour la filière AES pourraient vraisemblablement se diversifier sur droit et sciences économiques. Aussi, face à la pression de la demande, des filières classiques comme sciences fondamentales, LMF, histoire/géographie ou langue pourraient se créer à 'horizon 2026.

**Tableau 2.12 : Effectifs des admis du CUM**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>AES</b>												
Progression	-	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Garçons	-	12	14	16	19	22	26	31	35	40	46	52
Filles	-	16	19	22	26	31	38	45	52	60	68	78
Effectifs admis	-	28	32	38	45	53	64	76	87	99	114	130
<b>GEA</b>												
Progression	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Garçons	17	18	19	20	22	24	27	29	31	32	34	35

Plan de développement pluriannuel de l'UDC : 2018-2026 :

Filles	41	44	47	52	59	66	74	83	89	96	101	106
Effectifs admis	58	61	66	72	81	90	100	112	120	129	135	141
<b>Professeurs d'école</b>												
Progression	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Garçons	27	23	24	26	29	31	34	37	39	41	43	45
Filles	31	27	29	32	37	41	46	52	57	62	65	68
Effectifs admis	58	50	53	58	66	72	81	90	96	103	108	113
<b>Garçons</b>												
Filles	72	86	95	106	122	138	158	180	198	218	235	252
<b>Total</b>	116	139	152	168	192	216	244	277	303	331	357	384

*Modèle de simulations UDC 2015-2026)*

En résumé, la politique d'accès aux différentes filières de l'UDC reposera sur une régulation des flux. Cette politique favorisera l'efficacité interne et l'adéquation des formations par rapport au marché de l'emploi. D'abord, comme il a été développé plus haut, la régulation des flux entre les différentes filières de l'UDC ne peut se concevoir sans une articulation avec l'enseignement secondaire. Dans cette perspective, le sous-secteur devra connaître une réforme de fond sur les référentiels de compétences des programmes, le système des séries du bac, la place du secteur privé, ... Ensuite, la politique de l'accès visera l'amélioration du poids des filières scientifiques, de type IUT et professionnel (MSP) et classique universitaire (SV, STE, MPC, ...), laquelle suppose une augmentation des bacheliers scientifiques.

Ceci étant, il faut savoir raison garder dans la mise en œuvre de cette politique de réduction des effectifs des filières classiques (sciences humaines, etc.). En effet, d'abord l'UDC doit, dans son développement normal, offrir une palette complète de formations universitaires, entre autres, pour le développement de la recherche scientifique, et ensuite, l'accès aux filières dites « générales » constitue une offre éducative à tous les bacheliers des séries « non scientifiques ». La diversification des filières dites « générales » : sciences humaines, droit et sciences économiques, ..., n'interviendra « raisonnablement » qu'à partir de la licence. Enfin, et, c'est le plus important, le plan pluriannuel vise l'amélioration de la qualité des enseignements.

Il faut rappeler que l'amélioration de l'adéquation formation-emploi peut se concrétiser par le biais d'une réforme des filières mais aussi par la mise à disposition de services dédiés, par exemple, à l'orientation, au placement, incluant un service d'entrepreneuriat des étudiants et suivi des sortants des formations de l'UDC.

#### **2.2.4. Les aspects qualitatifs**

Comme analysée ci-dessus (page 14), les aspects qualitatifs peuvent être appréhendés à travers les concepts : (i) d'efficacité externe et (ii) d'efficacité interne, autrement dit, sur la rentabilité socio-économique de l'investissement en éducation et sur l'acquisition de savoirs de l'apprenant par rapport aux programmes de formation. Il faut noter que les résultats aux examens pour l'obtention d'un diplôme de fin de cycle et aussi les redoublements et les abandons, même dans un contexte LMD, constituent des facteurs d'évaluation de l'efficacité interne et par conséquent des coûts et bénéfices d'un système de formation. Il faut noter que ces médiocres taux d'écoulement hypothèquent la politique sur la régulation des flux, laquelle consiste en l'amélioration du poids des filières scientifiques et la diversification et la professionnalisation post-licence (L3) pour celles dites « généralistes ». En réalité, à quoi cela servirait de développer quantitativement et qualitativement les admissions si les profils de formation, dans le cycle (L1, L2 et L3), sont médiocres, coûteux et conduisent une grande partie des inscrits à l'échec ?

En conséquence et en vue d'améliorer l'achèvement du cursus, la régulation des flux à l'admission s'accompagnera d'une stratégie favorisant la promotion (taux de promotion), la réduction des redoublements et des abandons. Les tendances des taux de promotion, de redoublement et d'abandon, qui permettront de déterminer les effectifs étudiants inscrits par filière sont présentées dans le tableau

II.13. Bien évidemment, le plan d'action du plan pluriannuel, avec un système de suivi/évaluation, permettra d'identifier les facteurs susceptibles d'influer positivement sur l'amélioration de la qualité des enseignements (développement quantitatif et qualitatif du corps professoral, amélioration de l'environnement de travail : laboratoires, salles spécialisées, équipements, révision des maquettes et référentiels des compétences des filières, mise en place d'un dispositif d'orientation, amélioration de la qualité du secondaire,...).

(i) La filière « Histoire » : les taux de promotion pour les garçons et filles sont fixés à 85% pour 2026 alors que les taux de redoublement baissent à 10%. Par la même occasion les taux d'abandon s'établiront à 5% et amélioreront la fluidité dans le cycle et l'achèvement.

(ii) La filière « AES » : en 2015, les taux de promotion des garçons comme des filles se situent autour de 25%. A l'horizon 2026, la situation s'améliorera avec des taux de promotion et redoublement objectifs qui s'établiront respectivement à 85% et 10%.

(iii) La filière « MPC » : les taux de promotion passent, pour les garçons et les filles, de 50% à 85% entre 2015 et 2026. Les taux de redoublement objectifs baissent aussi pour s'établir à 5% pour les garçons comme pour les filles.

**Tableau II.13 : Taux d'écoulement sur quelques filières entre 2015-2026**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b><u>Histoire</u></b>												
<b><i>Garçons</i></b>												
Taux de promotion	60,0 %	61,9 %	63,9 %	66,0 %	68,1 %	70,3 %	72,6 %	74,9 %	77,3 %	79,8 %	82,4 %	85,0 %
Taux de redoublement	18,2 %	17,2 %	16,3 %	15,4 %	14,6 %	13,9 %	13,1 %	12,4 %	11,8 %	11,1 %	10,6 %	10,0 %
Taux d'abandon	21,8 %	20,8 %	19,8 %	18,6 %	17,3 %	15,9 %	14,3 %	12,7 %	10,9 %	9,1% %	7,1% %	5,0% %
<b><i>Filles</i></b>												
Taux de promotion	87,0 %	86,8 %	86,6 %	86,4 %	86,3 %	86,1 %	85,9 %	85,7 %	85,5 %	85,4 %	85,2 %	85,0 %
Taux de redoublement	12,5 %	12,2 %	12,0 %	11,8 %	11,5 %	11,3 %	11,1 %	10,8 %	10,6 %	10,4 %	10,2 %	10,0 %
Taux d'abandon	0,5% %	0,9% %	1,4% %	1,8% %	2,2% %	2,6% %	3,0% %	3,4% %	3,8% %	4,2% %	4,6% %	5,0% %
<b><u>AES</u></b>												
<b><i>Garçons</i></b>												
Taux de promotion	25,2 %	34,1 %	46,3 %	62,7 %	85,0 %							
Taux de redoublement	75,5 %	45,6 %	27,5 %	16,6 %	10,0 %							
Taux d'abandon	0,0% %	20,3 %	26,3 %	20,7 %	5,0% %							
<b><i>Filles</i></b>												
Taux de promotion	24,8 %	33,7 %	45,9 %	62,5 %	85,0 %							
Taux de redoublement	71,1 %	43,5 %	26,7 %	16,3 %	10,0 %							
Taux d'abandon	4,1% %	22,7 %	27,4 %	21,2 %	5,0% %							
<b><u>MPC</u></b>												
<b><i>Garçons</i></b>												

Taux de promotion	50,0 %	52,5 %	55,1 %	57,8 %	60,6 %	63,6 %	66,8 %	70,1 %	73,5 %	77,2 %	81,0 %	85,0 %
Taux de redoublement	30,0 %	27,1 %	24,6 %	22,2 %	20,1 %	18,2 %	16,5 %	14,9 %	13,5 %	12,2 %	11,1 %	10,0 %
Taux d'abandon	20,0 %	20,4 %	20,4 %	20,0 %	19,2 %	18,2 %	16,7 %	15,0 %	13,0 %	10,6 %	8,0%	5,0%
<b>Filles</b>												
Taux de promotion	50,0 %	52,5 %	55,1 %	57,8 %	60,6 %	63,6 %	66,8 %	70,1 %	73,5 %	77,2 %	81,0 %	85,0 %
Taux de redoublement	50,0 %	43,2 %	37,3 %	32,2 %	27,8 %	24,1 %	20,8 %	18,0 %	15,5 %	13,4 %	11,6 %	10,0 %
Taux d'abandon	0,0%	4,3%	7,6%	10,0 %	11,5 %	12,3 %	12,4 %	12,0 %	10,9 %	9,4%	7,4%	5,0%

*Modèle de simulations UDC 2015-2026)*

Ces tendances établies pour toutes les filières de toutes les composantes de l'UDC constituent en fait des politiques éducatives. En effet, l'application de ces tendances permettra d'atteindre les objectifs d'efficacité fixés à l'horizon 2026, des objectifs qui favoriseront une fluidité dans le cycle et un système de formation moins coûteux. Ces tendances permettront « d'assainir » les profils de formation et détermineront les flux d'étudiants des filières de l'UDC.

### 2.2.5. Les flux d'étudiants

Les flux d'étudiants, c'est-à-dire, les nouveaux admis et les redoublants, constituent les effectifs inscrits de l'UDC. Ce sont les effectifs pour lesquels les facteurs de production (personnel, infrastructures, équipements, méthodes organisationnelles, structures administratives, ...) sont requis. Les flux pour chaque filière découlent :

- des taux d'écoulement (actuels et cibles) établis dans la section précédente,
- des effectifs apprenants admis par niveau et par genre,
- des effectifs inscrits par niveau (promus et redoublants) de l'année 2015.

Aussi, les projections ainsi générées (tableaux II.14, 15,...) mettent en évidence le développement des effectifs, la diminution des redoublants et des abandons. La diminution des abandons favorise la fluidité, améliore l'efficacité du système, et, par corollaire, les coûts correspondants. La situation d'ensemble (tous niveaux d'étude) par filière et par composante est présentée ci-après.

#### Faculté de lettres et sciences humaines (FLSH)

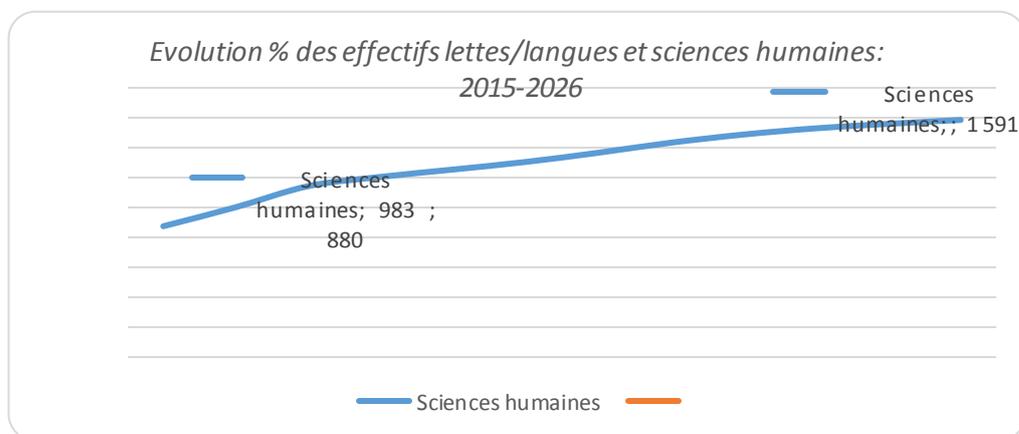
Les hypothèses de base des projections sont, entre autres, l'amélioration des inscriptions pour les filières porteuses en matière d'emplois. Les effectifs de l'ensemble des filières de la composante passent de 1863 à 3873, soit une croissance moyenne annuelle de 7%. La proportion des filles dans l'ensemble passe de 38,9% à 47,3%, soit un gain de 10 points entre 2015 et 2026.

**Tableau II.14 : Effectifs inscrits de la FLSH (2015-2026)**

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>LMF</b>												
Garçons	211	220	246	271	304	334	360	388	413	434	451	468
Filles	181	220	263	286	311	337	364	393	417	439	457	473
Total	392	440	509	558	615	671	725	781	830	872	908	941
<b>LEA</b>												
Garçons	245	264	298	304	313	324	338	352	363	371	376	382
Filles	304	368	455	475	490	506	527	549	565	575	579	581
Total	549	632	753	780	803	830	865	901	928	946	955	963
<b>Histoire</b>												
Garçons	157	152	167	176	188	201	216	232	246	259	271	286

Filles	43	42	51	57	64	71	80	90	100	110	117	123
Total	200	194	218	233	251	272	296	322	347	369	389	409
<b>Géographie</b>												
Garçons	476	535	592	612	626	641	659	679	693	700	704	708
Filles	204	277	339	365	382	398	417	437	454	466	472	474
Total	680	813	930	977	1 008	1 039	1 076	1 117	1 147	1 166	1 176	1 182
<b>Anglais</b>												
Garçons	32	47	48	52	58	65	72	80	86	91	98	108
Filles	10	15	17	21	26	33	42	53	66	81	95	108
Total	42	62	65	73	84	98	114	133	152	172	193	216
<b>Langue chinoise</b>												
Garçons	0	0	18	36	55	62	67	72	77	81	85	88
Filles	0	0	13	25	39	45	50	55	60	65	69	72
Total	-	-	31	62	94	108	117	128	137	146	153	161
<b>Ensemble composante</b>												
Garçons	1 121	1 219	1 369	1 452	1 544	1 626	1 712	1 804	1 878	1 936	1 985	2 040
Filles	742	922	1 136	1 230	1 312	1 391	1 480	1 577	1 662	1 735	1 789	1 832
Total	1 863	2 141	2 505	2 682	2 856	3 017	3 193	3 381	3 540	3 671	3 774	3 873

La proportion des filières littéraires (lettres/langues) dont les programmes sont plus ou moins professionnalisantes (LMF, langue chinoise, ...) passe de 52,8% à 58,9% sur la période. A l'inverse, les effectifs inscrits dans les filières de sciences humaines, qui sont considérées comme peu porteuses,



connaîtront une baisse sur la période.

### Faculté de droit et sciences économiques (FDSE)

La FDSE qui compte 3 filières basiques dans les domaines juridiques et économiques connaîtra une augmentation de ses effectifs étudiants. Dans l'ensemble, la régulation des flux dans les admissions produira son effet fera baisser relativement la croissance des effectifs inscrits. En effet, le taux de croissance annuelle s'établira à 2,5% en 2026 au lieu de 14,5% entre 2015 et 2016. La baisse relative affectera surtout la filière AES dont les débouchés en matière d'emploi sont saturés. En volume, les effectifs passent de 2399 à 4307 sur la période. Aussi, la proportion des filles se maintient à 66,2% en fin de période.

**Tableau II.15: Effectifs inscrits de la FDSE (2015-2026)**

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Droit</b>												

Garçons	248	308	355	368	356	334	316	305	298	295	293	294
Filles	423	599	755	884	994	1 089	1 179	1 269	1 357	1 447	1 541	1 639
Total	671	907	1 110	1 252	1 351	1 424	1 494	1 574	1 656	1 742	1 834	1 933
<b>AES</b>												
Garçons	459	434	423	427	457	470	478	498	514	525	527	523
Filles	743	767	781	798	842	843	829	832	829	819	803	788
Total	1 202	1 202	1 204	1 225	1 299	1 313	1 307	1 330	1 344	1 344	1 330	1 311
<b>Sciences économiques</b>												
Garçons	215	271	319	353	388	424	465	511	553	591	618	638
Filles	311	367	407	416	417	417	419	424	424	421	421	425
Total	526	638	725	770	805	841	885	934	977	1 012	1 039	1 063

Garçons	922	1 014	1 097	1 149	1 201	1 228	1 260	1 313	1 365	1 411	1 438	1 456
Filles	1 477	1 733	1 942	2 099	2 253	2 349	2 427	2 525	2 611	2 687	2 764	2 852
Total	2 399	2 748	3 039	3 247	3 454	3 577	3 687	3 838	3 976	4 098	4 203	4 307
Taux de croissance	14,5 %	10,6 %	6,8 %	6,4 %	3,6 %	3,1 %	4,1 %	3,6 %	3,1 %	2,6 %	2,5 %	14,5 %

### Faculté des sciences et techniques (FST)

Les effectifs de la FST, en raison de la montée des effectifs permises par l'augmentation des admis et l'amélioration des taux de promotion, connaîtront une augmentation sans précédent sur la période. En volume, les effectifs passent de 886 à 4415 entre 2015 et 2026, soit une croissance moyenne annuelle de 15,8%. La proportion des filles s'améliore pour s'établir à 43,1% au lieu de 40,9% en début de période.

**Tableau II.15: Effectifs inscrits de la FST (2015-2026)**

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>SV</b>												
Garçons	234	304	380	429	489	561	637	716	795	872	954	1 046
Filles	245	304	370	421	489	574	674	784	902	1 026	1 149	1 275
Total	479	608	750	850	977	1 136	1 311	1 500	1 697	1 898	2 102	2 321
<b>STE</b>												
Garçons	151	190	221	239	267	309	369	442	522	609	698	792
Filles	90	107	125	142	161	178	200	226	251	276	306	341
Total	241	297	346	382	428	487	569	668	773	885	1 003	1 133
<b>MPC</b>												
Garçons	139	173	205	233	265	301	346	399	456	518	589	672
Filles	27	42	57	71	84	100	119	143	172	207	245	289
Total	166	216	262	304	350	401	464	542	628	724	834	961
Garçons	524	667	806	902	1 021	1 172	1 352	1 558	1 773	1 998	2 240	2 511
Filles	362	453	552	634	734	852	993	1 153	1 325	1 509	1 699	1 905
Total	886	1 121	1 358	1 536	1 755	2 024	2 345	2 711	3 098	3 507	3 939	4 415

L'augmentation des effectifs de la FST est si forte que la production des bacheliers pourrait ne pas suivre. En effet, les projections des bacheliers<sup>6</sup> par série du tableau II.16 montrent un scénario « situation stable » dans lequel les poids actuels des séries restent constants. Aussi, dans cette éventualité l'insuffisance des bacheliers C et D constituerait une contrainte pour la politique d'augmentation des effectifs inscrits des filières scientifiques. Et, le déficit en bacheliers C et D serait incompressible et passerait de (- 32) à (- 1 041).

**Tableau II.16 : Projections des effectifs bacheliers par série (scénario « situation stable »)**

% séries du bac	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
A1	19,4 %	19,4 %	19,4 %	19,4%	19,4 %	19,4 %	19,4 %	19,4 %	19,4 %	19,4 %	19,4 %	19,4%
A2	3,9%	3,9%	3,9%	3,9%	3,9%	3,9%	3,9%	3,9%	3,9%	3,9%	3,9%	3,9%
A4	56,1 %	56,1 %	56,1 %	56,1%	56,1 %	56,1 %	56,1 %	56,1 %	56,1 %	56,1 %	56,1 %	56,1%
<b>C</b>	<b>3,1%</b>	<b>3,1%</b>	<b>3,1%</b>	<b>3,1%</b>	<b>3,1%</b>	<b>3,1%</b>	<b>3,1%</b>	<b>3,1%</b>	<b>3,1%</b>	<b>3,1%</b>	<b>3,1%</b>	<b>3,1%</b>
<b>D</b>	<b>16,6 %</b>	<b>16,6 %</b>	<b>16,6 %</b>	<b>16,6%</b>	<b>16,6 %</b>	<b>16,6%</b>						
G	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%
<b>Effectifs bacheliers</b>												
A1	683	718	764	817	905	986	1 084	1 198	1 274	1 359	1 454	1 552
A2	138	145	155	166	183	200	220	243	258	275	295	315
A4	1 976	2 077	2 210	2 363	2 619	2 851	3 136	3 464	3 684	3 929	4 206	4 490
<b>C</b>	<b>111</b>	<b>117</b>	<b>124</b>	<b>133</b>	<b>147</b>	<b>160</b>	<b>176</b>	<b>194</b>	<b>207</b>	<b>221</b>	<b>236</b>	<b>252</b>
<b>D</b>	<b>585</b>	<b>615</b>	<b>654</b>	<b>699</b>	<b>775</b>	<b>844</b>	<b>928</b>	<b>1 025</b>	<b>1 090</b>	<b>1 163</b>	<b>1 245</b>	<b>1 329</b>
G	30	32	34	36	40	44	48	53	56	60	64	69
Total	3 523	3 703	3 940	4 213	4 669	5 085	5 591	6 176	6 568	7 006	7 500	8 006
<b>Déficit/bac C et D</b>	<b>64</b>	<b>22</b>	<b>(- 32)</b>	<b>(- 101)</b>	<b>(- 183)</b>	<b>(- 284)</b>	<b>(- 407)</b>	<b>(- 535)</b>	<b>(- 682)</b>	<b>(- 852)</b>	<b>(- 1 041)</b>	<b>(- 1 041)</b>

Dans le scénario « situation améliorée » du tableau II. 17, la proportion des bacheliers C passerait de 3,1% en 2015 à 15% en 2026 du total et celle des bacheliers D de 16,5% à 25% sur la période. En volume, l'enseignement secondaire, dont on voit l'absolue nécessité d'une articulation avec l'enseignement supérieur, produirait plus de 1200 bacheliers en 2026 au lieu de 111 en 2015. S'agissant des bacheliers D, les effectifs passeront de 585 en 2015 à 2001 en 2026. Il s'agit d'un défi quasi insurmontable auquel doit faire face le système éducatif comorien.

**Tableau II.17 : Projections des effectifs bacheliers par série (scénario « situation améliorée »)**

% séries du bac	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
A1	19,4 %	19,1 %	18,7 %	18,4 %	18,1 %	17,8 %	17,5 %	17,2 %	16,9 %	16,6 %	16,3 %	16,0 %
A2	3,9%	3,9%	3,9%	3,9%	4,0%	4,0%	4,0%	4,0%	4,0%	4,0%	4,0%	4,0%
A4	56,1 %	53,3 %	50,6 %	48,1 %	45,7 %	43,5 %	41,3 %	39,2 %	37,3 %	35,4 %	33,7 %	32,0 %
<b>C</b>	<b>3,1%</b>	<b>3,6%</b>	<b>4,2%</b>	<b>4,8%</b>	<b>5,6%</b>	<b>6,4%</b>	<b>7,4%</b>	<b>8,5%</b>	<b>9,8%</b>	<b>11,3 %</b>	<b>13,0 %</b>	<b>15,0 %</b>
<b>D</b>	<b>16,6</b>	<b>17,2</b>	<b>17,9</b>	<b>18,6</b>	<b>19,3</b>	<b>20,0</b>	<b>20,8</b>	<b>21,5</b>	<b>22,4</b>	<b>23,2</b>	<b>24,1</b>	<b>25,0</b>

<sup>6</sup> Le déficit tient compte des admissions en MSP et dans les filières scientifiques de type IUT : génie informatique, habitat et environnement, etc.

	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
G	0,9%	1,0%	1,3%	1,6%	1,9%	2,4%	2,9%	3,5%	4,3%	5,3%	6,5%	8,0%
<b>Effectifs bacheliers</b>												
A1	683	706	738	775	844	903	976	1 060	1 107	1 161	1 221	1 281
A2	138	146	155	166	185	201	222	245	261	279	299	320
A4	1 976	1 974	1 995	2 027	2 135	2 210	2 309	2 424	2 449	2 483	2 525	2 562
<b>C</b>	<b>111</b>	<b>134</b>	<b>165</b>	<b>203</b>	<b>259</b>	<b>325</b>	<b>412</b>	<b>525</b>	<b>644</b>	<b>791</b>	<b>976</b>	<b>1 201</b>
<b>D</b>	<b>585</b>	<b>638</b>	<b>704</b>	<b>782</b>	<b>899</b>	<b>1 017</b>	<b>1 160</b>	<b>1 330</b>	<b>1 468</b>	<b>1 626</b>	<b>1 806</b>	<b>2 001</b>
G	30	39	51	66	90	120	162	219	286	373	490	640
Total	3 523	3 636	3 808	4 020	4 413	4 777	5 242	5 803	6 216	6 713	7 318	8 006
<b>Surplus /bac C et D</b>		<b>121</b>	<b>136</b>	<b>155</b>	<b>185</b>	<b>229</b>	<b>280</b>	<b>351</b>	<b>450</b>	<b>581</b>	<b>114</b>	<b>121</b>

### Ecole de Médecine et de Santé Publique

L'EMSP comporte 2 filières professionnalisantes : soins infirmiers et soins obstétricaux, avec des chances réelles d'emploi. Ce sont aussi des filières qui ont une bonne efficacité interne, où les étudiants achèvent le cycle à près de 100%. Pour toutes ces raisons, le plan pluriannuel prévoit une augmentation des effectifs bacheliers orientés à l'EMSP. Dans cette perspective, les effectifs inscrits passeront de 221 à 1007 entre 2015 et 2026. Cependant, étant donné le caractère technique des formations, la contrainte principale à cette augmentation réside dans la capacité d'accueil ou la disponibilité de postes de travail (laboratoires, équipements, ...). L'augmentation des effectifs s'explique en partie par le fait que la diversification dans cette filière ouvrirait sur des filières très demandées comme « médecine », « pharmacie », « Odontostomatologie », « laborantin », « aide-soignant ».

**Tableau II.18: Effectifs inscrits de l'EMSP(2015-2026)**

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Tronc commun</b>												
Garçons	16	17	19	22	26	31	38	46	53	61	69	78
Filles	78	86	96	109	127	146	170	197	220	246	277	310
Total	94	103	115	131	153	178	208	243	273	308	346	388
<b>Soins infirmiers</b>												
Garçons	18	14	14	17	21	26	32	38	46	55	64	74
Filles	54	64	80	93	109	128	149	174	203	233	262	296
Total	72	79	94	110	130	154	181	212	250	288	327	370
<b>Soins obstétricaux</b>												
Garçons	-	5	11	13	16	19	23	28	33	38	44	50
Filles	55	59	63	71	82	95	109	125	144	162	179	199
Total	55	65	74	85	98	115	133	153	177	201	224	249
Garçons	34	37	45	52	64	77	93	112	132	155	178	201
Filles	187	210	239	273	318	370	429	496	568	642	719	806
Total	221	247	284	325	382	447	521	608	700	797	897	1 007

### Faculté Iman Chafiou (FIC)

Les effectifs dans les 2 filières de la FIC passent de 238 à 832 étudiants inscrits entre 2015 et 2026. Cette augmentation des effectifs a priori ne posera pas de problèmes compte tenu des capacités d'accueil existantes. S'agissant de l'employabilité, il serait intéressant de mener des investigations sur les débouchés de ces filières « arabisantes » et notamment au regard de la généralisation de la langue arabe dans l'enseignement élémentaire. Le curriculum actuel qui n'est pas appliqué dans les faits prévoit 2 heures d'arabe et d'enseignement islamique par semaine. Sur cette base, les besoins en « enseignants arabe » se situera à 815 en 2026 avec une croissance moyenne annuelle de de 2,7% (voir modèle de simulations de l'élémentaire).

**Tableau II.19: Effectifs inscrits de la FIC (2015-2026)**

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Langue arabe</b>												
Garçons	90	83	85	94	107	122	141	163	185	207	235	270
Filles	29	24	23	27	33	42	55	71	92	118	146	177
Total	119	107	109	120	140	165	196	234	277	325	381	447
<b>Sciences islamiques</b>												
Garçons	90	102	114	123	133	146	161	179	197	214	231	250
Filles	29	52	74	86	88	85	85	90	98	109	121	134
Total	119	154	188	208	221	231	247	269	295	323	352	385
Garçons	180	185	200	216	240	268	303	342	382	421	466	520
Filles	58	75	97	113	121	128	140	161	190	227	267	312
Total	238	261	297	329	361	396	443	503	571	648	732	832

**Institut Universitaire de Technologie (IUT)**

Comme il a été décrit plus haut, l'IUT dispense une formation initiale professionnalisante. Il prépare les étudiants aux fonctions d'encadrement technique et professionnel, à Moroni, dans le domaine du génie civil, informatique et des services : commerce, gestion des entreprises, statistiques, tourisme. Les effectifs inscrits sur la période, en raison de la montée des effectifs permises par l'augmentation des admis et l'amélioration des taux de promotion, connaîtront une augmentation sans précédent sur la période. En volume, les effectifs passent de 769 à 1916 entre 2015 et 2016, soit une croissance moyenne annuelle de 8,8%.

La baisse des effectifs dans les premières années du plan s'expliquerait par le système de recrutement « non planifié » actuellement en cours à l'IUT. Bien évidemment, à l'instar de l'EMSP, cette augmentation des effectifs dans des filières techniques nécessitera une amélioration des capacités d'accueil (laboratoires, salles spécialisées, équipements, mise en place d'un système de stages adéquat, ...).

**Tableau II.20 : Effectifs inscrits de l'IUT (2015-2026)**

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Habitat et son environnement</b>												
Garçons	73	40	41	47	56	67	81	98	115	134	156	182
Filles	48	15	14	16	20	25	31	38	47	56	67	78
Total	121	55	54	63	76	92	112	136	162	190	223	260
<b>Génie informatique</b>												
Garçons	67	25	26	31	39	49	60	75	92	111	133	161
Filles	61	17	14	17	22	28	36	47	59	73	89	107
Total	128	42	40	49	61	77	97	122	151	184	222	268
<b>Commerce</b>												
Garçons	56	35	30	33	38	44	51	59	67	76	84	93
Filles	49	78	90	101	117	135	155	180	204	227	252	280
Total	105	113	120	134	154	179	206	239	271	303	337	373
<b>GEA</b>												
Garçons	186	94	66	67	74	83	92	103	113	121	131	142
Filles	108	111	116	129	148	169	194	222	250	277	304	331
Total	294	205	182	196	222	252	286	325	363	398	435	473
<b>Tourisme et hôtellerie</b>												
Garçons	29	19	19	22	25	29	34	39	44	49	54	59

Filles	50	78	84	92	103	116	131	147	163	177	193	211
Total	79	97	103	113	128	145	164	186	207	227	248	270
<b>Statistiques</b>												
Garçons	25	29	32	37	45	55	67	81	97	114	134	158
Filles	17	18	21	25	30	38	46	57	69	82	97	114
Total	42	47	52	62	75	92	113	138	166	197	231	272
Garçons	436	242	213	236	277	326	384	455	529	605	693	795
Filles	333	316	338	380	440	511	593	692	792	893	1 002	1 121
Total	769	558	551	617	716	837	977	1 147	1 321	1 498	1 695	1 916

### Institut de Formation des Enseignants et de Recherche en Education (IFERE)

Comme il a été décrit plus haut, l'IFERE prépare les étudiants aux fonctions d'enseignants de l'élémentaire et du secondaire. A partir de la rentrée 2015, l'IFERE assure aussi des cursus licence d'encadreurs pédagogiques. Un parcours de licence professionnelle chefs d'établissement est prévu pour la rentrée 2017. En volume, les effectifs de la filière « professeurs d'école » passent de 208 à 767 entre 2015 et 2026. La planification des admissions pour les filières « encadreurs pédagogiques » et « chefs d'établissement » est en cours d'étude.

**Tableau II.21 : Effectifs inscrits de l'IFERE (2015-2026)**

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Professeurs d'école</b>												
Garçons	92	135	146	153	164	177	193	210	225	239	253	269
Filles	116	180	209	228	253	282	317	356	394	431	465	499
Total	208	315	355	381	417	459	510	565	619	670	718	767
<b>Encadreurs pédagogiques</b>	17	17										
<b>Chefs d'établissement</b>			30									

### Centre universitaire de Pasty (CUP) Anjouan

Le CUP comporte des filières très diverses dont certaines prioritaires en matière d'adéquation formation/emploi : GEA, SVTE, etc. Le CUP est aussi en phase de développement compte tenu de son excentricité et de la population desservie. Aussi, les effectifs augmenteront en moyenne de 8,1% par an sur la période 2015-2026. En volume, ces effectifs passent de 1712 à 4042. Les augmentations concernent toutes les filières à l'exception de la filière « AES » dont les débouchés semblent minces en matière d'emploi.

Les 2 filières de type IUT, à savoir, « tourisme et hôtellerie » et « GEA » connaîtront respectivement un taux d'accroissement moyen annuel de 22,2% et 20,8% entre 2015 et 2026. Il faut cependant noter qu'il s'agit plutôt d'une optimisation des ressources compte tenu de la faiblesse des effectifs en début de période. La filière « langue arabe » connaîtra un taux moyen d'accroissement annuel se situe 16,2% avec en prévisions l'ouverture de la filière sciences islamiques. Enfin, la filière « SVTE » connaîtra une croissance remarquable avec un taux moyen annuel de 15,4%.

**Tableau II.22 : Effectifs inscrits du CUP d'Anjouan (2015-2026)**

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>LMF</b>												
Garçons	137	148	163	171	184	199	217	238	257	276	292	308
Filles	80	96	101	105	113	123	136	151	166	180	193	205
Total	217	244	264	276	296	322	353	389	423	456	485	512
<b>LEA</b>												
Garçons	100	108	130	141	151	162	175	189	202	214	223	233
Filles	56	69	83	90	97	105	114	124	133	142	148	155
Total	156	177	213	231	248	267	289	313	335	355	372	388

<b>Droit</b>												
Garçons	145	130	132	145	167	193	223	257	291	325	350	371
Filles	149	173	198	203	208	214	222	230	235	238	242	249
Total	294	304	330	348	375	407	445	487	526	563	592	620
<b>AES</b>												
Garçons	218	192	183	165	161	161	162	164	163	161	161	164
Filles	300	277	284	269	269	274	281	288	292	293	296	304
Total	518	469	467	434	430	435	443	452	456	454	457	467
<b>Sciences économiques</b>												
Garçons	88	84	90	93	102	115	131	149	167	186	201	213
Filles	53	68	80	82	90	100	113	127	140	154	165	174
Total	141	152	170	175	193	216	244	276	308	340	366	387
<b>SVTE</b>												
Garçons	61	65	79	91	107	126	149	176	206	239	264	283
Filles	46	50	56	64	77	92	112	135	162	191	214	231
Total	107	116	135	155	183	218	261	312	368	430	478	514
<b>Lettre arabe</b>												
Garçons	47	59	62	65	74	85	99	115	132	149	163	174
Filles	29	48	62	73	85	99	116	136	158	180	198	212
Total	76	107	124	138	159	184	215	251	289	330	362	386
<b>Professeurs école</b>												
Garçons	70	67	65	68	75	82	90	100	108	115	123	130
Filles	79	110	115	123	136	150	166	184	200	213	228	242
Total	149	177	180	192	211	233	256	284	308	329	350	373
<b>GEA</b>												
Garçons	14	24	27	31	36	43	50	58	67	77	83	87
Filles	26	50	59	68	80	94	110	129	149	170	185	194
Total	40	74	86	99	116	136	160	188	217	246	267	282
<b>Tourisme et hôtellerie</b>												
Garçons	2	3	4	5	7	10	13	18	22	28	32	34
Filles	12	23	27	30	35	40	47	54	62	69	75	79
Total	14	26	30	35	42	50	60	72	84	98	107	113
Garçons	882	882	933	976	1 064	1 175	1 309	1 464	1 617	1 769	1 892	1 996
Filles	830	963	1 065	1 107	1 189	1 292	1 416	1 559	1 697	1 831	1 944	2 045
Total	1 712	1 845	1 998	2 083	2 252	2 468	2 726	3 023	3 314	3 600	3 836	4 042

### Centre universitaire de Mohéli (CUM)

Le CUM est une annexe récente de l'UDC. Il est donc par définition incomplet même par rapport aux disciplines de base universitaires : lettres, sciences humaines, juridiques, etc. Aussi la croissance des effectifs s'explique davantage par cette logique. Sur la période, ils passeront, dans l'ensemble, de 187 à 827 étudiants inscrits, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 14,5% qui s'explique par la pression de la demande au niveau local et aussi par un effet « optimisation » des ressources enseignantes affectées.

**Tableau II.23 : Effectifs inscrits du CUM (2015-2026)**

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>AES</b>												
Garçons	-	12	23	35	43	51	61	73	86	100	115	131
Filles	-	16	32	48	60	72	87	105	125	148	171	196
Total	-	28	55	83	102	123	148	178	211	248	286	327
<b>GEA</b>												
Garçons	29	33	35	38	42	46	50	55	60	64	67	70

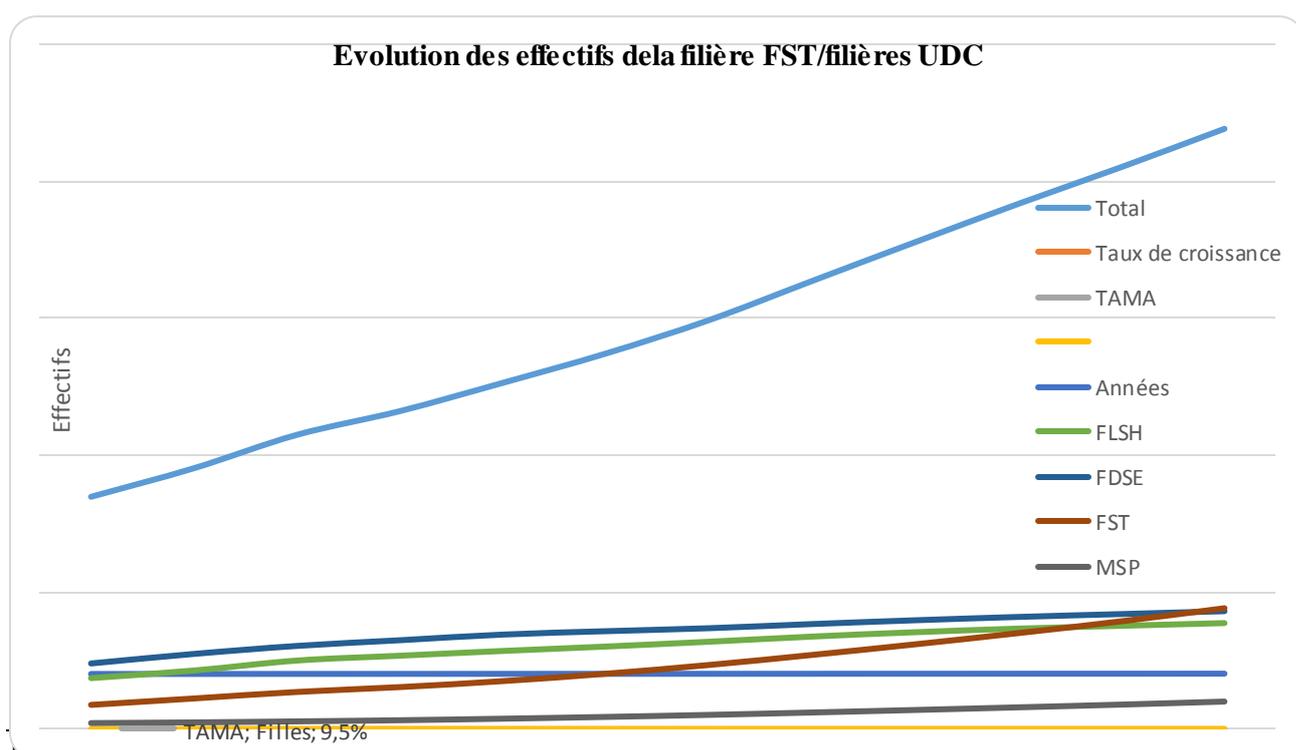
Filles	63	79	88	96	109	123	138	156	173	189	201	211
Total	92	112	123	134	150	168	188	212	233	253	268	282
<b>Professeurs d'école</b>												
Garçons	38	48	48	51	55	60	65	71	76	80	83	87
Filles	59	59	57	62	69	78	87	98	108	117	125	131
Total	97	107	105	112	124	137	152	169	184	197	208	219
Garçons	67	93	107	123	139	156	176	199	221	243	265	289
Filles	122	154	176	206	237	272	312	359	407	454	497	539
Total	189	247	283	330	376	429	488	558	628	697	763	827

En conclusion et à la lecture de tous les tableaux ci-dessus, l'UDC connaîtra un développement sans précédent des effectifs étudiants inscrits. Sur la période 2015-2026 et par rapport au scénario de base (voir les paramètres ci-dessous), les effectifs passeront de 8485 à 21924, soit une croissance moyenne de 9,4% par an. La proportion des filles s'établit à 54,1% en fin de période au lieu de 49,8% en 2015. Sous l'angle des filières et de la problématique de l'employabilité des sortants, la stratégie retenue dans le plan pluriannuel vise, entre autres, l'amélioration du poids des filières scientifiques et la diversification des programmes, au niveau L2 et L3.

**Tableau II.24 : Effectifs inscrits dans les filières scientifiques (2015-2026)**

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>FST</b>	886	1 121	1 358	1 536	1 755	2 024	2 345	2 711	3 098	3 507	3 939	4 415
% filles	41%	40%	41%	41%	42%	42%	42%	43%	43%	43%	43%	43%
<b>MSP</b>	221	247	284	325	382	447	521	608	700	797	897	1 007
% filles	84,6 %	85,1 %	84,3 %	83,9 %	83,3 %	82,8 %	82,2 %	81,7 %	81,1 %	80,5 %	80,2 %	80,0 %
<b>IUT</b>	291	143	147	173	212	261	321	396	479	570	676	800
% filles	43,3 %	34,3 %	33,1 %	33,5 %	34,1 %	34,7 %	35,3 %	35,8 %	36,4 %	37,0 %	37,4 %	37,4 %
<b>Patsy</b>	107	116	135	155	183	218	261	312	368	430	478	514
% filles	43,0 %	43,4 %	41,4 %	41,3 %	41,8 %	42,4 %	42,9 %	43,4 %	44,0 %	44,5 %	44,8 %	45,0 %
<b>Total</b>	<b>1 507</b>	<b>1 628</b>	<b>1 925</b>	<b>2 191</b>	<b>2 534</b>	<b>2 952</b>	<b>3 449</b>	<b>4 028</b>	<b>4 647</b>	<b>5 305</b>	<b>5 991</b>	<b>6 738</b>
<b>Taux de croissance</b>		8,0%	18,3 %	13,8 %	15,7 %	16,5 %	16,9 %	16,8 %	15,4 %	14,2 %	12,9 %	12,5 %
% filles	47,9 %	46,8 %	46,5 %	47,0 %	47,4 %	47,6 %	47,7 %	47,8 %	48,0 %	48,1 %	48,1 %	48,1 %
% sciences/effectifs UDC	17,8 %	17,1 %	17,9 %	18,9 %	20,0 %	21,5 %	23,1 %	24,6 %	26,1 %	27,7 %	29,2 %	30,7 %

Au total, les effectifs inscrits dans les filières dites « scientifiques » en 2015 s’élèvent à 1505 dont 47,9% des filles (tableau II.24). La FST accueille plus de la moitié des effectifs avec 886 étudiants inscrits. En 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> position, l’IUT et l’EMSP comptent respectivement 291 et 221 étudiants. Enfin, le CUP d’Anjouan, notamment dans sa filière « SVTE », forme 107 étudiants. En proportion, les effectifs de ces filières scientifiques représentent 17,7% en 2015. A l’horizon 2026, la situation change de fond en comble. Les effectifs de ces filières scientifiques représenteront 30,7%, soit 6738 étudiants inscrits dont 4415 à la FST (voir graphique ci-dessous). La part des filles, dans des filières traditionnellement masculines, accompagnera cette transformation et se maintiendra autour de 48,1%.





En réalité, au-delà des aspects quantitatifs, l'amélioration de la qualité et le renforcement du processus de gestion constitueront les dominantes majeures du plan pluriannuel de l'UDC. Parmi les facteurs essentiels susceptibles d'influer positivement sur l'amélioration de la qualité des enseignements, il y a principalement le personnel et notamment le corps professoral.

### 2.3. Les ressources humaines de l'UDC

#### 2.3.1. Le personnel enseignant

Parmi les défis auxquels fait face l'UDC dans son développement figurent, en première position, les difficultés liées à la pertinence et la qualité des formations. Aussi, toutes les études en la matière, démontrent que la formation du personnel enseignant constitue une variable explicative dans l'acquisition des connaissances des formés. En fait, la formation des enseignants influe sur la réussite des formés. Économétriquement, la relation s'exprime comme suit :

- $RE = \alpha FM + \beta FP + \delta CS + \varepsilon$ .
- RE : réussite de l'étudiant, la variable expliquée ou variable dépendante.
- FM (formation de l'enseignant), FP (fournitures pédagogiques) et CS (caractéristiques socio-économiques de l'étudiant) sont les facteurs explicatifs (variables indépendantes) de l'efficacité de la formation.
- $\alpha$ ,  $\beta$  et  $\delta$  sont les coefficients qui représentent la sensibilité (élasticités) de l'efficacité de la formation par rapport aux intrants (FM, FP et CS). Par exemple, dans les études empiriques, un  $\alpha$  positif et significatif, toutes choses étant égales par ailleurs, implique que le facteur « formation de l'enseignant ou son statut » est rentable alors qu'un  $\delta$  du même ordre signifie qu'il faut investir sur le social de l'étudiant, par exemple, l'attribution d'une bourse aux étudiants inscrits dans les filières porteuses et/ou l'octroi d'une indemnité de moyens d'hébergement aux étudiants des villes et villages éloignés.
- $\varepsilon$ , erreurs de mesure ou partie inexpliquée de la relation (représente d'autres variables explicatives non identifiées).

Aussi, avant d'identifier les facteurs de contexte qui peuvent altérer l'efficacité du personnel, il importe de déterminer les besoins en personnel, sur les aspects quantitatifs, induits par l'augmentation des effectifs étudiants analysés plus haut. Le personnel de l'UDC est composé, d'une part, du personnel enseignant, et d'autre part, du personnel administratif. Il faut noter que le personnel administratif de direction est principalement composé dans le contexte de l'UDC des enseignants plus ou moins déchargés des heures d'enseignement. Par contre, le personnel administratif intermédiaire et de service comprend les gestionnaires, les agents administratifs et comptables, les agents de soutien (techniciens, ouvriers, gardiens...). Quant au personnel enseignant, il constitue l'élément principal des ressources humaines de l'UDC.

Les effectifs du personnel enseignant évoluent plus directement avec le développement des effectifs étudiants et découlent des paramètres suivants :

- les effectifs étudiants, par le biais de ratios étudiants/enseignant plus ou moins normés,
- le nombre de semaine de travail,
- les volumes horaires,
- les horaires statutaires des enseignants,
- la répartition des heures d'enseignement par grade académique des enseignants.

Sur cette base, le personnel enseignant passe de 287 en 2015 à 432 en 2026 (tableau II.25), soit une croissance moyenne de 4% par an avec cependant une accélération relative en fin de période. Cette augmentation s'explique en partie par le fait que le ratio d'encadrement évoluera sur la période pour la plupart des programmes. Évidemment, l'augmentation des effectifs enseignants ne sera pas une panacée aux problèmes d'efficacité.

En effet, des facteurs propres au contexte d'utilisation des facteurs de production peuvent altérer la qualité de cette relation. On cite, entre autres, des facteurs comme l'absence d'une logique de

recrutement et l'inadéquation de certains profils, l'absence de contrôle et d'évaluation et de gestion peu qualitative des carrières, la perte de valeurs et l'absence de déontologie de la part des enseignants, les conditions et l'environnement médiocres, le manque d'équipements et matériels pédagogiques, ou la durée de formation. Ces facteurs peuvent faire l'objet d'études spécifiques et/ou être abordés dans le plan d'action du plan pluriannuel.

**Tableau II.25: Effectifs du personnel de l'UDC (2015-2026)**

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Composantes</b>												
Enseignants	287	287	287	287	363	383	390	391	394	400	411	432
Non enseignants	143	149	149	149	150	152	168	169	171	177	179	181
<b>Administration centrale</b>	46	46	47	47	48	48	49	49	50	50	51	51
<b>CUFOP</b>												
Enseignants	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Administratifs	7	7	7	7	7	7	7	8	8	8	8	8
S/total: enseignants	290	290	290	290	366	387	393	394	398	403	414	436
S/total: non enseignants	196	203	203	204	206	208	224	226	229	235	237	240
Total	486	493	493	494	572	594	617	620	626	638	651	676

Au niveau des composantes et de la qualification des enseignants, l'objectif du plan pluriannuel consiste, d'une part, à faire évoluer autant que faire se peut le ratio étudiants/enseignant au niveau de la norme internationale, à savoir, autour de 40 étudiants pour 1 enseignant, et d'autre part, au renforcement de la formation des enseignants avec un plan de formation, lequel tient compte de l'âge, du nombre d'années de service, du sexe, du diplôme et des perspectives de carrière.

Aussi, une fois définis les effectifs du personnel, la question qui se pose est celle de voir sa composition par grade académique et sa distribution dans les différentes composantes de l'UDC. Cet aspect du problème est très important, d'une part, parce que l'organisation pédagogique d'un établissement d'enseignement supérieur qui forme des étudiants en MPC ou SV suppose un certain équilibre dans la composition du corps professoral, et d'autre part, cette composition servirait d'indicateurs pour identifier la formation et le perfectionnement des enseignants.

#### **Personnel enseignant : FLSH et FDSE**

**FLSH** : en 2015, les effectifs enseignants, tous grades confondus<sup>7</sup>, se montent à 38 dont 3 professeurs titulaires et 9 maîtres de conférences. Avec un ratio étudiants/enseignant de 72, les effectifs s'établiront à 49. L'augmentation quantitative s'accompagne d'une requalification relative, qui sera précisée dans le plan d'action, du corps enseignant puisque le plan pluriannuel prévoit 6 professeurs titulaires et 15 maîtres de conférences en 2026. Il faut noter la stabilité relative du corps d'assistants. Enfin, le ratio étudiants/enseignant est supérieur à la « norme internationale » de 40 étudiants pour 1 enseignant dans le scénario 1(scénario de base de l'étude) pour « modérer » les coûts du plan pluriannuel.

**Tableau II.26 : Effectifs du personnel et ratios de FLSH et FDSE**

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>FLSH</b>												
Professeur titulaire	3	3	3	4	5	5	5	5	5	5	6	6

<sup>7</sup>Le corps d'assistant peut regrouper plusieurs catégories d'intervenants. Aussi, ce personnel est comptabilisé dans le calcul des ratios.

Maitre conférence	9	9	9	11	13	13	13	13	14	14	14	15
Maitre-assistant	17	17	17	18	19	18	18	17	16	16	15	15
Assistant	9	9	9	11	12	13	13	13	13	13	14	14
Total	38	38	38	44	48	48	48	48	49	49	49	49
<b>Ratio étudiants/enseignant</b>	<b>49</b>	<b>56</b>	<b>66</b>	<b>58</b>	<b>54</b>	<b>57</b>	<b>60</b>	<b>63</b>	<b>66</b>	<b>68</b>	<b>70</b>	<b>72</b>
<b>DSE</b>												
Professeur titulaire	1	1	1	1	1	2	2	2	3	3	4	4
Maitre conférence	4	4	4	4	4	5	6	6	7	7	8	9
Maitre-assistant	16	16	16	10	12	13	12	12	12	11	11	11
Assistant	7	7	7	14	17	20	22	23	24	25	27	28
Total	28	28	28	29	35	40	42	43	45	47	49	52
<b>Ratio étudiants/enseignant</b>	<b>86</b>	<b>98</b>	<b>109</b>	<b>104</b>	<b>89</b>	<b>76</b>	<b>75</b>	<b>76</b>	<b>75</b>	<b>74</b>	<b>73</b>	<b>71</b>

*FDSE* : à l'instar de la FLSH, la baisse du ratio étudiants/enseignant, de 86 en 2015 à 71 en 2026, fera passer les effectifs enseignants de 28 à 52 sur la période. D'autre part, les effectifs des catégories « professeur titulaire » et « maître de conférences » passeront respectivement à 4 et à 9 en fin de période.

#### **Personnel enseignant : FST et EMSP**

*FST* : l'orientation des flux d'étudiants admis vers les filières scientifiques et la stratégie d'amélioration de l'encadrement a pour conséquence une augmentation des besoins enseignants. Avec un ratio étudiants/enseignant objectif de 56, incompressible au regard de la contrainte budgétaire, les effectifs enseignants passent de 41 à 79 sur la période. Aussi, la stratégie de requalification du corps professoral portera le nombre de professeurs titulaires à 10 et celui de maîtres de conférences à 23.

*EMSP* : en conséquence de l'augmentation des effectifs et de la diversification des filières prévisibles à moyen terme, médecine, laborantin, ..., les besoins en enseignant de l'école passeront de 13 à 28 entre 2015 et 2026. Aussi, compte tenu de la spécificité de certaines filières telles que la médecine, le déficit en enseignants pourra être comblé dans le cadre de la coopération bilatérale.

**Tableau II.27 : Effectifs du personnel et ratios de la FST et de l'EMSP**

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>FST</b>												
Professeur titulaire	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	3	10
Maitre conférence	7	7	7	7	15	17	18	19	20	21	22	23
Maitre-assistant	32	32	32	32	40	39	36	33	30	28	26	23
Assistant	2	2	2	2	7	8	10	12	14	16	19	22
Total	41	41	41	41	62	66	65	65	65	66	69	79
<b>Ratio étudiants/enseignant</b>	<b>22</b>	<b>27</b>	<b>33</b>	<b>37</b>	<b>28</b>	<b>31</b>	<b>36</b>	<b>42</b>	<b>48</b>	<b>53</b>	<b>57</b>	<b>56</b>
<b>EMSP</b>												
Professeur titulaire	0	-	-	-	1	1	1	1	1	1	1	1
Maitre conférence	3	4	4	5	6	7	7	7	7	7	7	7
Maitre-assistant	4	6	6	7	9	9	10	10	11	11	11	11
Assistant	6	8	7	9	10	10	10	10	10	9	9	8

Total	13	17	17	21	27	28	29	28	28	28	28	28
<b>Ratio étudiants/enseignant</b>	17	14	16	15	14	16	18	21	25	28	32	36

### Personnel enseignant : FIC

Les effectifs enseignants de cette faculté restent stables sur la période en raison de la faiblesse du taux d'encadrement. En effet, le ratio étudiants/enseignant passe de 10 à 24 sur la période. Il faut cependant remarquer que l'architecture du corps enseignant s'améliore qualitativement avec 2 professeurs titulaires et 7 maîtres de conférences. La baisse des effectifs entre 2016 et 2020 s'explique par un sous-emploi des enseignants par rapport aux volumes horaires déclarés.

Dans la pratique, l'optimisation des horaires statutaires peut se faire à travers les échanges d'enseignants inter composantes. En effet, des enseignants affectés à la FIC, spécialistes des disciplines arabes et sciences islamiques, complètent généralement les horaires statutaires à l'IFERE, à l'IUT et à la FLSH.

**Tableau II.28 : Effectifs du personnel et ratio de la FIC**

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Professeur titulaire	0	0	0	0	0	2	2	2	2	2	2	2
Maitre conférence	8	5	4	6	7	7	7	7	7	7	7	7
Maitre-assistant	15	8	7	8	8	7	7	7	7	7	7	7
Assistant	1	1	1	3	5	7	7	7	7	7	7	7
<b>Total</b>	<b>24</b>	<b>13</b>	<b>12</b>	<b>16</b>	<b>21</b>	<b>24</b>						
<b>Ratio étudiants/enseignant</b>	10	24	31	26	21	19	21	22	25	27	29	32

### Personnel enseignant : IUT

L'IUT assure une offre d'enseignement très éclatée avec parfois des filières et des options diverses et des effectifs relativement faibles. Aussi, les organisations pédagogiques qui y sont pratiquées peuvent ne pas favoriser nécessairement l'optimisation des horaires des enseignants. Dans la pratique, l'IUT recourt à des enseignants extra-muros : vacataires, etc. Aussi, avec l'augmentation des effectifs, le ratio d'encadrement passe de 23 à 38 sur la période. Les effectifs enseignants dont 3 professeurs titulaires et 15 maîtres de conférences s'élèvent à 50 en 2026 au lieu de 33 en 2015.

**Tableau II.29 : Effectifs du personnel et ratio de la FIC**

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Professeur titulaire	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Maitre conférence	2	2	3	4	5	6	7	8	10	11	13	15
Maitre-assistant	24	23	22	25	26	24	22	21	19	18	16	15
Assistant	7	8	8	10	12	13	14	15	15	16	17	18
<b>Total</b>	<b>33</b>	<b>34</b>	<b>33</b>	<b>39</b>	<b>44</b>	<b>44</b>	<b>44</b>	<b>44</b>	<b>44</b>	<b>45</b>	<b>46</b>	<b>50</b>
<b>Ratio étudiants/enseignant</b>	23	17	17	16	16	19	22	26	30	33	37	38

### Personnel enseignant : IFERE de Moroni

Sur la période du plan pluriannuel, l'IFERE sera aussi affectée par la diversification des filières. En effet, en plus des filières classiques de formation des professeurs des écoles et du secondaire, l'IFERE assurera des formations d'encadreurs pédagogiques : conseillers pédagogiques, inspecteurs, chefs d'établissement. Aussi, des changements plus structurels pourraient intervenir dans la vocation de l'IFERE, par exemple, en le transformant en établissement de formation aux métiers de l'éducation :

planificateurs et statisticiens de l'éducation, conseillers d'orientation, etc. Donc, le total de 22 enseignants en 2026 peut changer en conséquence.

**Tableau II.30 : Effectifs du personnel et ratio de l'IFERE**

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Professeur titulaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2
Maitre conférence	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Maitre-assistant	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12
Assistant	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
<b>Total</b>	<b>20</b>	<b>21</b>	<b>22</b>									
<b>Ratio étudiants/enseignant</b>	23	25	27	31	29	31	32	36	39	41	43	43

**Personnel enseignant : CUP d'Anjouan**

Le CUP qui assure aussi des formations très diverses connaîtra aussi une augmentation de ses effectifs enseignants. En effet, ils passeront de 75 en 2015 à 93 en 2026 et le taux d'encadrement se situera à 43 au lieu de 23 en 2015.

**Tableau II.31 : Effectifs du personnel et ratio du CUP d'Anjouan**

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Professeur titulaire	0	0	0	0	2	3	3	3	3	3	3	3
Maitre conférence	2	2	2	4	5	7	9	12	14	18	22	28
Maitre-assistant	46	46	46	36	39	39	39	36	34	32	30	28
Assistant	27	27	27	26	30	32	34	34	34	34	34	34
<b>Total</b>	<b>75</b>	<b>75</b>	<b>75</b>	<b>66</b>	<b>77</b>	<b>81</b>	<b>85</b>	<b>85</b>	<b>85</b>	<b>87</b>	<b>89</b>	<b>93</b>
<b>Ratio étudiants/enseignant</b>	23	25	27	31	29	31	32	36	39	41	43	43

**Personnel enseignant : CUM de Mohéli**

La situation du CUM, qui risque d'évoluer compte tenu de taille actuelle de l'établissement, est présentée dans le tableau suivant.

**Tableau II.32 : Effectifs du personnel et ratio du CUM de Mohéli**

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Professeur titulaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Maitre conférence	2	3	3	3	4	4	5	5	5	6	6	7
Maitre-assistant	4	5	5	5	6	6	6	7	7	7	7	7
Assistant	9	11	10	10	10	10	10	10	9	9	8	8
<b>Total</b>	<b>15</b>	<b>18</b>	<b>18</b>	<b>19</b>	<b>20</b>	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>22</b>	<b>23</b>
<b>Ratio étudiants/enseignant</b>	13	14	16	17	19	21	23	26	29	32	35	36

**2.3.2. Le personnel non enseignant**

Le personnel administratif de direction est principalement composé dans le contexte de l'UDC des enseignants plus ou moins déchargés des heures d'enseignement. Le reste du personnel non enseignant est quant à lui composé du personnel administratif intermédiaire (comptables, agents administratif, secrétaires, ...) et du personnel de soutien (techniciens, ouvriers, gardiens...).

Ce personnel assure principalement :

- la scolarité (inscriptions, suivi des dossiers étudiants,..),
- l'aide à l'enseignement (préparation des laboratoires, bibliothèques, reproduction,...),
- la gestion des ressources humaines et financières (personnel, comptabilité, secrétariat,...),
- la logistique et la vie étudiante (ouvrier, personnel de ménage,...).

L'évaluation des besoins en personnel non enseignant doit être fonction du développement des effectifs étudiants et enseignants, des activités de formation des composantes de l'UDC et aussi de la taille des domaines et immobilisations. Aussi en l'absence de toutes normes de productivité sur ces facteurs, l'étude (simulations) se contente d'appliquer un taux de progression de 0,5% sur la période. Une étude spécifique sur ce type de personnel et qui, entre autres, comparerait la situation de l'UDC par rapport aux normes internationales permettrait de redéfinir le cadre organique actuel.

**Tableau II.33 : Effectifs du personnel non enseignant**

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Composantes</b>												
Personnel admini. Hiérar. A	37	37	35	34	32	31	32	31	30	30	29	28
Personnel admini. hiérar. B	21	21	21	21	21	22	24	25	26	27	28	31
Personnel admini. hiérar. C	55	56	54	52	51	50	53	52	52	52	51	51
Personnel admini.de soutien	30	35	38	42	46	49	58	61	64	68	70	71
<b>Total</b>	<b>143</b>	<b>149</b>	<b>149</b>	<b>149</b>	<b>150</b>	<b>152</b>	<b>168</b>	<b>169</b>	<b>171</b>	<b>177</b>	<b>179</b>	<b>181</b>
<b>Administration centrale</b>												
Personnel admini. Hiérar. A	28	28	29	29	29	29	30	30	30	31	31	31
Personnel admini. hiérar. B	7	7	7	7	7	7	7	8	8	8	8	8
Personnel admini. hiérar. C	13	13	13	13	14	14	14	14	14	14	14	15
Personnel admini.de soutien	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	6	6
<b>Total</b>	<b>53</b>	<b>54</b>	<b>54</b>	<b>55</b>	<b>55</b>	<b>56</b>	<b>56</b>	<b>57</b>	<b>57</b>	<b>58</b>	<b>59</b>	<b>59</b>
<b>Total personnel</b>	<b>196</b>	<b>203</b>	<b>203</b>	<b>204</b>	<b>206</b>	<b>208</b>	<b>224</b>	<b>226</b>	<b>229</b>	<b>235</b>	<b>237</b>	<b>240</b>
Taux de croissance		3,4 %	0,0 %	0,6 %	0,9 %	1,0 %	7,8 %	1,1 %	1,0 %	2,8 %	1,0 %	1,0 %

## 2.4. Les besoins en infrastructures du plan pluriannuel

### 2.4.1. Les infrastructures pédagogiques

L'UDC compte 9 composantes localisées dans 5 sites ou campus et réparties dans les 3 îles (Ngazidja, Ndzuanu et Mwali). De façon générale, aucun de campus, à l'exception de la FIC, ne dispose d'infrastructures adaptées ou même peu fonctionnelles à certains égards (voir point 1.7). Les besoins en infrastructures (**équipées**) considérés dans l'étude sont : les salles de classe et salles spécialisées, les amphithéâtres, les laboratoires. Ces besoins découlent, pour chaque composante, des paramètres suivants :

- les effectifs étudiants,
- le nombre de semaines de travail,
- les plages horaires hebdomadaires,
- les volumes horaires,
- les taux d'utilisation des différents types d'infrastructures : salle amphi, laboratoire,...
- la répartition de chaque volume horaire par type d'infrastructure.

#### *Salles de classe*

Sur la base des effectifs étudiants prévus, du parc de salles existant, **avec un plan de réhabilitation**, et des organisations pédagogiques dont plus de 60% sont assurées dans les salles de classe, les besoins en salles de classe dans l'ensemble se montent à 71 pour 7 composantes. Par rapport aux composantes, les besoins en salles de classe se répartissent comme suit :

FLSH+FDSE :	(14)
FST+EMSP:	(16)
IUT :	(13)
CUP :	(23)
CUM :	(5)

#### *Amphithéâtres*

En réalité, en dépit du fait que des effectifs élevés, notamment en L1 et L2, suivent presque tous les cours magistraux en tronc commun, les composantes de l'UDC ne comptent pas d'amphithéâtre. A Mvouni (FLSH et FDSE), à la Corniche (FST) et à Patsy (CUP d'Anjouan), les étudiants s'entassent à plus de 100, voire 200, dans des salles banales prévues pour 60 étudiants. L'absence d'amphithéâtres rend compliquée l'organisation pédagogique et multiplie les groupes avec pour conséquence une augmentation des charges d'enseignement de l'établissement. La construction d'amphithéâtres sur les grands sites de l'UDC se justifie non seulement par le volume horaire à assurer mais aussi par le type d'organisation pédagogique (1er cycle en tronc commun) et les plages horaires réduites avec le problème d'énergie. Sur la base de calculs établis à partir des organisations pédagogiques, les besoins en amphis s'élèvent à 7 avec la répartition suivante :

FLSH+FDSE:	(2)
FST+EMSP:	(2)
CUP:	(2)
CUM :	(1)

La situation plus détaillée, incluant une ligne sur la réhabilitation du parc de salles existant, est présentée dans le tableau ci-dessous.

**Tableau II.34 : Besoins en infrastructures des différentes composantes**

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Tota
<b>FLSH +FDSE</b>													
Salles	-	-	-	-	-	2	2	2	2	2	2	2	14
Amphis	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	2
Laboratoires	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	2
Salles spécialisées	-	-	-	-	-	1	1	1	-	-	-	-	3
Salles à réhabiliter	-	-	-	-	1	1	1	1	1	1	1	2	10
<b>FST+EMSP</b>													
Salles	-	-	-	-	5	5	2	2	2	-	-	-	16
Amphis	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	2
Laboratoires	-	-	-	-	-	3	1	-	-	-	-	-	4
Salles spécialisées	-	-	-	-	-	2	2	-	-	-	-	-	3
Salles à réhabiliter	-	-	1	1	1	1	2	2	1	1	1	-	11
<b>FIC</b>													
Salles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Amphis	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Laboratoires	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	1
Salles spécialisées	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	2
Salles à réhabiliter	-	-	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1	9
<b>IUT</b>													-
Salles	-	-	-	-	3	3	3	3	-	-	-	-	13
Amphis	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Laboratoires	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	2
Salles spécialisées	-	-	-	-	-	1	1	1	-	-	-	-	3
Salles à réhabiliter	-	-	-	-	-	-	-	1	1	1	1	-	4
<b>IFERE</b>													-
Salles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Amphis	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Laboratoires	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	1
Salles spécialisées	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Salles à réhabiliter	-	-	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1	9
<b>CUP</b>													-
Salles	-	-	-	-	3	3	3	3	3	3	3	2	23
Amphis	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	2
Laboratoires	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	2
Salles spécialisées	-	-	-	-	-	1	1	1	-	-	-	-	3
Salles à réhabiliter	-	-	-	1	1	1	1	1	1	2	2	2	12
<b>CUM</b>													-
Salles	-	-	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Amphis	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Laboratoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Salles spécialisées	-	-	-	-	-	1	1	1	-	-	-	-	3
Salles à réhabiliter	-	-	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1	9
<b>Total</b>													
<b>Salles</b>	-	-	-	<b>5</b>	<b>11</b>	<b>13</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>71</b>
<b>Amphis</b>	-	-	-	-	-	<b>6</b>	<b>1</b>	-	-	-	-	-	<b>7</b>
<b>Laboratoires</b>	-	-	-	-	-	<b>7</b>	<b>5</b>	-	-	-	-	-	<b>12</b>
<b>Salles spécialisées</b>	-	-	-	-	-	<b>8</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	-	-	-	-	<b>18</b>
<b>Salles à réhabiliter</b>	-	-	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>6</b>	<b>64</b>

### *Laboratoires*

Les laboratoires sont à la base de la formation des disciplines scientifiques, non seulement pour les formations de la FST, de l'EMSP, de l'IUT et du CUP mais aussi du fait que certains départements pourraient offrir des services d'expertise sur les laboratoires et ainsi générer des ressources propres. Le parc de laboratoires existants est en très mauvais état et peu fonctionnels. Aussi, avec un taux d'utilisation de 15 à 20% pour les activités éducatives, le besoin en laboratoires est de 12. Il faut noter que les laboratoires en place sont peu fonctionnels et donc la construction des nouveaux laboratoires seraient plus appropriée, surtout pour répondre à la demande des partenaires de la place et créer ainsi des ressources propres.

Sur la base de calculs établis à partir des organisations pédagogiques, les besoins en amphis s'élèvent à 7<sup>8</sup> avec la répartition suivante :

FLSH+FDSE (langues) :	(2)
FST+EMSP :	(4)
FIC (langues) :	(1)
IFERE :	(1)
IUT :	(2)

<sup>8</sup> Le CUM pourrait aussi justifier à terme la construction d'1 labo comme l'IUT d'ateliers de travail pour les filières « habitat ».

CUP : (2)

### *Salles spécialisées*

Cet équipement permet d'organiser des enseignements spécifiques, par exemple, de théâtre, de climatologie, de présentation de reportage historique, d'évènement culturel, etc. Les besoins par composante sont estimés à 18 salles spécialisées (au format différent suivant les activités) :

FLSH+FDSE: (3)

FST+EMSP: (3)

FIC : (2)

IFERE : (3)

IUT : (1)

CUP : (3)

CUM : (3)

## **2.4.2. Infrastructures universitaires**

Comme il a été mentionné plus haut, l'UDC, dans toutes ses composantes, sur les 3 îles, manque cruellement d'infrastructures et d'équipements dignes de ce nom. Et, visiblement aucune infrastructure de type amphithéâtre, bibliothèque, ou complexe sportif ou culturel n'est envisagée dans les différents plans sectoriels de l'éducation et de la formation. Aussi, outre les infrastructures pédagogiques, le plan pluriannuel prévoit la construction d'infrastructures éducatives, sportives et culturelles.

**Tableau II.35: Besoins en infrastructures éducatives, sportives et socioculturelles**

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Bibliothèques	-	-	-	-	3	4	-	-	-	-	-	-
Complexe sportif	-	-	-	-	2	4	-	-	-	-	-	-
Complexe socioculturel	-	-	-	-	1	4	1	-	-	-	-	-

- Bibliothèques : Mvouni (1), IUT (1), IFERE(1), Corniche (1), FIC (1), CUP(1), CUM(1),
- Complexe sportif : Mvouni (1), IUT (1), IFERE(1), Corniche (1), CUP(1), CUM(1),
- Complexe Socioculturel : Mvouni (1), IUT (1), IFERE(1), Corniche (1), CUP(1), CUM(1).

### 3. CHAPITRE 3 : COÛTS ET FINANCEMENT DU PLAN PLURIANNUEL

---

Pour rappel, les objectifs des politiques et plans sectoriels en matière de financement de l'éducation s'inscrivent dans la problématique de la gestion financière des systèmes éducatifs, à savoir :

- Combien coûte l'éducation par rapport à la richesse nationale créée et aux dépenses de l'État ?,
- Quelle est la répartition optimale des dépenses par rapport aux sous-secteurs (allocation intra-sectorielle et par rapport à la nature des dépenses (répartition économique des dépenses) ?
- Est-ce que l'utilisation des ressources est efficiente ?

En conséquence de cette problématique, le plan pluriannuel détermine, au moyen des scénarios sur des paramètres de politique éducative :

- les coûts de développement de l'UDC : coûts salariaux (cadre complet des ressources humaines), fonctionnement matériel (amélioration des coûts unitaires au titre des biens et service), œuvres sociales et investissement (infrastructures pédagogiques et en option les infrastructures telles bibliothèques, complexes sportifs et socioculturels),
- les ressources prévisionnelles telles que établies dans le PTSE (cadre macroéconomique) avec des scénarios sur la part de l'UDC, incluant les ressources propres (frais d'inscription,...),
- les gaps de financement du plan pluriannuel de l'UDC sur la période 2018-2026.

Enfin, il faut noter que sur le plan de l'utilisation efficiente des ressources, le plan pluriannuel préconise un certain nombre de mesures axées essentiellement sur la mobilisation des ressources internes et externes supplémentaires, l'optimisation de l'utilisation des ressources disponibles (organisations pédagogiques, horaires statutaires des enseignants, ...) et la transparence dans la formation des coûts.

#### 3.1. Coûts du plan pluriannuel

Les coûts du plan découlent des objectifs sur les aspects quantitatifs (régulation des flux à l'accès, ...), qualitatifs (taux d'achèvement du cycle, ...), organisationnels (ratios étudiants/enseignant, optimisation des horaires statutaires, des pages...) et des stratégies de financement des actions retenues dans les simulations. Les objectifs sont simulés par rapport aux paramètres du scénario de base<sup>9</sup>. Aussi, ces coûts en dépenses de fonctionnement et investissement sont comparés aux ressources prévisibles afin de déterminer les gaps à financer du plan. Ils se composent des coûts en dépenses courantes et des coûts en capital ou investissement.

Les coûts des dépenses courantes sont ceux au titre des salaires du personnel, des biens et services et de transferts et subventions. Les effectifs du personnel (enseignant et non enseignant) appliqués aux salaires moyens, indexés ou non aux coûts de la vie, suivant les catégories permettent de déterminer les coûts salariaux. Le salaire moyen comprend les rémunérations et traitements bruts. S'agissant, des coûts en biens et services, ce sont en principe les dépenses destinées pour couvrir le fonctionnement hors salaires. Les dépenses des « achats et biens services » sont destinées pour couvrir le fonctionnement hors salaires. Il s'agit des dépenses qui jouent un rôle essentiel dans l'amélioration quantitative et qualitative, notamment des intrants pédagogiques.

Ainsi les coûts de fonctionnement matériel, dans la présentation ci-dessous, comprend :

- les coûts de fonctionnement courant : coûts classiques de fonctionnement administratif (eau, énergie, communication, matériels de bureau,...),
- les coûts pédagogiques : coûts directement liés à l'enseignement, dans les labos et amphis, par exemple,
- les coûts des œuvres sociales : coûts liés à la vie estudiantine (petites subventions pour association, activité sportives, culturelles, etc.)

Dans le plan pluriannuel, l'hypothèse qui a été retenue repose sur l'amélioration du coût unitaire au titre des achats des biens et services des composantes (FLSH, FDSE, FST,...). Enfin, les coûts des investissements découlent des infrastructures à construire, réhabiliter et à équiper. Les simulations

---

<sup>9</sup>Détaillés en fin de chapitre avec les autres scénarios.

prennent en compte : les coûts de base de la construction de ces infrastructures et des équipements ainsi que les coûts de réhabilitation des salles en mauvais état.

Ces coûts du plan pluriannuel par composante et par nature, suivant le scénario 1 (scénario de base du plan) sont présentés dans la section suivante.

### 3.1.1. Coûts de développement des composantes

#### 1) Coûts de développement du site (FLSH et FDSE)

##### FLSH :

D'après le tableau ci-dessous, les coûts de fonctionnement passent de 137,421 millions 2015 à 268,946 millions en 2026, soit en moyenne 6,5% par an. En réalité, le développement quantitatif et qualitatif des filières de la FLSH requiert des augmentations des coûts au niveau du personnel comme au niveau des coûts de fonctionnement matériel. En 2026, le coût unitaire calculé sur les coûts de fonctionnement s'établit à hauteur de 69 450 KMF par an et par étudiant.

##### FDSE :

Les coûts de fonctionnement des filières économiques et juridiques, qui augmentent e moyenne de 9% par an, atteignent la somme de 316,882 millions de KMF en 2026. Le coût unitaire « boosté » par l'augmentation des coûts, notamment courant et pédagogique, et la croissance relativement moindre des effectifs des filières AES et droit se situera à 73 566 KMF. De façon générale, le niveau des coûts unitaire de l'UDC est relativement faible du fait que le financement disponible est quasiment consacré au paiement des salaires des enseignants.

**Tableau III.1 : Coûts de fonctionnement et investissement de FLSH et FDSE**

Coûts (M) KFM	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>FLSH</b>												
Salariaux	126 124	129 859	132 264	164 019	190 528	194 897	203 449	208 407	213 666	219 239	225 139	231 382
Fonct. courant	7 896	9 214	10 941	11 891	12 855	13 785	14 808	15 917	16 921	17 812	18 589	19 363
Fonct. pédagogique	3 400	5 280	8 345	12 069	12 853	13 577	14 367	15 213	15 931	16 520	16 983	17 426
Œuvres sociales	0	0	0	536	571	603	639	676	708	734	755	775
Fonct. hors salaires	11 296	14 494	19 286	24 496	26 280	27 965	29 813	31 806	33 559	35 066	36 327	37 563
Total	137 421	144 354	151 550	188 515	216 807	222 863	233 261	240 213	247 226	254 305	261 466	268 946
<b>Coût unitaire</b>	<b>73 763</b>	<b>67 408</b>	<b>60 496</b>	<b>70 290</b>	<b>75 907</b>	<b>73 867</b>	<b>73 064</b>	<b>71 057</b>	<b>69 835</b>	<b>69 272</b>	<b>69 280</b>	<b>69 450</b>
<b>FDSE</b>												
Salariaux	113 518	117 001	119 149	124 339	154 418	187 873	202 171	213 771	226 695	241 100	257 167	275 100
Fonct. courant	7 029	8 451	9 815	11 007	12 292	13 364	14 458	15 801	17 185	18 592	20 016	21 537
Fonct. pédagogique	3 799	4 784	5 820	6 836	7 997	9 107	10 320	11 813	13 458	15 251	17 198	19 383
Œuvres sociales	0	0	0	649	691	715	737	768	795	820	841	861
Fonct. hors salaires	10 828	13 236	15 634	18 493	20 979	23 186	25 515	28 382	31 439	34 662	38 055	41 782
Total	124 347	130 237	134 783	142 832	175 397	211 059	227 685	242 153	258 134	275 762	295 222	316 882
<b>Coût unitaire</b>	<b>51</b>	<b>47</b>	<b>44</b>	<b>43</b>	<b>50</b>	<b>59</b>	<b>61</b>	<b>63</b>	<b>64</b>	<b>67</b>	<b>70</b>	<b>73</b>

	<b>833</b>	<b>400</b>	<b>345</b>	<b>987</b>	<b>779</b>	<b>000</b>	<b>760</b>	<b>094</b>	<b>917</b>	<b>296</b>	<b>249</b>	<b>566</b>
Investissement	-	-	-	-	5 412	307 763	314 481	57 147	35 443	36 749	38 094	39 477

Les besoins des investissements du site de Mvouni, sur la base des coûts unitaires de construction et réhabilitation estimés<sup>10</sup>, s'élèvent à 834,565 millions de KMF sur la période 2019-2026, soit en moyenne 104,321 millions de KMF par an. En effet, comme déterminés plus, les infrastructures à construire sont : 14 salles, 2 amphis, 2 laboratoires (langue), 3 salles spécialisées et 10 salles à réhabiliter.

## 2) Coûts de développement du site de la Corniche (FST et EMSP)

### **FST :**

Le développement quantitatif et qualitatif des filières scientifiques et les réformes sur l'amélioration des coûts unitaires au titre du fonctionnement courant et pédagogique occasionneront une augmentation des coûts globaux. Les coûts salariaux passeront de 183,529 millions à 438,512 millions de KMF, soit une multiplication par un facteur de près de 2,4. S'agissant des coûts de fonctionnement, courant, pédagogique et œuvres sociales, ils s'atteindront la somme de 84,77 millions en fin de période au lieu de 10,363 millions en 2015. Au niveau global, les coûts connaissent une croissance moyenne de 10,1% par an. Ils s'établiront à 523,282 millions en 2026. Aussi, en conséquence, de l'augmentation des effectifs étudiants, le coût unitaire, d'un étudiant de la FST, baissera de 218 840 KMF à 118 520 KMF.

### **EMSP :**

A l'instar de la FST, les coûts de fonctionnement globaux augmentent de 11,1% par an. En volume, ces coûts passent de 85,425 millions dont 89,5% en salaires en 2015 à 258,381 millions dont 83,2 en salaires en 2026. En effet, la part des coûts hors salaires, notamment courant et pédagogique, s'améliore à 16,8% en 2026 au lieu 11,5% en 2015.

**Tableau III.2 : Coûts de fonctionnement et investissement de FST et EMSP**

Coûts (M) KFM	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>FLSH</b>												
Salariaux	183 529	188 795	192 337	195 961	296 910	322 049	326 759	329 986	335 519	343 554	369 663	438 512
Fonct. courant	7 130	9 198	11 370	13 115	15 285	17 982	21 242	25 048	29 203	33 713	38 621	44 151
Fonct. pédagogique	3 233	4 439	5 840	7 169	8 892	11 134	13 999	17 569	21 800	26 786	32 658	39 736
Œuvres sociales	0	0	0	307	351	405	469	542	620	701	788	883
Fonct. hors salaires	10 363	13 637	17 210	20 590	24 528	29 521	35 709	43 159	51 623	61 201	72 067	84 770
Total	193 892	202 432	209 547	216 552	321 438	351 569	362 469	373 145	387 141	404 755	441 730	523 282
<b>Coût unitaire</b>	<b>218 840</b>	<b>180 642</b>	<b>154 291</b>	<b>140 998</b>	<b>183 156</b>	<b>173 675</b>	<b>154 600</b>	<b>137 659</b>	<b>124 945</b>	<b>115 410</b>	<b>112 140</b>	<b>118 520</b>
<b>FDSE</b>												
Salariaux	76 416	101 604	103 528	130 134	168 140	178 122	191 886	195 541	200 810	204 697	210 722	214 877
Fonct. courant	6 899	7 734	8 945	10 308	12 162	14 297	16 771	19 664	22 758	26 024	29 437	33 232

<sup>10</sup> Ces coûts seront affinés, par rapport au système de prix unitaires du marché immobilier, dans le plan d'action du plan pluriannuel.

Fonct. pédagogique	2 110	2 363	2 731	3 144	3 707	4 354	5 103	5 978	6 914	7 899	8 928	10 070
Œuvres sociales	0	0	0	65	76	89	104	122	140	159	179	201
Fonct. hors salaires	9 009	10 098	11 676	13 517	15 946	18 741	21 978	25 764	29 812	34 082	38 544	43 504
Total	85 425	111 702	115 204	143 651	184 086	196 863	213 864	221 304	230 622	238 779	249 266	258 381
<b>Coût unitaire</b>	<b>386 537</b>	<b>453 128</b>	<b>406 129</b>	<b>441 696</b>	<b>482 136</b>	<b>440 826</b>	<b>410 335</b>	<b>363 971</b>	<b>329 381</b>	<b>299 747</b>	<b>278 030</b>	<b>256 576</b>
Investissement	-	-	-	5 306	70 815	650 034	103 982	39 055	39 836	5 975	6 095	6 217

Les besoins des investissements s'élèvent à 927,316 millions de KMF sur la période, soit un investissement annuel d'environ 100 millions de KMF par an sur 9 an sur 2018-2026.

### 3) Coûts de développement de la FIC

La chute, entre 2015 et 2019, des coûts globaux s'explique par la baisse des effectifs enseignants qui découle de l'optimisation des ratios d'encadrement<sup>11</sup>. En 2026, ces coûts atteindront 185,099 millions de KMF dont 16,3% en coûts hors salaires, et le coût unitaire se situera à 240 665 KMF. Les coûts d'investissement s'élèvent à 6,217 millions. En fait, ils ne concernent que des aménagements de salles existantes, par exemple, en laboratoires de langue, et des réhabilitations.

**Tableau III.3: Coûts de fonctionnement et investissement de la FIC**

Coûts (M) KFM	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Salariaux	124 104	75 714	73 222	92 050	113 559	135 350	141 880	144 368	146 922	149 544	152 235	154 994
Fonct. courant	5 848	6 546	7 610	8 603	9 643	10 816	12 344	14 336	16 626	19 243	22 227	25 781
Fonct. pédagogique	1 201	1 316	1 496	1 655	1 814	1 991	2 223	2 525	2 865	3 243	3 665	4 158
Œuvres sociales	0	0	0	66	72	79	89	101	114	130	146	166
Fonct. hors salaires	7 049	7 862	9 106	10 324	11 529	12 886	14 655	16 961	19 605	22 616	26 038	30 105
Total	131 153	83 575	82 328	102 374	125 088	148 236	156 536	161 329	166 527	172 161	178 272	185 099
<b>Coût unitaire</b>	<b>551 063</b>	<b>271 340</b>	<b>218 903</b>	<b>245 817</b>	<b>283 447</b>	<b>320 522</b>	<b>317 387</b>	<b>299 947</b>	<b>282 576</b>	<b>266 883</b>	<b>253 556</b>	<b>240 665</b>
Investissement	-	-	-	5 306	5 412	5 520	5 631	5 743	5 858	5 975	6 095	6 217

### 4) Coûts de développement de l'IUT

En réalité, la multiplication un facteur de près de 2,5 occasionne une augmentation des enseignants et par conséquent des coûts globaux notamment salariaux. Ils passent 180,826 millions à 398,385 millions de KMF sur la période. La part des coûts salariaux s'élèvent à 90,3% en 2026 au lieu de 94% en 2015, soit un gain de près 4 points pour les coûts hors salaires. S'agissant des investissements qui comprennent davantage de salles et de laboratoires, les besoins se montent à 324, 718 millions de KMF sur toute la période.

<sup>11</sup>Une hypothèse de leur redéploiement est présentée (voir plus haut section sur les ressources humaines)

**Tableau III.4: Coûts de fonctionnement et investissement de l'IUT**

Coûts (M) KFM	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Salariaux	169 888	172 695	170 682	208 459	238 468	247 521	254 274	263 755	275 921	291 117	309 968	359 686
Fonct. courant	7 247	5 289	5 253	5 906	6 896	8 105	9 514	11 223	12 995	14 822	16 859	19 158
Fonct. pédagogique	3 692	2 865	3 025	3 617	4 490	5 611	7 003	8 782	10 812	13 111	15 857	19 158
Œuvres sociales	0	0	0	123	143	167	195	229	264	300	339	383
Fonct. hors salaires	10 939	8 155	8 278	9 646	11 529	13 883	16 713	20 235	24 072	28 233	33 055	38 698
Total	180 826	180 850	178 960	218 105	249 997	261 404	270 987	283 990	299 993	319 350	343 022	398 385
<b>Coût unitaire</b>	<b>235</b> <b>144</b>	<b>323</b> <b>930</b>	<b>324</b> <b>531</b>	<b>353</b> <b>683</b>	<b>349</b> <b>074</b>	<b>312</b> <b>236</b>	<b>277</b> <b>230</b>	<b>247</b> <b>634</b>	<b>227</b> <b>136</b>	<b>213</b> <b>148</b>	<b>202</b> <b>369</b>	<b>207</b> <b>952</b>
Investissement	-	-	-	-	43 144	95 531	97 441	70 673	5 858	5 975	6 095	-

**5) Coûts de développement de l'IFERE**

Les coûts globaux de l'IFERE augmentent en moyenne de 4,2% par an. En volume, ils atteindront 184,765 millions de KMF en 2026. Cette faiblesse relative s'explique en partie par une variation faible des effectifs enseignants qui passent de 20 à 24 sur la période. Le coût unitaire relativement élevé en raison de la faiblesse des effectifs étudiants s'établit à 240 741 KMF en 2026. Aussi, la part des coûts salariaux par rapport aux coûts globaux diminue de 8,8 points sur la période passant de 92,9% à 84,1%. S'agissant des constructions et réhabilitations, les coûts s'élèvent à 107,294 millions de KMF.

**Tableau III.5: Coûts de fonctionnement et investissement de l'IFERE**

Coûts (M) KFM	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>CUP d'Anjouan</b>												
Salariaux	109 790	116 331	118 475	120 666	122 906	125 203	126 364	128 845	131 617	135 211	141 331	155 447
Fonct. courant	6 667	10 122	11 441	12 301	13 498	14 922	16 607	18 463	20 271	22 001	23 629	25 327
Fonct. pédagogique	1 698	2 459	2 651	2 719	2 846	3 001	3 186	3 379	3 539	3 664	3 753	3 837
Œuvres sociales	0	0	0	76	83	92	102	113	124	134	144	153
Fonct. hors salaires	8 365	12 581	14 092	15 096	16 427	18 015	19 895	21 955	23 933	25 799	27 525	29 318
Total	118 155	128 912	132 567	135 762	139 334	143 217	146 259	150 801	155 550	161 010	168 856	184 765
<b>Coût unitaire</b>	<b>568</b> <b>053</b>	<b>409</b> <b>304</b>	<b>373</b> <b>378</b>	<b>356</b> <b>585</b>	<b>334</b> <b>394</b>	<b>311</b> <b>740</b>	<b>286</b> <b>819</b>	<b>266</b> <b>692</b>	<b>251</b> <b>230</b>	<b>240</b> <b>228</b>	<b>235</b> <b>205</b>	<b>240</b> <b>741</b>
Investissement	-	-	-	5 306	5 412	44 163	22 523	5 743	5 858	5 975	6 095	6 217

**6) Coûts de développement du CUP d'Anjouan et du CUM de Mohéli.****CUP d'Anjouan :**

Le développement important des filières du CUP, notamment pour compléter l'offre de formation universitaire à Anjouan, a pour conséquences, entre autres, une augmentation de 6% par des coûts

salariaux et hors salaires. En volume, les coûts salariaux du CUP passent de 240,290 millions à 427,407 millions sur la période, soit une multiplication par un facteur 1,8. En dépit d'une baisse notable sur la période, ils représentent 89,7% des coûts globaux. Le coût unitaire chute de 21,3% en raison de l'augmentation des effectifs étudiants. Les investissements dont, entre autres, 2 amphis, 23 salles et 2 laboratoires, s'élèvent à 966, 477 millions de KMF.

**Tableau III.6: Coûts de fonctionnement et investissement du CUP**

Coûts (M) KFM	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
CUP Anjouan												
Salariaux	240 290	244 333	249 098	228 790	282 628	302 109	321 987	332 464	347 078	366 849	393 074	427 407
Fonct. courant	9 785	10 740	11 845	12 581	13 858	15 464	17 400	19 657	21 952	24 291	26 362	28 293
Fonct. pédagogique	6 543	7 225	8 017	8 566	9 492	10 656	12 062	13 709	15 400	17 144	18 718	20 209
Œuvres sociales	0	0	0	417	450	494	545	605	663	720	767	808
Fonct. hors salaires	16 328	17 965	19 862	21 563	23 801	26 613	30 008	33 971	38 015	42 154	45 847	49 310
Total	256 617	262 298	268 960	250 353	306 429	328 723	351 995	366 435	385 093	409 003	438 921	476 718
<b>Coût unitaire</b>	<b>149</b> <b>893</b>	<b>142</b> <b>181</b>	<b>134</b> <b>644</b>	<b>120</b> <b>199</b>	<b>136</b> <b>043</b>	<b>133</b> <b>220</b>	<b>129</b> <b>135</b>	<b>121</b> <b>212</b>	<b>116</b> <b>193</b>	<b>113</b> <b>599</b>	<b>114</b> <b>420</b>	<b>117</b> <b>946</b>
Investissement	-	-	-	5 306	44 650	542 932	103 888	72 080	50 674	52 285	53 941	40 721

### CUM de Mohéli :

Les coûts globaux de développement du CUM qui augmentent de 9,4% par an ainsi que ceux en capital sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

**Tableau III.7: Coûts de fonctionnement et investissement du CUM**

Coûts (M) KFM	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Salariaux	64 596	80 366	82 207	89 850	96 504	103 774	113 678	117 913	122 808	128 878	137 811	155 354
Fonct. courant	6 813	9 000	10 406	12 229	14 088	16 196	18 621	21 498	24 414	27 370	30 217	33 092
Fonct. pédagogique	1 273	1 621	1 807	2 047	2 274	2 520	2 794	3 110	3 405	3 681	3 918	4 136
Œuvres sociales	0	0	0	66	75	86	98	112	126	139	153	165
Fonct. hors salaires	8 086	10 621	12 213	14 343	16 438	18 802	21 512	24 720	27 945	31 190	34 287	37 394
Total	72 682	90 987	94 420	104 193	112 941	122 576	135 190	142 633	150 753	160 068	172 097	192 748
Coût unitaire	384 559	367 892	333 315	315 961	300 120	286 031	276 989	255 528	240 082	229 545	225 673	232 986
Investissement	-	-	-	68 376	5 412	248 418	28 154	28 717	5 858	5 975	6 095	6 217

### **Coûts de développement des composantes : situation récapitulative**

Le tableau ci-dessous montre que les coûts de développement des composantes<sup>12</sup>, hors CUFOP, s'élevaient 2 805,2 millions de KMF en 2026. C'est une progression moyenne de 7,4% par an sur la période. L'augmentation des coûts de fonctionnement, courant et pédagogique, fait baisser la part du personnel enseignant à 79,6% en 2026 au lieu de 83,4% en 2015.

**Tableau III.8 : Coûts globaux : composantes**

<b>Coûts (millions) KMF</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>
Salaires : personnel enseignant	1084,1	1094,4	1108,0	1219,5	1527,0	1657,1	1722,4	1771,4	1833,6	1908,9	2021,4	2231,9
Salaires : personnel non enseignant	124,2	132,3	132,9	134,7	137,1	139,8	160,1	163,7	167,4	171,3	175,7	180,9
Fonctionnement : courant	65,3	76,3	87,6	97,9	110,6	124,9	141,8	161,6	182,3	203,9	226,0	249,9
Fonctionnement : pédagogique	26,9	32,4	39,7	47,8	54,4	62,0	71,1	82,1	94,1	107,3	121,7	138,1
Coûts œuvres sociales	0,0	0,0	0,0	2,3	2,5	2,7	3,0	3,3	3,6	3,8	4,1	4,4
<b>Total coûts</b>	<b>1300,5</b>	<b>1335,3</b>	<b>1368,3</b>	<b>1502,3</b>	<b>1831,5</b>	<b>1986,5</b>	<b>2098,2</b>	<b>2182,0</b>	<b>2281,0</b>	<b>2395,2</b>	<b>2548,9</b>	<b>2805,2</b>
<i>Effectifs étudiants</i>	<i>8485</i>	<i>9530</i>	<i>10750</i>	<i>11617</i>	<i>12650</i>	<i>13720</i>	<i>14939</i>	<i>16369</i>	<i>17787</i>	<i>19184</i>	<i>20527</i>	<i>21924</i>
<b>CU moyen : composantes UDC (KMF)</b>	<b>153273</b>	<b>140126</b>	<b>127288</b>	<b>129327</b>	<b>144783</b>	<b>144785</b>	<b>140450</b>	<b>133304</b>	<b>128245</b>	<b>124855</b>	<b>124172</b>	<b>127954</b>
-												
Investissement	0	0	0	90	180	1894	676	279	149	119	123	105

Les coûts du personnel non enseignant qui contribue, entre autres, à l'amélioration des services aux bénéficiaires, augmentent de 3,5% en moyenne par an. En volume, ils passent de 124,2 millions à 180,9 millions sur la période. Le nouveau poste de coûts « œuvres sociales », destinés à couvrir autant que faire se peut les activités de la vie socioculturelle estudiantine, atteindra la somme de 4,4 millions de KMF en 2026. Aussi, ce système des coûts stabilisera le coût unitaire par étudiant et par an autour de 130 000 KMF en 2026.

Les coûts des investissements qui concernent exclusivement les composantes se montent à 3, 615 milliards de KMF sur la période.

### **Coûts du CUFOP**

Le tableau ci-dessous présente la situation du CUFOP qui compte 3 enseignants et 7 agents administratifs. L'établissement assure des formations continues. Il est actuellement dans un processus de spécialisation pour les formations aux métiers de l'éducation : planificateurs, statisticiens, conseillers d'orientation, agents administratifs intermédiaires.

**Tableau III.9 : Coûts globaux : composantes**

<b>Coûts (M) KMF</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>
Salaires	23160	23860	24580	25323	26087	26875	27687	28523	29384	30272	31186	32128
Fonctionnement	5156	5259	5364	5472	5581	5693	5807	5923	6041	6162	6285	6411

<sup>12</sup> Les coûts présentés pour chaque composante comme pour la situation récapitulative comprennent le personnel non enseignant, lequel est défalqué de l'administration centrale.

Total	28 316	29 119	29 945	30 794	31 668	32 568	33 493	34 446	35 426	36 434	37 471	38 539
-------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------

### 3.1.2. Coûts de développement de l'UDC

Les coûts de développement de l'UDC, incluant l'administration centrale et le CUFOP, connaît une multiplication par un facteur de 2,18 sur la période 2015-2026. En volume, les coûts atteignent 3,52 milliards de KMF au lieu de 1,613 milliards en 2015. Il faut noter que l'administration centrale de l'UDC, qui représente 8,7% des coûts en 2015, compte 42 cadres administratifs dont 26 de hiérarchie A et 4 agents de soutien. Cependant et compte tenu du régime de gestion de l'UDC, l'administration centrale gère en réalité des coûts très divers qui s'assimilent à des « dépenses communes ». En effet, ces coûts couvrent notamment les dépenses suivantes :

- achats et variations de stocks (fournitures de bureau carburant et lubrifiant, eau et électricité,...),
- Autres services extérieurs (relations publiques, déplacements),
- Services extérieurs,
- Charges de personnel (salaires, IGR, cotisations à la caisse de retraite, formation du personnel, ...),
- Autres charges de gestion (jetons de présence, contribution aux organismes internationaux, subventions à la vie scolaire...)

Aussi, la situation présentée dans le tableau ci-dessous est seulement déflaquée du personnel non enseignant imputable aux composantes.

D'autre part, la situation récapitulative comprend 2 postes de coûts nouveaux, à savoir, la recherche scientifique de « type universitaire » et les bourses et œuvres sociales qui représentent respectivement 2% et 0,3% des coûts à terme. L'intégration de ces postes se justifie :

- a) La recherche scientifique est une source d'innovations technologiques et sociales qui permet de produire et de développer les connaissances scientifiques mais qui surtout participent à l'amélioration de la qualité des formations. En effet, la recherche permet à la communauté universitaire, y compris les étudiants, d'approfondir leurs connaissances. En ce sens, la recherche scientifique constitue donc un facteur de l'amélioration de l'efficacité des formations et donc de **réduction des coûts des formations**.
- b) Le poste de « bourses et œuvres » englobe les dépenses dédiées à la prise en charge des quelques bourses d'excellence, sous forme de prix, et surtout des activités sportives et socioculturelles de la vie étudiante.

**Tableau III.10 : Coûts globaux : composantes**

<b>Coûts (millions) KFM</b>	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Recherche scientifique	-	-	-	3	45	48	51	54	56	59	63	69
Composantes	1 473	1 513	1 551	1 688	2 023	2 183	2 301	2 391	2 496	2 616	2 776	3 039
Bourses et aides	0	0	0	5	5	6	6	7	8	9	9	10
Administration	141	156	175	191	209	229	252	279	308	338	369	402
Total	1 613	1 669	1 726	1 887	2 282	2 467	2 611	2 731	2 868	3 022	3 217	3 520
<b>Dont biens et services</b>	<b>185</b>	<b>216</b>	<b>252</b>	<b>285</b>	<b>321</b>	<b>361</b>	<b>408</b>	<b>464</b>	<b>524</b>	<b>586</b>	<b>652</b>	<b>723</b>
% administration	8,7	9,4	10,1	10,1	9,2	9,3	9,7	10,2	10,7	11,2	11,5	11,4
<b>% composantes</b>	<b>91,3</b>	<b>90,6</b>	<b>89,9</b>	<b>89,5</b>	<b>88,6</b>	<b>88,5</b>	<b>88,1</b>	<b>87,5</b>	<b>87,0</b>	<b>86,6</b>	<b>86,3</b>	<b>86,3</b>
% recherche scientifique	0,0	0,0	0,0	0,2	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
% bourses et œuvres sociales	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
<b>Invest. (composantes)</b>	-	-	-	<b>90</b>	<b>180</b>	<b>1 894</b>	<b>676</b>	<b>279</b>	<b>149</b>	<b>119</b>	<b>123</b>	<b>105</b>

Invest.+ autres infrastructures	-	-	-	90	721	2 998	732	279	149	119	123	105
---------------------------------	---	---	---	----	-----	----------	-----	-----	-----	-----	-----	-----

Globalement, on observe que tous les coûts, par nature et par domaine : composantes, administration, ..., enregistrent une augmentation progressive durant la période. Les coûts de fonctionnement (biens et services), **dans ce scénario de base**, augmentent de 7,4% par an sur la période, soit une multiplication par un facteur 3,9. Les investissements des composantes qui devraient débiter à partir de 2018, s'établissent à 3,615 milliards sur la période. En revanche, si l'on tient compte des investissements sportifs et socioculturels, les coûts montent à 5,317 milliards de KMF.

En conclusion, la stratégie volontariste de développement du sous-secteur préconisée dans tous les documents de politique éducative dégage des besoins de financement importants nécessitant la mobilisation de moyens budgétaires additionnels. Ces besoins se situent d'abord dans la prise en charge des masses salariales additionnelles, des coûts de fonctionnement matériels et aussi au niveau de la construction des infrastructures. **Quelles sont donc, les ressources prévisibles ?**

### 3.2. Ressources prévisibles

Les projections des ressources publiques mobilisables pour l'UDC découlent d'abord d'un cadrage macroéconomique du secteur de l'éducation et de la formation. Par suite, les hypothèses de développement de ces ressources concernent les dépenses courantes et les dépenses d'investissement.

i) Les hypothèses du scénario 1 sur **les dépenses courantes** sont :

- croissance du PIB de 5% qui est conforme à la moyenne observée ces dernières années (voir sources FMI 2016),
- part des dépenses courantes de l'Etat/PIB à 15,6% (voir PTSE 2017),
- arbitrage des dépenses courantes d'éducation et de formation par rapport aux dépenses courantes de l'Etat,
- arbitrage des dépenses courantes de l'UDC/dépenses courantes d'éducation et de formation,
- montants des frais d'inscription et autres recettes sur produits d'activités annexes de l'UDC,
- arbitrages des dépenses courantes de l'UDC (recherche scientifique, composantes, bourses et aides, administration centrale).

ii) Les hypothèses du scénario 1 sur **les dépenses en capital** sont :

- arbitrage des dépenses en capital d'éducation et de formation par rapport aux dépenses en capital de l'Etat,
- arbitrage des dépenses en capital de l'UDC/dépenses en capital d'éducation et de formation.

#### 3.2.1. Les ressources prévisibles pour dépenses courantes de l'UDC

Les ressources prévisibles de l'UDC découlent de 3 sources, à savoir, les transferts de l'Etat, les frais d'inscription et les autres recettes sur produits d'activités annexes (frais sur diplômes, TCR et RAU, dons aides, contrat de recherche).

##### - les transferts de l'Etat :

Ce sont des ressources qui proviennent du budget annuel de l'Etat. Elles couvrent quasi exclusivement les dépenses salariales, notamment du personnel enseignant, et les dépenses des biens et services (fonctionnement matériel). Il faut cependant souligner que la faiblesse de ces fonds fait que ces ressources allouées servent principalement à couvrir les dépenses non pédagogiques et ne permettent pas d'améliorer l'environnement de travail (équipements scientifiques,...). Aussi, contrairement à d'autres pays d'Afrique subsaharienne, l'Etat ne subventionne pas des dépenses relatives au bien-être de l'étudiant comme l'hébergement ou la restauration. D'autre part, il faut noter que l'Etat comorien cède des recettes sur la Taxe sur la Coopération Régionale (TCR) et la Redevance Administrative Unique (RAU).

- **les frais d'inscription** : l'inscription dans un cursus de formation conduit au paiement obligatoire d'un droit. Les montants des droits sont fixés par l'Etat et varient suivant les niveaux d'étude et le type de

filère. Aussi, ces droits, qui ont font l'objet diminution relativement importante en 2016, sont généralement inférieurs à ceux pratiqués dans les quelques institutions d'enseignement privé du pays.

- **les autres recettes sur produits d'activités annexes** : les produits en question sont constitués de prestations à caractère administratif (droits de délivrances certificats et diplômes), pédagogique (formation continue) et commercial comme la location des salles de conférence ou locaux appartenant à l'UDC. Il faut rappeler que l'UDC ne génère pas encore de revenus sur contrats de recherche.

- **les dons et aides** : ce sont des contributions gracieuses qui peuvent provenir de la coopération bilatérale et/ou multilatérale. Généralement, il s'agit de sources de financement relativement faibles, au regard des besoins, et qui restent irrégulier dans le temps.

Aussi, les hypothèses retenues pour les projections des ressources prévisibles sont reproduites dans le tableau suivant.

**Tableau III.11 : Arbitrages de l'allocation des dépenses courantes de l'UDC**

Paramètres de détermination des ressources prévisibles	Actuel : 2015	Cible : 2026
<b>Arbitrage des dépenses courantes</b>		
Dépenses courantes Etat	15,6%	<b>15,6%</b>
Dépenses éducation et formation	29,6%	<b>29,6%</b>
Dépenses courantes UDC	8,1%	<b>8,5%</b>
<b>Frais d'inscription</b>		
LSH, DES,ST, IC: L1 et L2	60000	<b>40000</b>
LSH, DSE,ST, IC:L3	60000	<b>50000</b>
MSP, IUT, IFERE: L1 et L2	70000	<b>45000</b>
MSP, IUT, IFERE: L3	70000	<b>55000</b>
Autres recettes/activités annexes	Variables	Stables ou variables suivant les postes
Dons et aides	Stables	Stables

Dans ce scénario de base que l'on pourrait qualifier de réaliste, on note que la pression fiscale (dépenses courantes de l'Etat/PIB au prix courant) reste stable à 15,6%. Il en est de même pour la part des dépenses courantes de l'éducation par rapport aux dépenses courantes de l'Etat qui reste stable à 29,6%. Par contre, la part de l'UDC s'améliore légèrement et passe de 8,1% à 8,5%. S'agissant des droits d'inscription, les projections prennent en compte les diminutions relativement importantes qui sont intervenues à la rentrée universitaire 2016-2017. Enfin, les autres postes sont plus ou moins maintenus stables à leur niveau de 2015 ou augmentent avec les dépenses courantes de l'Etat dans les cas de la TCR ou de la RAU.

Globalement, les ressources pour dépenses courantes augmentent en moyenne de 5,1% par an. En volume, ces ressources passent de 1651,5 millions de KMF en 2015 à 2854,6 millions en 2026. Dans ce scénario de base où les droits d'inscription sont fixes, les parts des subventions de l'Etat et des frais d'inscription se situent respectivement, avec très peu de variations, à 57% et 34% à l'horizon 2026. La propension à financer de l'UDC, unique institution publique d'enseignement supérieur, dépend de la croissance économique et de la capacité de l'Etat comorien à mobiliser des ressources externes.

Les variations des recettes au titre des « autres produits » seront fonction de la capacité de l'UDC à générer des ressources propres, notamment dans la prestation des services à la communauté (formations continues et contrats de recherche). Enfin, le poste de « dons et aides » dépendra aussi du dynamisme de l'UDC en matière de coopération internationale, notamment dans un contexte de crise économique qui affecte la capacité des partenaires au développement à appuyer l'enseignement supérieur.

**Tableau III.12 : Prévisions des ressources pour dépenses courantes**

Ressources (Millions KMF)	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Subventions Etat	943,1	989,6	1 038,9	1 091,1	1 146,5	1 205,2	1 267,5	1 333,6	1 403,9	1 478,5	1 557,8	1 642,1
Frais inscription	525,0	492,0	467,1	508,8	554,0	603,3	656,2	722,3	787,0	854,5	914,1	980,8
Autres produits d'activités	183,4	186,6	190,0	193,6	197,5	201,5	205,8	210,4	215,2	220,4	225,8	231,7
Total	1 651,5	1 668,3	1 696,0	1 793,6	1 897,9	2 010,0	2 129,5	2 266,3	2 406,1	2 553,3	2 697,7	2 854,6
TAMA*		1,0%	1,7%	5,8%	5,8%	5,9%	5,9%	6,4%	6,2%	6,1%	5,7%	5,8%
% subventions Etat	57,1 %	59,3 %	61,3 %	60,8 %	60,4 %	60,0%	59,5%	58,8 %	58,3 %	57,9 %	57,7 %	57,5%

Plan de développement pluriannuel de l'UDC : 2018-2026 :

% frais d'inscription	32%	29%	28%	28%	29%	30%	31%	32%	33%	33%	34%	34%
-----------------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

\*: taux d'accroissement moyen annuel.

Les dépenses, pour lesquelles les ressources sont allouées, permettront de financer les 4 domaines classiques du système CDMT (cadre de dépenses à moyen terme) :

- la recherche scientifique,
- les composantes,
- les bourses et aides,
- l'administration centrale, incluant le CUFOP.

Aussi, la répartition « intra-UDC » des dépenses totales est fonctions des objectifs stratégiques du plan pluriannuel, le développement quantitatif et qualitatif des composantes, la promotion de la recherche scientifique universitaire et l'allègement des dépenses de l'administration centrale.

**Tableau III.13 : Paramètres d'allocation des dépenses courantes de l'UDC**

Arbitrage des dépenses courantes	Actuel	Objectif
Arbitrage Recherche scientifique/UDC	0,0%	2,0%
Arbitrage ressources courantes : Composantes	72,9%	80,0%
Bourses et aides	0,0%	2,0%
Arbitrage administration	27,1%	16,0%

Les tendances de dépenses des composantes, construites à partir de l'existant et des objectifs du tableau ci-dessus, montrent que la part des composantes de 72,9% à 80% dès l'année 2019. A contrario, la part de l'administration centrale chute à 16% à partir 2019. En volume, ces dépenses de l'administration se maintiennent autour de 450 millions de KMF en dépit du développement sans précédent des effectifs étudiants.

**Tableau III.13 : Prévisions des dépenses par domaine**

Ressources (Millions KMF)	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Recherche scientifique	0,0	0,0	0,0	0,0	3,3	40,2	42,6	45,3	48,1	51,1	54,0	57,1
Composantes	1 203,9	1 239,0	1 283,2	1 382,5	1 490,4	1 608,0	1 703,6	1 813,1	1 924,9	2 042,7	2 158,1	2 283,7
Bourses et aides	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	40,2	42,6	45,3	48,1	51,1	54,0	57,1
Administration	447,6	406,9	372,3	354,3	337,4	321,6	340,7	362,6	385,0	408,5	431,6	456,7
Total	1 651,5	1 645,9	1 655,5	1 736,8	1 831,9	2 010,0	2 129,5	2 266,3	2 406,1	2 553,3	2 697,7	2 854,6
% administration	27,1 %	24,7 %	22,5 %	20,4 %	18,4 %	16,0 %						

### 3.2.2. Les ressources pour dépenses en capital de l'UDC

En 2015, l'Etat comorien consacre 2% de ses dépenses en capital à l'éducation. Dans l'hypothèse d'un maintien de ce niveau, les dépenses en capital de l'éducation passent de 237 millions en 2015 à 393 millions de KMF en 2026, soit une croissance moyenne de 4,7% par an. Actuellement, l'UDC capte moins de 2% de ces ressources dédiées aux investissements. La situation sur les prévisions des dépenses en capital est présentée ci-dessous.

**Tableau III.14 : Prévisions des dépenses en capital**

Ressources (Millions KMF)	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dépenses en capital de l'Etat	11 850	12 380	12 940	13 531	14 156	14 816	15 514	16 252	17 033	17 860	18 736	19 664
Dépenses en capital Education	237	248	259	271	283	296	310	325	341	357	375	393
<b>Dépenses en capital UDC</b>	-	-	-	<b>27</b>	<b>28</b>	<b>30</b>	<b>31</b>	<b>32</b>	<b>34</b>	<b>36</b>	<b>37</b>	<b>39</b>

La comparaison entre les ressources prévisibles en dépenses courantes et dépenses en capital et les coûts de développement de l'UDC permet de déterminer les écarts de financement ou le financement à rechercher sur la période.

### 3.3. Gaps de financement

#### 3.3.1. Le gap financier du scénario de base du plan pluriannuel

Les gaps du scénario 1 analysé dans le développement ci-dessus découlent de la différence entre les ressources prévisibles et les coûts du plan pluriannuel. Le cumul des dépenses courantes sur la période 2015-2026 s'élève à 2,002 milliards pour la période 2018-2022, laquelle peut être qualifiée de première tranche quinquennale du plan pluriannuel. Ce cumul s'élève à 2,115 milliards de KMF pour la période restante, à savoir, de 2023 à 2026. Le gap, en ce qui concerne les investissements des infrastructures pédagogiques ainsi que les réhabilitations, se monte à 4,116 milliards de KMF dont 2,908 milliards pour la première tranche quinquennale.

**Tableau III.15 : Prévisions des gaps de financement du plan pluriannuel**

Gaps/domaines	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Recherche scientifique	- 3 168	-41 441	- 8 169	- 8 601	- 8 214	- 8 105	- 8 180	- 9 125	-11 928
Composantes	- 305 789	- 532 501	- 575 465	- 597 300	- 577 473	- 570 737	- 573 329	- 617 977	- 755 437
Bourses et aides	- 4 629	- 4 300	34 534	36 309	38 316	40 362	42 538	44 652	46 962
Administration	163 574	128 144	92 284	88 366	83 151	77 007	70 732	63 097	54 968
Total	- 150 011	- 450 099	- 456 816	- 481 226	- 464 220	- 461 472	- 468 239	- 519 354	- 665 436
Dépenses en capital	-62 563	- 151 970	- 1 864 750	- 645 092	- 246 672	- 115 333	-83 201	-85 042	-65 737

Par rapport aux domaines, la « recherche scientifique », qui n'est pas actuellement financée à proprement parler, affiche un écart de financement de 106,931 millions de KMF dont 60,952 sur la tranche 2018-2022. Par rapport au corps enseignant, cela représente en moyenne près de 31 000 KMF par enseignant et par an.

Concernant, les « composantes », c'est-à-dire, les formations de l'UDC, l'effort de financement pour les dépenses de fonctionnement, en sus des ressources prévisibles, s'élève à 5,106 milliards de KMF sur la période. La première tranche quinquennale nécessite 2,566 milliards, soit 50,7%. Ce gap pourrait être

atténué avec les excédents dégagés au niveau des domaines « bourses et aides » et « administration centrale ». La situation du gap net est présentée dans le tableau III.15.

### 3.3.2. Les scénarii : paramètres, gaps de financement et résultats attendus

Le modèle de simulations, à la base du plan pluriannuel, établit différents scénarii développés à partir de deux catégories de variables : macroéconomiques et paramètres propres aux aspects quantitatifs, qualitatifs et organisationnels de l'UDC. Le scénario présenté (ci-dessus) est jugé relativement réaliste au motif qu'il est bâti sur des tendances passées et existantes, en matière d'admissions, de ratio d'encadrement, des ressources prévisibles (frais d'inscription, ...). Il est aussi consensuel du fait qu'il a fait l'objet d'un partage avec des cadres de l'UDC (agent comptable, GRH, doyens de composantes, ...).

Les 2 autres scénarii respectivement S2 et S3 se différencient principalement sur le niveau des ressources disponibles et la régulation des flux au niveau des admissions. Le référentiel des paramètres des scénarii se déclinent comme suit :

- Les paramètres du cadrage macroéconomique (inflation, PIB),
- Les paramètres de finances publiques (arbitrages et allocation des ressources au niveau budgétaires),
- Les paramètres de régulation des flux (taux de réussite au bac, orientation et admissions par rapport aux filières),
- Les paramètres sur l'amélioration des CU au titre du fonctionnement pédagogique et des œuvres sociales,
- Les paramètres sur les frais d'inscription qui est une source de financement relativement conséquent et efficace du point de vue de l'équité (financement des services de formation par les bénéficiaires).

Le niveau de chaque paramètre par scénario est présenté dans le tableau suivant :

**Tableau III.16 : Paramètres de simulations du plan pluriannuel**

#### a) Paramètres macroéconomiques et d'allocations des ressources

Paramètres de simulations	Actuel	S1	S2	S3
Croissance annuelle salaires		2,0%	2,0%	2,5%
Taux de croissance PIB	5,0%	5,0%	6,0%	5,0%
Paramètres des finances publiques				
% Dépenses courantes/PIB	15,6%	15,6%	16,0%	16,0%
% Dépenses en capital/PIB	4,7%	4,7%	5,0%	5,0%
<b>Paramètres sur l'allocation sectorielle (Education)</b>				
% Dépenses courantes	29,6%	29,6%	31,0%	31,0%
% Dépenses en capital	2,0%	2,0%	3,0%	3,0%
Paramètres sur l'allocation à l'UDC				
% Dépenses courantes	8,1%	8,5%	8,0%	8,0%
% Dépenses en capital	10,0%	10,0%	10,0%	10,0%
<b>Paramètres régulation de l'accès</b>				
Taux de réussite au bac : garçons	44,0%			
Taux de réussite au bac : filles	46,0%			
Taux de réussite objectif		60%	65%	65%
Taux d'inscription : garçons	95,0%			
Taux d'inscription : filles	96,0%			
Taux d'inscription objectif		95,0%	95,0%	95,0%
<b>Taux d'admission par département</b>				
Faculté LSH				
LMF	4,1%	3,6%	4,0%	4,1%
LEA	5,9%	3,4%	3,5%	5,9%
Histoire	1,6%	1,5%	1,5%	1,6%

Géographie	7,2%	4,1%	5,0%	7,2%
Anglais	0,5%	1,0%	1,0%	0,5%
Langue chinoise	0,0%	0,6%	0,6%	0,0%
Faculté DSE				
Droit	4,7%	3,3%	4,0%	4,7%
AES	9,0%	4,5%	6,0%	9,0%
Sciences éco	4,8%	3,8%	4,5%	4,8%
Faculté ST				
SV	5,2%	9,0%	12,0%	6,0%
STE	2,0%	4,5%	5,0%	3,0%
MPC	1,7%	3,8%	4,0%	2,0%
Faculté IC				
Lettres Arabe	0,9%	1,8%	2,0%	2,0%
Sciences islamiques	0,9%	1,5%	1,5%	1,0%
Ecole MSP				
Tronc commun	1,9%	4,0%	4,0%	1,9%
IUT				
Habitat et son environnement	0,5%	1,5%	1,5%	1,0%
Génie informatique	0,3%	1,5%	1,5%	0,5%
Commerce	1,1%	2,0%	2,0%	1,5%
GEA	1,7%	2,5%	2,5%	2,0%
Tourisme et hôtellerie	1,0%	1,5%	1,5%	1,0%
Statistiques	0,4%	1,5%	1,5%	1,0%
IFERE Moroni				
Professeurs d'école	2,5%	3,0%	3,0%	2,5%
Centre universitaire de PATSY				
LMF	1,8%	2,0%	2,0%	1,8%
LEA	1,8%	1,5%	1,5%	1,8%
Histoire				
Géographie				
Droit	2,5%	2,4%	2,5%	2,5%
AES	3,7%	1,8%	2,0%	3,7%
Sciences éco	1,2%	1,5%	1,5%	1,2%
SVTE	1,0%	2,0%	2,5%	2,0%
Lettres Arabe	0,9%	1,5%	1,5%	1,5%
Sciences islamiques				
GEA	0,8%	1,5%	1,5%	1,0%
Tourisme et hôtellerie	0,3%	0,6%	0,6%	0,5%
Professeurs d'école	1,7%	2,0%	2,0%	1,7%
Centre universitaire de Mohéli				
AES	0,0%	1,5%	1,5%	1,5%
GEA	1,2%	1,5%	1,5%	1,2%
Professeurs d'école	1,0%	1,2%	1,2%	1,0%
Institutions privées	24,1%	15,1%	6,1%	15,3%
<b>Paramètres sur l'amélioration des CU au titre du fonctionnement pédagogique et des œuvres sociales</b>				
Fonctionnement pédagogique				
FLSH	1 825,3	4 500	7 500	5 000
FDSE	1 583,5	4 500	7 500	5 000
FST	3 648,9	9 000	12 000	5 000

EMSP	9 546,4	10 000	12 000	5 000
FIC	5 048,1	5 000	7 500	5 000
IUT	4 801,0	10 000	12 000	5 000
IFERE Moroni	8 163,5	5 000	7 500	5 000
CUP Anjouan	3 822,1	5 000	7 500	5 000
CUP Mohéli	6 733,9	5 000	7 500	5 000
Coûts œuvres sociales (KMF)	0,0	200	300	150
% coûts recherche scientifique	0%	2%	3%	5%
<b>Paramètres sur les frais d'inscription</b>				
LSH, DSE, ST, IC : L1 et L2	60 000	40 000	40 000	40 000
LSH, DSE, ST, IC: L3	60 000	50 000	50 000	50 000
MSP, IUT, IFERE : L1 et L2	70 000	45 000	45 000	45 000
MSP, IUT, IFERE : L3	55 000	55 000	55 000	55 000
<b>Paramètres sur l'allocation des ressources</b>				
% Recherche scientifique/UDC	0%	2%	3%	4%
% Composantes	72,9%	80%	85%	85%
% Bourses et aides	0%	2%	2%	2%
% Administration centrale		16,0%	10,0%	9,0%
% dépenses en capital UDC/Education	10,0%	10%	8%	5%

Le scénario 1 a fait l'objet d'une analyse détaillée dans les sections précédentes. A présent, il s'agira de juxtaposer de façon globale les résultats de 3 scénarii.

#### a) Résultats du scénario 1

En conséquence des objectifs sur la régulation des flux et de l'amélioration des profils de formation, la montée des effectifs permet d'atteindre le chiffre de 21924 étudiants dont 6736 dans les filières scientifiques de toutes les composantes de l'UDC. Le développement des filières dépendra de la production de bacheliers C et D dans le secondaire. Les effectifs de bacheliers devraient passer de 696 en 2015 à 3202 en 2026. Les effectifs étudiants dans les formations courtes, de type IUT atteindra aussi 2592 à l'horizon 2026 au lieu de 915 en début de période.

Au niveau des ressources humaines, l'UDC comptera 432 enseignants, dont 33 de grade professeur des universités. L'encadrement enseignant/étudiants ainsi que l'amélioration des ressources pour les dépenses des biens et services, permet d'établir le coût unitaire à 160 558 KMF. La part du financement hors transferts budgétaires (frais d'inscription, etc.) baisse du fait de la baisse des droits d'inscription intervenue en 2016. Enfin, le tableau III.17, résultats des simulations sur les paramètres du scénario 1 montre aussi la création de nouvelles infrastructures pédagogiques.

**Tableau III.17 : gaps de financement et résultats du scénario 1**

UDC	2014-2015	2016	2018-2022	2023-2026
<b>Gap : dépenses courantes</b>	<b>38 093</b>	-	<b>- 2 002 371</b>	<b>- 2 114 501</b>
<b>Gap : dépenses en capital</b>	-	-	<b>- 2 971 047</b>	<b>- 349 314</b>
<b>Total</b>	<b>38 093</b>	-	<b>- 4 973 419</b>	<b>- 2 463 815</b>
% financement hors transferts budget Etat	22,2%	22,4%	18,6%	16,2%
CU étudiants	190 151	175 160	166 815	160 558
Effectifs étudiants	8 485	9 530	16 369	21 924
dont Lettres et sciences humaines	2 550	2 870	4 621	5 542
dont droit et sciences économiques	3 352	3 700	5 230	6 108
dont professeurs des écoles	454	599	1 018	1 359
dont étudiants inscrits dans les formations courtes, type IUT	915	771	1 618	2 592
<b>dont en sciences</b>	<b>1 505</b>	<b>1 626</b>	<b>4 027</b>	<b>6 736</b>

dont sciences de la santé (métiers de la santé)	221	247	608	1 007
Effectifs bacheliers C et D	696	772	1 855	3 202
Effectifs enseignants	287	287	391	432
PU	4	4	16	33
MC	40	40	83	117
MA	170	170	159	132
AS	73	73	133	150
<b><u>Nouvelles infrastructures</u></b>				
Salles			50	21
Amphis			7	-
Laboratoires			12	-
Salles spécialisées			18	-
<b><u>Coûts programme</u></b>				
Dépenses courantes (courant, pédagogique & œuvres sociales)	1 613 430		11 976 891	12 626 186
Dépenses en capital	-		3 119 479	495 872
Total	1 613 430		15 096 370	13 122 059
<b><u>Ressources prévisibles</u></b>				
Allocations (pour dépenses courantes)	1 651 523		9 974 519	10 511 685
Allocations (pour dépenses en capital)	-		148 432	146 559
Total	1 651 523		10 122 951	10 658 244

#### b) Résultats du scénario 2

La réalisation des objectifs du plan pluriannuel, dans ce scénario, en matière d'accès aux différentes filières, assortie d'une amélioration de la qualité des formations et de l'employabilité des sortants, requiert des besoins financiers très importants tant au niveau du fonctionnement qu'au niveau des investissements. Le scénario 2, dont les paramètres de simulations sont présentés dans le tableau III.16, affiche un gap de financement cumulé des dépenses de fonctionnement qui s'élève à 5,358 milliards de KMF dont 2,655 milliards pour la période de 2018-2022. Dans ce scénario 2, l'UDC comptera 26125 étudiants dont 8359 inscrits dans les filières scientifiques. Au niveau des investissements, le financement à rechercher pour la première tranche quinquennale (2018-2022) s'élève à 3,197 milliards de KMF. Le gap de la 2<sup>ème</sup> phase se monte à 534,779 millions de KMF. Les besoins en enseignants comme les nouvelles infrastructures sont présentés dans le tableau ci-dessous.

**Tableau III.17 : gaps de financement et résultats du scénario 2**

UDC	2014-2015	2016	2018-2022	2023-2026
<b>Gap : dépenses courantes</b>			- 2 655 508	- 2 702 807
<b>Gap : dépenses en capital</b>			- 3 197 490	- 534 779
<b>Total</b>			<b>- 5 852 997</b>	<b>- 3 237 586</b>
% financement hors transferts budget Etat	<b>22,2%</b>	<b>22,3%</b>	<b>17,7%</b>	<b>15,2%</b>
CU étudiants	190 151	174 150	162 089	152 266
Effectifs étudiants	8 485	9 611	18 592	26 125
dont Lettres et sciences humaines	2 550	2 892	5 147	6 383
dont droit et sciences économiques	3 352	3 735	6 061	7 551
dont professeurs des écoles	454	602	1 094	1 472
dont étudiants inscrits dans les formations courtes, type IUT	915	775	1 742	2 808
<b>dont en sciences</b>	<b>1 505</b>	<b>1 643</b>	<b>4 706</b>	<b>8 359</b>
dont sciences de la santé (métiers de la santé)	221	248	652	1 091
Effectifs bacheliers C et D	696	789	2 149	3 837

Effectifs enseignants	287	287	424	471
PU	4	4	17	37
MC	40	40	91	127
MA	170	170	172	142
AS	73	73	144	165
<b><u>Nouvelles infrastructures</u></b>				
Salles			68	34
Amphis			7	-
Laboratoires			12	-
Salles spécialisées			18	-
<b><u>Coûts programme</u></b>				
Dépenses courantes (courant, pédagogique & œuvres sociales)	1 613 430		12 948 906	14 145 024
Dépenses en capital	-		3 365 914	723 681
Total	1 613 430		16 314 820	14 868 705
<b><u>Ressources prévisibles</u></b>				
Allocations (pour dépenses courantes)	1 651 523		10 293 399	11 442 217
Allocations (pour dépenses en capital)	-		168 424	188 902
Total	1 651 523		10 461 823	11 631 119

### **c) Résultats du scénario 3**

Les gaps de financement, sur le fonctionnement et les investissements comme les performances atteintes sont récapitulés dans le tableau suivant.

**Tableau III.17 : gaps de financement et résultats du scénario 3**

<b>UDC</b>	<b>2014-2015</b>	<b>2016</b>	<b>2018-2022</b>	<b>2023-2026</b>
<b>Gap : dépenses courantes</b>			- 2 613 897	- 2 772 141
<b>Gap : dépenses en capital</b>			- 3 018 657	- 590 954
<b>Total</b>			<b>- 5 632 555</b>	<b>- 3 363 095</b>
% financement hors transferts budget Etat	<b>22,2%</b>	<b>22,3%</b>	<b>18,0%</b>	<b>15,8%</b>
CU étudiants	190 151	174 485	163 115	157 891
Effectifs étudiants	8 485	9 613	18 051	24 202
dont Lettres et sciences humaines	2 550	2 915	5 522	7 194
dont droit et sciences économiques	3 352	3 766	6 840	9 097
dont professeurs des écoles	454	597	983	1 242
dont étudiants inscrits dans les formations courtes, type IUT	915	763	1 400	1 969
<b>dont en sciences</b>	1 505	1 605	3 339	4 777
dont sciences de la santé (métiers de la santé)	221	241	432	552
Effectifs bacheliers C et D	696	790	2 063	3 462
Effectifs enseignants	287	287	403	446
PU	4	4	18	34
MC	40	40	84	118
MA	170	170	160	134
AS	73	73	141	160
<b><u>Nouvelles infrastructures</u></b>				
Salles			46	32
Amphis			7	-
Laboratoires			12	-
Salles spécialisées			18	-
<b><u>Coûts programme</u></b>				
Dépenses courantes (courant, pédagogique & œuvres sociales)	1 613 430		12 732 026	13 702 793
Dépenses en capital	-		3 152 414	711 429
Total	1 613 430		15 884 441	14 414 222
<b><u>Ressources pré visibles</u></b>				
Allocations (pour dépenses courantes)	1 651 523		10 118 129	10 930 652
Allocations (pour dépenses en capital)	-		133 757	120 475
Total	1 651 523		10 251 886	11 051 127

En définitive et au-delà des coûts, la contrainte majeure de tous les scénarii réside dans la disponibilité du personnel enseignant. En réalité, toute la problématique est de recruter et former à temps plus de 400 enseignants dans des domaines relativement pointus. S'ajoute à cela, une deuxième contrainte qui est celle des acquisitions des biens et services, et particulièrement la construction et l'équipement des infrastructures programmés sur une période de 8 ans.